L'unité

N° 156 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 2 au 8 mai 1975

LA RENCONTRE DE MOSCOU

Quelques instants après avoir accueilli François Mitterrand, vendredi dernier, dans son bureau du Kremlin, Leonid Brejnev, débordant de jovialité, étalait devant son interlocuteur deux photos de lui en uniforme d'officier de l'Armée Rouge datant de plus de trente ans. « Je suis un combattant », ponctuait-il. Entrée en matière qu'il allait expliciter dans la suite de la conversation : « J'ai connu la guerre. C'est pourquoi je suis un combattant de la paix. Et vous pouvez me croire ! »

Ce ne sont pas là des propos formels. Toute la délégation du Parti socialiste qui vient de passer une semaine en U.r.s.s. — plusieurs de ses membres y effectuaient leur premier séjour — ont pu se rendre compte à quel point le souvenir de la guerre reste présent dans l'esprit des Soviétiques. D'un bout à l'autre du pays, ce souvenir est partout présent et particulièrement ces jours-ci où l'on s'apprête à célébrer, à Moscou et dans toutes les villes de l'U.r.s.s., par de grandes manifestations populaires succédant à celles du 1er Mai, le 30e anniversaire de la victoire de 1945.

Le poids de ce souvenir, on en prend la mesure en visitant à Léningrad l'impressionnant cimetière de Piskariovskoje où sont ensevelis 400 000 morts, pêle-mêle sous des talus plats recouverts d'herbe et marqués d'une simple pierre où figure seulement, sans le moindre nom, l'année du décès : 1942 ou 1943. Quatre cent mille morts inconnus parmi les six cent mille victimes, hommes, femmes, enfants qui succombèrent là à la faim ou aux bombardements nazis. A l'entrée du cimetière, où plusieurs millions de Soviétiques viennent chaque année se recueillir, un petit musée retrace ces « 900 jours de Léningrad », le plus long siège de

CLAUDE ESTIER

(Suite page 2)





PORTUGAL : LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

l'Histoire militaire contemporaine. Hitler avait donné à ses troupes l'ordre de raser la ville. Elle est aujourd'hui, avec ses larges avenues reconstruites, ses flèches dorées et ses façades roses et vertes au bord de la Néva, ses richesses architecturales et artistiques et, bien sûr, ses souvenirs révolutionnaires étonnement vivants, l'une des plus belles cités du monde. Symbole du courage d'un peuple. Mais il n'est pas une famille à Léningrad où l'on ait pu oublier les années terribles.

Cette obsession de la guerre, souvent mal comprise chez nous, explique sans doute de la part des dirigeants soviétiques bien des comportements, même ceux qui sont sujets à caution. Des hommes comme Brejnev, dans son tête-à-tête avec Mitterrand, comme Mikhaïl Souslov et Boris Ponomarev, devant la délégation socialiste, sont certainement sincères quand ils affirment que l'U.r.s.s. n'a pas de visées agressives et qu'elle attache une importance fondamentale à l'aboutissement rapide de la Conférence européenne de sécurité comme à tout progrès vers le désarmement. Questions sur lesquelles, comme le souligne le communiqué final de la rencontre, l'accord ne pouvait qu'être total entre le P.c.u.s. et le P.s. *(voir pages 3 à 7 le compte rendu des entretiens).*

Cette « conviction viscérale » de Brejnev — l'expression a été employée par François Mitterrand aussitôt après sa rencontre avec le Premier secrétaire du P.c.u.s. — de la nécessité de la coexistence pacifique, et donc le souci de la préserver, explique aussi le « réalisme » des dirigeants soviétiques dans leur appréciation sur la situation dans les points chauds du monde : modération à l'égard du comportement américain dans le Sud-Est asiatique — il paraît à peu près certain que Chelepine s'est trouvé tout à fait isolé au Bureau politique dans sa volonté de durcissement ; position équilibrée à propos du Proche-Orient, où la politique de Kissinger est jugée inefficace plutôt que condamnable ; prudence quant à l'évolution au Portugal, qu'on ne souhaite pas voir s'engager dans une quelconque aventure, etc. C'est ce réalisme qui a souvent fait dire que les Soviétiques préfèrent, dans le monde capitaliste, les régimes en place. Et qu'en France, particulièrement, ils s'accommodent fort bien aujourd'hui de Giscard d'Estaing comme hier de Pompidou et avant-hier de De Gaulle. Affirmation un peu rapide et qui mérite pour le moins d'être nuancée. A de Gaulle, les Soviétiques resteront toujours reconnaissants d'avoir retiré la France de l'Otan. Ils n'ont guère eu le temps de comprendre Pompidou et ils sont incertains sur Giscard d'Estaing. L'homme les intéresse, mais sa politique les déconcerte. Et Jacques Chirac, dont le récent séjour à Moscou a laissé là-bas une médiocre impression, n'a pas servi aux yeux du Kremlin le gouvernement français.

Incertains sur la situation politique à Paris, les Soviétiques s'intéressent donc pour la première fois à la gauche française et à son avenir. C'est à partir de là que s'expliquent à la fois la qualité de l'accueil réservé à François Mitterrand à Moscou, à Léningrad, à Tachkent et même au cours d'une escale nocturne à Oulianovsk, ville natale de Lénine, le ton des conversations qui se sont rapidement éloignées du formalisme traditionnel pour adopter un langage direct assez rare en de telles circonstances, ce qu'a dit Mikhaïl Souslov, présent d'un bout à l'autre des neuf heures de discussions et en qui les délégués socialistes ont découvert un homme d'une étonnante vivacité d'esprit derrière son regard bleu de professeur d'université assuré de sa foi.

Englobant dans une même condamnation les Neuf du Marché commun et l'Internationale socialiste coupables d'atlantisme et d'anticommunisme — hommage rendu toutefois aux efforts de Brandt et Wilson en faveur de la détente — Souslov et Ponomarev ont souligné à plusieurs reprises que le Parti socialiste français tenait à leurs yeux une place à part. Et les explications de François Mitterrand sur l'organisation de l'Europe occidentale, sur la sécurité et le désarmement, sur la crise du capitalisme, sur le Portugal, sur la volonté des socialistes français de demeurer fidèles à l'alliance avec le Parti communiste et à la stratégie d'union de la gauche, les a visiblement confortés dans ce sentiment, en leur faisant en même temps découvrir que les relations franco-soviétiques n'auraient pas forcément à souffrir d'un gouvernement français à direction socialiste.

Un signe révélateur et qui, en U.r.s.s., n'est pas gratuit : la place, croissante de jour en jour, accordée aux entretiens de la délégation socialiste dans la « Pravda » et l'ensemble des journaux soviétiques. Conscients que le P.s. est devenu en France une force de première importance, qu'il peut être demain au pouvoir, comme l'est aujourd'hui le Parti socialiste portugais dont la victoire ne semble pas les avoir surpris, les Soviétiques ont reconnu en lui un interlocuteur avec lequel il convenait de prendre date.

La rencontre de Moscou aura donc des suites. Non pas seulement parce que, comme l'annonce le communiqué, deux autres rencontres sont déjà prévues pour discuter de la crise économique et des problèmes de l'Europe, mais parce qu'il s'est bien agi d'une « renaissance » dans les relations entre les deux partis. Sans parler des problèmes idéologiques qu'ils avaient délibérément écartés de ces premières discussions, ils savent un peu mieux sur quoi ils ne sont pas d'accord. Mais ils ont aussi une conscience beaucoup plus claire du large terrain d'entente qui existe entre eux, à la fois sur la solution de quelques grands problèmes mondiaux et sur l'évolution du mouvement ouvrier international, dont ils sont deux composantes séparées par l'Histoire et par la philosophie, mais que des circonstances nouvelles rapprochent aujourd'hui en dépit de leurs divergences.

Ce rapprochement, qui accroît encore la dimension internationale du Parti socialiste français et la stature de son Premier secrétaire, est à lui seul un événement. N'en déplaise à ceux qui préfèrent toujours les sarcasmes à l'analyse, il s'est passé quelque chose en cette fin avril à Moscou. Un nouveau dialogue est ouvert qui se poursuivra.

CLAUDE ESTIER

Sommaire

3 LA RENCONTRE DE MOSCOU : 9 HEURES D'ENTRETIEN, COMPTE RENDU DE CLAUDE ESTIER.

8 PORTUGAL : LA VICTOIRE DE LA GAUCHE, PAR GUY PERRIMOND.

12 CONVENTION SUR LES RELATIONS P.C. - P.S. : FAIRE AVANCER L'UNION.

14 BANQUES : PRIORITE A LA SECURITE, PAR CHRISTINE COTTIN.

16 TELEVISION : LES SALTIMBANQUES AUX OUBLIETTES ?

19 TELEPHONE : LE PRIVE A L'ECOUTE, PAR JEAN-LOUP REVERIER.

22 MŒURS : L'ETERNEL FEMININ EN SOLDE, PAR FLORENCE THOMAS.

23 PORTRAIT : YVES AU PAYS DES MERVEILLES, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.

24 CINEMA : CAMERA AU POING, PAR JEAN-LUC DOUIN.

25 LIVRES : LA VOIX ABJECTE, PAR NICOLAS BRIMO.

27 LES TRUANDS DU PATRONAT.
CETTE SEMAINE : MATRAQUEZ, NOUS FERONS LE RESTE, PAR NICOLAS BRIMO.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 14) Michèle Bancilhon (page 3, 4, 5) Barrigue (page 23) Coureuil (pages 19, 32) Fotolib (pages 10, 11) Lacroux (page 22) Pascal Lebrun (pages 7, 17) Chantal Montellier (page 29) Sipa-press (page 1, 9, 11) Solo (page 26).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

La rencontre de Moscou

9 HEURES D'ENTRETIEN

Dans la salle du secrétariat du Comité central du P.c.u.s., communistes soviétiques et socialistes français (1) ont discuté pendant 9 heures jeudi et vendredi derniers. Etant donné l'importance de ces entretiens, « l'Unité » en publie ici, en exclusivité, le compte rendu analytique, d'après les notes de Claude Estier.

La première séance est ouverte jeudi 24 avril par Mikhaïl Souslov :

« Nous voulons dire toute notre satisfaction de cette rencontre. Notre parti a fait connaître sa position en faveur de l'action commune entre communistes et socialistes. Nous donnons à cette coopération une signification particulière dans la lutte pour empêcher la guerre nucléaire, pour libérer les peuples du fascisme, pour améliorer le sort des travailleurs, pour mettre fin au colonialisme, là où il existe encore. Nous connaissons parfaitement l'audience du Parti socialiste français et tout particulièrement depuis la signature du programme commun de gouvernement... Nous constatons avec satisfaction qu'il a redoublé ses efforts pour la détente et la coexistence. Ce qui devrait nous permettre d'aboutir à beaucoup de positions communes. Il existe entre nos deux partis des divergences idéologiques et aussi sur des problèmes d'actualité, mais nous pourrons nous entendre sur des problèmes importants. »

Les deux délégations se mettent d'accord sur les grands thèmes à aborder au cours des conversations et François Mitterrand présente le premier exposé.

« Nous ne résoudrons pas toutes nos divergences, mais l'important est d'avancer sur la route de la compréhension. Notre volonté est d'avancer. Nous considérons le rôle de l'U.r.s.s. dans le monde comme capital, comme l'a été son rôle dans la dernière guerre mondiale. C'est sur une bonne entente entre l'U.r.s.s. et la France que repose l'avenir de l'Europe. Le Parti socialiste français est partisan du développement des structures de l'Europe de l'Ouest, mais nous ne voulons pas que ce développement nuise à l'équilibre de l'Europe, dont l'U.r.s.s. est le facteur principal. Ce qui veut dire que nos relations avec l'Union soviétique sont déterminantes et conditionnent nos positions sur de nombreuses questions... »

François Mitterrand rappelle alors le processus qui a conduit à l'unification socialiste de 1971, puis à la signature du programme commun. Il évoque les résultats électoraux de 1973 et 1974, et il ajoute :

« Dans le cadre de l'alliance avec le P.c.f. à laquelle nous serons fidèles, nous avons la conviction de pouvoir l'emporter dans notre pays. Mais ce succès ne sera possible que si le Parti socialiste s'enracine davantage dans la classe ouvrière, resserre l'alliance de la gauche, s'implante dans la jeunesse. Nous sommes donc un peu les concurrents du Parti communiste, mais il ne faut pas transformer une course olympique en guerre civile. Le Parti communiste a commis quelques erreurs d'appréciation, mais une franche explication permettra de surmonter les difficultés.

« En tout cas, le Parti socialiste n'a pas l'intention de changer de stratégie et son but n'est pas de diminuer l'audience du P.c.f. Les militants communistes sont au premier rang de la lutte pour la défense des travailleurs. Et nous savons que sans l'U.r.s.s. nous ne serions pas aujourd'hui un peuple libre. »

François Mitterrand évoque alors les changements qu'aurait mis en œuvre un gouvernement de gauche en France sur le plan intérieur et sur le plan international :

« Certains ont pensé que la gauche au pouvoir rendrait plus difficiles les relations franco-soviétiques, mais cela est démenti par les positions prises par le Parti socialiste (reconnaissance de la R.d.a., de la République du Nord-Vietnam, du G.r.p., du Grunk, approbation du projet soviétique sur la Conférence de sécurité, etc.). Quant à l'organisation de l'Europe occidentale, à laquelle nous sommes favorables, elle n'a de sens que pour aboutir à un pacte avec l'autre partie de l'Europe. Le Marché commun est une virtualité, alors que la sécurité en Europe peut devenir une réalité ; nous sommes prêts à traiter de ce problème immédiatement. »

→

(1) La délégation du P.s. comprenait François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Robert Pontillon, Lionel Jospin, Claude Estier, Charles-Emile Loo, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane. Celle du P.c.u.s. était composée de M.A. Souslov, B.N. Ponomarev, P.N. Fedosseiev, N.N. Inozemtsev, G.A. Joukov, V.V. Zagladine, V.G. Afanassiev.

La délégation du P.s. accueillie à Moscou par Ponomarev.



9 HEURES D'ENTRETIEN



Une gerbe est déposée au mausolée de Lénine, à Moscou.



Dans le bureau d'où Lénine dirigea la Révolution, à Léningrad.

Après un rappel des relations franco-russes dans l'Histoire, François Mitterrand poursuit :

« L'U.r.s.s. est un des deux garants de la paix. C'est une donnée fondamentale. Les raisons sentimentales s'ajoutent aux raisons de l'esprit pour que, si nous étions au pouvoir, nous nous fixions comme règle d'avoir avec votre pays non seulement des relations cordiales, mais des institutions permanentes. »

C'est alors Mikhaïl Souslov qui entreprend la lecture d'un long texte exposant la position du P.c.u.s. sur les problèmes d'intérêt mutuel. Après s'être déclaré profondément impressionné par l'exposé de François Mitterrand et par l'existence de points de vue proches et mêmes identiques, il commence par exposer la situation du P.c.u.s. qui compte aujourd'hui 15 300 000 membres, soit 800 000 de plus qu'avant le 24e Congrès. Il évoque la préparation du prochain Plan quinquennal et les élections dans les Soviets des Républiques et dans les Soviets locaux, qui doivent avoir lieu en juin. « L'U.r.s.s., dit Souslov, ne connaît ni chômage ni inflation. Il ne peut pas y avoir de crise chez nous. La production industrielle a augmenté de 30 % au cours des quatre dernières années, celle de l'agriculture de 15 %. L'Union soviétique est le premier producteur du monde de pétrole et de charbon. Et aussi d'acier, alors qu'en 1914 la Russie en produisait deux fois moins que la France.

François Mitterrand : « Si la France avait eu un régime communiste, croyez-vous qu'elle produirait plus d'acier ? »

Souslov : « J'en suis sûr ! Cela ne signifie pas que tout est parfait chez nous. Par exemple, nous avons de gros problèmes à résoudre pour la mise en valeur des régions nouvelles, la Sibérie, le Grand Nord, d'où nous devons maintenant tirer nos ressources énergétiques. Cette mise en valeur absorbe une partie considérable de notre revenu national. De même que notre agriculture, qui connaît des conditions climatiques beaucoup moins favorables qu'en France, nécessite de gros investissements (195 milliards de roubles dans les dernières années). Cela limite les possibilités d'amélioration du niveau de vie de la population. »

Souslov énumère pourtant les progrès réalisés dans le domaine du logement et de la consommation. « Nous veillons, dit-il, au perfectionnement continu des méthodes de gestion de l'économie et c'est un terrain sur lequel les responsables sont souvent critiqués. »

Souslov aborde ensuite l'examen de la situation internationale :

« Notre principale orientation reste la détente, qui a marqué un tournant décisif dans les relations internationales. Le rôle important dans ce changement revient aux initiatives des forces communistes, mais nous ne minimisons pas l'apport des partis socialistes et sociaux-démocrates. Nous apprécions beaucoup ce qui a été fait par Willy Brandt ou par les travaillistes britanniques. Nous accordons une importance particulière à l'accord soviéto-américain pour limiter les armements. Mais le processus de détente est loin d'être achevé. Il existe encore des situations explosives et il faut renforcer l'offensive pacifique avec quatre objectifs :

1° rétablir la paix dans le Sud-Est asiatique par l'application des accords de Paris, et au Proche-Orient par celles des résolutions de l'Onu ;

2° achever la Conférence de sécurité européenne ;

3° arrêter la course aux armements ;

4° développer la coopération économique, technique, culturelle.

« Nous préparons une grande célébration du 30e anniversaire de la victoire, mais en pensant surtout à l'avenir. Le front uni des communistes, des socialistes et des autres forces démocratiques contre le fascisme reste à l'ordre du jour.

« Sur ces problèmes, il existe une convergence de points de vue entre nos deux partis. Il faut maintenant aboutir à l'achèvement rapide de la Conférence européenne de sécurité par la mise au point d'une procédure de consultation entre les pays européens, une coopération paneuropéenne sans discrimination, la création d'un mécanisme pour poursuivre l'œuvre de la conférence.

Cette détente politique doit être étayée par une détente militaire, mais les pays occidentaux veulent continuer à s'assurer des avantages. Il faut arriver à la dissolution simultanée des blocs militaires. Nous n'avons pas changé depuis 1966. Mais, en Europe occidentale, il n'y a que les forces démocratiques et progressistes qui sont pour cette solution, alors que les gouvernements y sont hostiles. Certains souhaitent au contraire mettre sur pied une nouvelle variante de l'Otan. Nous aimerions connaître le point de vue du Parti socialiste français, qui se déclare favorable à une intégration européenne. Peut-on concilier des objectifs socialistes avec cette intégration ? Ne risque-t-on pas de voir celle-ci se faire au bénéfice du capitalisme et des monopoles. Cela ne risque-t-il pas de faire perdre à la France son indépendance ? »

Il est 13 h, la première séance est alors interrompue pour permettre à la délégation socialiste d'aller déposer une gerbe au mausolée de Lénine.

Les conversations reprennent à 16 h. Mikhaïl Souslov achève son exposé en traitant des relations franco-soviétiques :

« Nous sommes d'accord avec ce que vous avez dit des relations franco-soviétiques, de l'amitié et de la coopération entre nos deux peuples. La tradition historique va dans ce sens ainsi que la fraternité de combat. Nous avons beaucoup de sympathie pour la volonté d'indépendance de la France et nous voulons que la coopération se développe de façon dynamique, notamment en utilisant toutes les possibilités des accords de Rambouillet. Mais il n'y a pas seulement les échanges d'Etat à Etat. Nos partis peuvent trouver un vaste terrain d'action dans ce domaine. Nous constatons avec satisfaction que le Parti socialiste participe activement à l'association France-U.r.s.s. Les bonnes paroles de François Mitterrand à l'égard de notre peuple laissent penser qu'il fera plus encore.

« Nous déplorons les positions non constructives du gouvernement français sur les problèmes du désarmement ainsi que sur les relations entre la France et l'Otan. De même, les campagnes antisoviétiques développées en France par les grands moyens d'information ne peuvent nous laisser indifférents. Nous connaissons, sur ces problèmes, la position du Parti communiste français et avons accueilli aujourd'hui avec satisfaction les déclarations du camarade Mitterrand. Elles soulignent les convergences de nos deux partis sur de nombreux problèmes internationaux. C'est une bonne base de compréhension mutuelle. »

François Mitterrand entreprend alors de répondre aux questions qui lui ont été posées par Souslov.

« Notre disposition d'esprit est ouverte à



Entretien au Kremlin entre Leonid Brejnev et François Mitterrand.

toute idée constructive. Mais nous voulons nous exprimer avec le maximum de précision sur les points de désaccord afin que nos déclarations ne soient pas enveloppées de brouillard comme le sont quelquefois les positions du gouvernement français. Il y a, par exemple, des différences entre le communiqué de Rambouillet et la réalité de la politique française. Le camarade Souslov a lui-même fait la distinction entre l'accord général et certaines positions qui inquiètent l'U.r.s.s. Par exemple, au sujet de la liberté de circulation des personnes en Union soviétique. Le gouvernement français annonce maintenant qu'il veut poser cette question. Nous, nous souhaitons que cette liberté soit complète mais nous pensons qu'il est dangereux de s'immiscer dans les affaires d'un pays avec lequel on traite.

« Nous sommes d'accord avec le gouvernement français quand il dit qu'il n'est pas question du retour de la France dans l'Otan. Mais c'est souvent un jeu de mots car la France reste présente dans la solidarité de l'Alliance atlantique et donc dans l'alliance militaire. Nous ne voulons pas faire semblant d'être dans l'Alliance atlantique sans y être. Nous y sommes et, pour en sortir, il faut que certaines conditions soient réalisées. La France a besoin de protéger son indépendance nationale. Nous regrettons que le gouvernement français soit absent de la conférence sur le désarmement. Mais si nous approuvons la démarche du gouvernement conservateur français, pour améliorer les relations avec l'Union soviétique, nous constatons que le dimanche ce gouvernement signe un accord avec l'Union soviétique et annonce le mardi que si la gauche arrive au pouvoir en France on verra des chars russes place de la Concorde. »

Ces derniers mots déclenchent un grand éclat de rire chez Souslov et les membres de la délégation soviétique. François Mitterrand revient alors aux questions qui lui ont été posées à la fin de l'exposé de Souslov.

« En ce qui concerne la position du Parti socialiste en faveur d'une Europe occidentale, il faut d'abord rappeler notre analyse économique : le capitalisme multinational pose le problème du Marché commun en termes nouveaux. Il s'agit d'un capital multinational à dominante américaine. Sa stratégie a dépassé les limites de l'Europe occidentale pour se développer dans une zone de libre-échange partout où n'existe pas le monde communiste. Donc ce capitalisme multinational ne s'intéresse plus à la construction politique de l'Europe qui constitue pour lui un obstacle. Nous devons traiter le problème de l'Europe autrement que certains d'entre nous l'ont traité il y a 10 ou 15 ans.

« Nous pouvons engager une discussion réaliste puisque l'Europe indépendante n'est pas pour demain. L'intégration militaire de l'Europe est impossible. Elle signifierait une nouvelle C.e.d. alignée sur la stratégie américaine. Pour longtemps, c'est un problème qui n'est pas posé. Si nous en étions saisis nous dirions non.

« Autre chose est la recherche de la réussite du Marché commun. C'est une réalité qui, avant la crise de l'énergie, avait situé l'Europe occidentale comme première puissance commerciale du monde. Au lieu d'en sortir, nous voulons réussir mais nous ne sommes pas au gouvernement. Nous voulons que les deux parties de l'Europe réalisent un accord à l'intérieur de la même Europe. C'est pourquoi j'ai été, il y a bien longtemps, le premier homme politique français à approuver la proposition soviétique de conférence européenne de sécurité car c'est un exemple d'initiative constructive pour un dialogue entre les deux parties de l'Europe dans une situation qui est tout à fait différente de celle des années 50.

« La seconde question portait sur l'avenir d'une France socialiste dans cette Europe des Neuf à dominante libérale. La France ne peut pas vivre isolée. Elle est obligée de vivre avec ses voisins. Une France socialiste ne pourra détruire à elle seule les sociétés multinationales. Elle devra travailler avec elles, comme le fait d'ailleurs l'Union soviétique. Nous avons signé le programme commun en connaissance de cause. Nous ne donnerons notre accord à l'Europe des Neuf que si nous pouvons librement développer les mesures prévues par ce programme, par exemple les nationalisations. Il ne faut pas faire de confusion entre programme commun et Marché commun. »

Souslov : « En russe, il n'y a pas de confusion ».

Mitterrand : « Marché commun ou non, une France socialiste devra bien affronter la concurrence capitaliste. Vous auriez raison s'il y avait intégration politique et un seul gouvernement de l'Europe. Mais c'est une perspective vraiment très lointaine et d'ici là les idées socialistes auront fait des progrès. Laissez-nous espérer que le socialisme a des chances de l'emporter en Occident !

« Par exemple, à l'intérieur de l'Internationale socialiste à laquelle nous appartenons, nous étions, il y a quelques années, le seul parti à accepter l'alliance avec le Parti communiste. »

Ponomarev : « Il y avait les sociaux-démocrates finlandais. »

Mitterrand : « Vous admettrez que cela n'a pas la même importance ! »

Ponomarev : « Il y a d'ailleurs des problèmes en Finlande. »

Mitterrand : « Il y en a aussi en France. Bref, nous avons été un cas à part dans l'Internationale socialiste. Mais nos positions sont mieux comprises aujourd'hui qu'elles ne l'étaient naguère. Il y a une nouvelle situation dans l'Europe du Sud, où devient normale la discussion dialectique entre socialistes et communistes. Une France à gouvernement socialiste avec participation communiste devra vivre dans une Europe libérale en établissant de nouvelles relations avec l'Est. »

François Mitterrand évoque encore les problèmes du désarmement en rappelant que les idées d'arbitrage international et de sécurité collective gardent toute leur valeur pour les socialistes. Il termine :

« Notre sécurité a été assurée jusqu'ici du côté atlantique. Pour changer, il faut que nous trouvions un autre système assurant cette sécurité. Nous sommes ouverts pour l'étudier mais nous n'avons pas le droit de →

Fondation Jean-Jaurès

9 HEURES D'ENTRETIEN



François Mitterrand, après avoir revêtu les cadeaux offerts par les membres du P.c. ousbek, à Tachkent.



Visite des mosquées à Samarkand.

quitter un système, même s'il ne nous plaît pas, tant que nous n'en n'avons pas trouvé un autre. Nous sommes conscients que ce système de sécurité est quelque peu fictif alors que nous perdons tous les jours des batailles économiques. On nous garantit Verdun mais on nous prend l'électronique. Il faut donc trouver autre chose. Voilà pourquoi nous éprouvons un grand intérêt pour la Conférence européenne de sécurité qui crée pour la première fois depuis 25 ans la possibilité d'un nouvel ordre en Europe. »

Après une brève interruption de séance, c'est Boris Ponomarev qui intervient sur le problème de la position du P.c.u.s. quant aux relations entre communistes et socialistes ou sociaux-démocrates :

« Nous sommes pour l'union de toutes les forces progressistes dans la lutte pour la paix. Nous sommes prêts à développer toutes les initiatives de coopération dans ce sens et c'est avec satisfaction que nous avons entendu que vous désirez vous-même poursuivre votre coopération avec le Parti communiste français sur la base du programme commun. Mais nous ne sommes pas pour la coopération à tout prix. Une chose est de discuter de divergences, autre chose est l'ingérence dans nos affaires. »

Ponomarev cite un certain nombre de déclarations anticommunistes de leaders de l'Internationale socialiste notamment à propos du Portugal. Mais il souligne qu'en France le programme commun constitue un fait très positif. Il aborde ensuite le problème du désarmement :

« Tout le monde reconnaît que la détente se développe, sauf les Chinois. Nous souhaitons que la détente politique soit complétée par la détente militaire, alors qu'au contraire on cherche à accumuler de nouveaux armements. Nous ne comprenons pas la position du gouvernement français qui refuse de participer à la conférence internationale du désarmement.

« Comprenez bien les buts de la politique extérieure soviétique : nous avons des tâches grandioses pour notre pays. La paix est liée à ces initiatives créatrices. Pour cette tâche historique, nous sommes prêts à coopérer avec tous. »

Mitterrand : « A propos du désarmement, la clé d'un accord tient entre les Etats-Unis et l'U.r.s.s. Mais nous sommes d'accord sur le rôle que pourrait jouer la France. C'est pourquoi le Parti socialiste souhaite que la France aille à Vienne, à Genève, signe les accords de Moscou. Nous approuvons tous les accords de limitation des armements. La discussion reste ouverte sur le plan technique, mais nous ne pouvons la mener tant que nous ne sommes pas au gouvernement. »

Ponomarev : « Mais les forces démocratiques peuvent peser en ce sens dans les pays d'Europe occidentale. »

Mitterrand : « Nous sommes d'accord mais vous pouvez mieux que nous parler aux Américains. Nous n'avons pas de relations avec eux. »

La première journée d'entretiens s'achève là. Ils reprennent vendredi matin à 10 h par les réponses de François Mitterrand aux autres questions posées par Ponomarev :

« En ce qui concerne le Portugal, l'analyse est plus complexe. D'une façon générale, il y a les anticommunistes et il y a ceux qui ne sont pas communistes, comme les socialistes français, mais qui ne sont pas anticommunistes. Il faut être très précis dans la définition. Etre concurrents des communistes ne peut signifier que l'on soit anticommuniste. On ne peut donc pas assimiler à l'anticommunisme le fait de se présenter en concurrent du Parti communiste. Au Portugal, communistes et socialistes sont devenus concurrents de façon désagréable. Il s'agissait d'apprécier la réalité du Mouvement des forces armées. Il y a toujours un problème quand l'armée devient un parti politique. Après discussions, les socialistes portugais ont accepté. La question a été résolue, mais elle se posait. Le Parti socialiste français a toujours recommandé aux socialistes portugais de rester alliés aux communistes. Et il ne faut pas oublier que tous les dirigeants socialistes ont lutté contre la dictature. »

Souslov : « Alvaro Cunhal a passé 15 ans en prison ».

Mitterrand : « C'est un homme remarquable, mais Mario Soares aussi et il faut trouver un terrain d'entente. Aucun parti de l'Internationale socialiste ne nous a demandé d'intervenir dans un sens anticommuniste. Nous pensons seulement que les communistes portugais ont été parfois trop violents dans leur langage et que les socialistes ne doivent pas être les seuls à faire des efforts. »

Souslov : « Quand nous parlons des interventions des partis sociaux-démocrates, nous ne visons pas le P.s. français. »

Mitterrand : « Si un parti social-démocrate est intervenu dans un sens anticommuniste, il a eu tort. Mais nous restons des amis des socialistes portugais. »

Souslov : « Nos relations sont plus étroites avec le Parti communiste portugais. Nous connaissons bien Cunhal et l'avons vu plusieurs fois à Moscou. Nous avons eu également des entretiens avec Soares. Notre attitude est la non-ingérence dans les affaires du Portugal. Mais le véritable danger vient des anciens partisans de Salazar et de Caetano (1) et non des communistes. Le P.c. portugais n'est pas dirigé par des aventuriers, mais il cherche à unir les forces démocratiques et à développer leur cohésion. »

Mitterrand : « Il n'y aura pas de difficultés pour nous entendre sur le refus de toute ingérence au Portugal et sur la préservation des chances de l'union des forces démocratiques. Nous ne nous associerons à aucune démarche contre le P.c. portugais. »

Souslov : « C'est avec plaisir que nous prenons note de cette déclaration. »

Mitterrand : « Le gouvernement portugais a raison de vouloir modifier les structures économiques du Portugal. Des pressions capitalistes s'exercent en sens contraire. Mais elles ne passent pas par nous. »

Ponomarev : « Là est bien la différence d'appréciation ; non pas avec vous, mais sur ce problème du Portugal. »

Mitterrand : « Disons que nous y avons des amis privilégiés différents... Nous, socialistes français, n'avons pas intérêt à des complications internationales à propos du Portugal. La France se trouve dans la même partie du monde. Dans ces pays de l'Europe du Sud, la gauche va vers l'union, ce qui est un phénomène nouveau auquel nous sommes particulièrement attentifs.

« Parlons maintenant du Moyen-Orient. »

Souslov : « Nous avons des positions proches. »

Mitterrand : « Proches et différentes. Nous sommes pour l'existence et la sécurité de l'Etat d'Israël, dans les frontières d'avant 1967, la création d'un nouvel ordre autour de ces frontières sûres et reconnues et la reconnaissance du phénomène national pa-

lestinien. Ausujet des territoires occupés, le débat se poursuit entre l'interprétation française et anglaise de la résolution de l'Onu (2). Il doit se poursuivre à Genève. Nous savons que l'U.r.s.s. n'est pas l'ennemi d'Israël. Elle peut donc jouer un grand rôle dans l'amélioration du climat. En ce qui nous concerne, nous n'avons pas un rôle déterminant, mais nous emploierons nos efforts dans le sens de la paix. »

Souslov : « Sur les points dont vous venez de parler, nos positions convergent. Nous reconnaissons l'existence souveraine de l'Etat d'Israël. Mais nous voulons que ce problème trouve une solution complète et définitive. Faute de quoi une nouvelle explosion est possible. Cela ne se fera pas par la navette de Kissinger. Certes, nous sommes d'accord pour faire des pas. Nous ne nous opposons pas à des mesures partielles, mais à condition qu'elles soient liées à une solution d'ensemble. »

Mitterrand : « C'est une position très juste. »

Souslov : « Nous aurions souhaité que l'on discute au Proche-Orient comme nous le faisons ici. »

Mitterrand : « Ce qui ne veut pas dire que vous soyiez des interlocuteurs faciles. »

Souslov : « Pourtant il n'existe qu'une seule vérité ! »

Mitterrand : « Vous croyez ? »

Souslov : « Il ne s'agit pas de la vérité absolue. Mais, à chaque moment donné, il n'existe qu'une seule vérité objective. C'est presque du domaine de la philosophie. »

Mitterrand : « Votre vie démontre que vous êtes resté fidèle à la même volonté. »

Souslov : « C'est un plaisir de raisonner de manière philosophique. Nous pourrions tenir un nouveau colloque là-dessus. »

La fin de la discussion porte sur la crise mondiale du capitalisme, sur laquelle un autre délégué soviétique, N. Inozemtiev, expose les vues du P.c.u.s., pour lequel il s'agit bien de la plus grande crise du monde capitaliste. Mikhaïl Souslov ajoute :

« Il est difficile de dire quelles seront les conséquences de cette crise, mais il existe des conditions objectives pour le développement des forces de la gauche dans le monde. Ce n'est pas suffisant. Il faut y ajouter des conditions subjectives par l'activité commune des socialistes et des communistes. Sinon c'est la réaction qui en profitera. C'est pourquoi nous sommes favorables à l'union des forces de la démocratie. »

(1) C'est bien ce que la délégation du P.s. a fait préciser dans le communiqué final.

(2) La même confusion est apparue à la suite d'une erreur de traduction dans le communiqué final. En accord avec la délégation soviétique, la délégation du P.s. a fait savoir que l'expression « hors de tous les territoires occupés » ne reflétait pas sa position.

Le texte intégral du communiqué commun P.s. - P.c.u.s. sera publié dans « le Poing et la Rose ».



Jacques Duclos avec François Mitterrand, en mai 1974.

JACQUES DUCLOS

L'immense foule qui a accompagné mardi Jacques Duclos au Père-Lachaise a salué en lui l'une des grandes figures du mouvement ouvrier international. Depuis plus d'un demi-siècle, il avait participé à tous les combats du Parti communiste français mais, bien au-delà de son parti, des millions de Français se sentaient proches de ce militant infatigable, qui avait su prendre tous les risques de la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, depuis ceux de la prison, de la Résistance et jusqu'à ceux, d'un autre ordre, d'une campagne électorale présidentielle, en 1969, dont nul n'a perdu le souvenir.

C'est pourquoi le Parti socialiste partage le deuil du Parti communiste qui est celui de la gauche unie et que François Mitterrand, dans une déclaration à « l'Humanité », a exprimé en ces termes :

« J'ai appris à Moscou la mort de Jacques Duclos avec une véritable émotion. Jacques Duclos s'identifie à toute une période de notre Histoire et sa disparition, après une vie pleine d'action et riche de réflexion, constitue un événement qui frappera tous ses contemporains.

« Ce communiste de la première génération s'était, par sa fidélité à son Parti et par le grand rôle qu'il a joué, imposé au sein du communisme international.

« Moi qui ne suis pas communiste, je puis témoigner qu'il s'était aussi imposé dans notre vie nationale comme une figure significative et représentative de notre peuple. »

Fondation Jean-Jaurès



LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

Portugal

Le vote est aussi une arme. Les Portugais viennent de montrer, avec calme et gravité qu'ils tenaient à utiliser cette arme, à son moment et comme il convient. Sans plus. Et les chiffres — 58,46 % pour la gauche et l'ultra-gauche — montrent sans qu'il soit possible d'en douter que la majorité du peuple portugais souhaite voir se poursuivre l'expérience actuelle. Le socialisme, sur les bords du Tage, n'est plus un rêve lointain. Il est déjà une volonté majoritaire exprimée.

Quel socialisme ? Socialistes et communistes proposaient les uns et les autres la nationalisation des grands moyens de production, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. A eux deux, ils obtiennent 50,40 % des suffrages. Avec le M.d.p. organisation « sœur » du P.c.p. ce pourcentage monte à 54,52 %. Le 25 avril 1975, la volonté populaire a rejoint « les fusils » qui, le 25 avril 1974, avaient ouvert la voie à la liberté. Et le peuple et les fusils peuvent aujourd'hui, sûrs l'un de l'autre, passer à d'autres tâches.

Dans cette gauche, le partage des voix est, lui aussi, significatif. Au Portugal, la classe ouvrière des villes et des campagnes se reconnaît dans deux organisations : le P.s. et le P.c. Le partage n'y est même pas inégal. Les chiffres dont on dispose ne permettent pas une analyse serrée. Mais même à l'échelle de la région une chose est sûre : qu'il s'agisse des banlieues ouvrières ou des zones peuplées de travailleurs agricoles, socialistes et communistes sont présents. Tantôt l'un, tantôt l'autre en tête. A Barreiro, faubourg industriel de Lisbonne, c'est le P.c. qui l'emporte. A Matosinhos, faubourg industriel de Porto, c'est le P.s. Par régions, là où les socialistes sont les plus faibles, les communistes le sont aussi. C'est alors la droite et le centre qui l'emportent. Et dans les régions où les socialistes font leur meilleur score, les communistes aussi : la droite et le centre étant laminés. A la campagne, la différence semble s'être faite chez les petits paysans. Là les socialistes mordent. Même au Nord. Les communistes non. Par anti-communisme ? Certes, le fascisme laisse des traces douloureuses. Et, dans les consciences, ces traces durent longtemps. Mais le fascisme n'est pas plus tendre avec les socialistes.

De notre envoyé spécial

« Sur un jeu de 90 minutes, on n'a joué que les 5 premières ». En arrivant, dans la nuit de vendredi à samedi au centre de presse de la Fondation Gulbenkian, l'amiral Rosa Coutinho a écarté d'une boutade les journalistes qui auraient souhaité que, tout comme ses homologues du M.f.a. ou les dirigeants de partis, Coutinho parle. Mais est-il si sûr que la boutade de l'amiral en soit une ?

Lisbonne, avril 1975. Un an après leur libération, les Portugais se soûlent de leurs libertés retrouvées. Au point que certains n'ont voulu voir dans la campagne électorale qui vient de se dérouler qu'un gigantesque happening offert à « un peuple qui n'est pas mûr pour les discussions idéologiques » ! Difficultés d'appréhender la réalité, ou refus d'accepter la mesure d'un rapport de forces ? Au sein même de la gauche portugaise, on a pu entendre dès samedi dernier des jugements pour le moins étranges sur la signification des élections. Tel celui de Pereira de Moura, un des leaders du M.d.p., qui affirmait : « Les élections ont été un événement aberrant dans le processus révolutionnaire en cours ». « Evénement » auquel ont participé 91,73 % des électeurs. Pourtant, avant même que les résultats définitifs ne soient publiés, tout le monde — ou presque — s'est interrogé sur les conséquences de ces élections, sur la poursuite du « processus ». A croire que les phénomènes « aberrants » ne sont pas le seul fait des électeurs...

La poursuite du processus — et à Lisbonne personne ne pense sérieusement qu'elle n'ait pas lieu — risque pourtant de modifier le décor et les pratiques d'un certain nombre d'acteurs. « Ici, tout le monde parle du socialisme. Seulement personne ne dit ce qu'est, concrètement, ce socialisme. Qu'aucune des parties en présence ne veuille copier ce qui a été fait ici ou là est un souci louable. Que l'on veuille que les masses participent à l'élaboration de l'avenir est appréciable. Mais faudrait-il encore qu'au niveau gouvernemental cesse la valse-hésitation qui dure depuis plusieurs mois. » Le journaliste qui parle n'est pas désabusé. « Tout juste lucide », ajoute-t-il. Et, parmi les économistes portugais, la « lucidité » de ce journaliste est un sentiment fort souvent partagé. « Nous mangeons nos réserves », me dira l'un d'entre eux. « Et nous ne savons pas quoi faire d'autre », ajoute un autre.

C'est qu'au-delà des réunions électorales, des campagnes de dynamisation, des rapports entre les partenaires du gouvernement ou entre les politiques et les militaires, la situation économique semble bloquer la situation.

Moins de blé, moins de poisson

Le Portugal a hérité du fascisme une situation pour le moins délicate. Voilà un pays « européen » avec ce que cela implique comme rapports sociaux, comme habitudes culturelles et attitudes de consommation, où 32% de la population active travaille dans l'agriculture — 36% dans l'industrie et 32% dans les services — et qui est obligé d'importer près de la moitié de sa consommation alimentaire. Un pays « pauvre, mais qui fait semblant de vivre comme un pays riche », dont la balance commerciale est chroniquement déficitaire et qui n'arrivait à un certain équilibre financier que grâce à deux mamelles, dont l'une, le tourisme, est aujourd'hui bien près de se tarir, et l'autre, l'argent expédié par les travailleurs émigrés, n'est plus ce qu'elle était. Un pays où le développement industriel reposait en partie sur une escroquerie : les firmes étrangères y créaient des usines de montage. C'est-à-dire que les pièces arrivaient de l'étranger et y étaient, une fois « montées », réexpédiées. Le Portugal n'était pas un marché. Il avait seulement l'avantage d'avoir une main-d'œuvre bon marché et docile. Dans ces conditions-là il est facile, de Paris, de Londres, de Tokio ou de New York, d'arrêter l'activité de secteurs entiers.

Reprenons. L'agriculture était ici plus une activité de subsistance qu'autre chose. Sur les 800 000 exploitations agricoles, 669 000 comptaient moins de 5 hectares. Non irrigués, bien évidemment. Mais 8 000 « fermiers » possédaient 45% des terres. Et année après année, la surface des terres cultivées allait en déclinant. Les rendements, les plus bas d'Europe, ne progressaient pas. Les petits agriculteurs étaient donc en même temps, « propriétaires » et fermiers. Mais sur des terres où, faute de revenus, ils utilisaient peu — ou pas — d'engrais. Au point qu'en 1973 le Portugal a produit moins de blé, moins de maïs, moins de pommes de terre, moins d'huile qu'en 1967. A peine plus de viande et de lait. Et pêché moins de poisson.

Une étude menée sur les déficits alimentaires à l'horizon 1979 montre l'importance du problème. En admettant que l'émigration ne cesse pas — ce qui est politiquement inacceptable — il faudra importer cette année-là 25% de la consommation de céréales, la moitié de celle de pommes de terre, le quart de la consommation de viande, 30% de la consommation de beurre. « On pourra toujours essayer de vendre notre vin. L'ennui, c'est que l'on y arrive déjà très mal », ajoutait, après avoir dressé ce tableau, un « nouveau » haut fonctionnaire. Quant à modifier les habitudes alimentaires, pour adapter la consommation à la production, inutile d'y songer : les Portugais mangent 37 kg de poisson par an et par habitant pour 28 kg de viande, dont 9 seulement de viande de bœuf...

L'industrie n'est pas dans un meilleur état. 79% de l'énergie consommée au Portugal provient du pétrole. La dépendance étrangère commence là. Et la pratique du capitalisme portugais n'a pas arrangé les choses. Les « Neuf » grandes familles qui se partageaient le Portugal et « l'Empire » n'avaient pas « l'envergure » de leurs homologues étrangères.

Satisfaites d'un appareil d'Etat dont le rôle était répressif, elles avaient oublié depuis longtemps l'audace des bâtisseurs d'empire. Les projets étaient rares au Portugal. Et lorsqu'il y en avait un et qu'il n'était

Une gauche majoritaire dans le pays, un M.f.a plus légitime que jamais peuvent poursuivre aujourd'hui le défrichement de la « voie portugaise ».

Vendredi, les Portugais ont montré qu'ils voulaient un changement fondamental. Mais sans perdre une seule parcelle de cette liberté après laquelle ils ont espéré durant près de 50 ans. Le droit de parole, le droit à une information libre, le droit à la différence. Cela peut sembler un luxe. Mais un luxe indispensable. Quant au droit de vote, c'est méconnaître l'Histoire du Portugal que de le mépriser. Le P.c.p. a lutté, héroïquement, durant des décennies pour conquérir les « libertés bourgeoises ». En 1959, lorsque le général Delgado fit campagne contre le régime, c'est par le vote que l'opposition, avec les difficultés que l'on imagine, lutta. Tout ceci explique en partie les 91,73 % de votants. L'enjeu explique le reste. Car pour les Portugais, même s'il n'est pas question de revenir sur le programme signé entre le M.f.a. et les partis de la coalition, il est évident que les résultats de vendredi pèseront sur l'avenir.

Définir un projet socialiste passe par là. Les deux composantes du mouvement ouvrier, celles qui peuvent, avec le M.f.a. participer de plein droit à « la conduite des masses » ont chacune un poids spécifique. Et ce poids, aujourd'hui connu, pèsera dans la définition d'un projet. Avec ses 37,87 % le P.s. disposant avec Mario Soarès d'un leader populaire, a fait la preuve et de son ancrage dans les masses et de sa volonté révolutionnaire. Que cet électorat ne soit pas homogène, qui s'en étonnera ? Son électorat dans sa diversité est représentatif du Portugal d'aujourd'hui. Ouvriers, employés, ouvriers agricoles et petits paysans, artisans et petits commerçants. Ceux qui ont coché sur leur bulletin de vote « le poing fermé » ont su ce qu'ils choisissaient. Soutenir un parti qui veut construire le socialisme sans imposer un « modèle » mais sans se laisser en imposer un. Un parti qui veut que le « modèle » soit élaboré dans la lutte, par les travailleurs tout en conservant pour chacun d'entre eux toute la liberté dont un homme a besoin.

D'avril 1974 à avril 1975 d'innombrables débats ont eu lieu. Spinola avait fait appel à la majorité silencieuse. Hier la majorité du peuple portugais a clairement parlé : elle veut le socialisme. Et la majorité de la majorité a montré qu'elle veut que ce socialisme ait goût de liberté. Pour que l'Histoire ne s'arrête pas en chemin.



Mario Soarès répond aux ovations des socialistes, après l'annonce des premiers résultats.

pas noyé dans les sables d'une administration peu efficace, sa réalisation plaçait un peu plus le pays sous la dépendance de l'étranger. Comme celui de Sines, l'ensemble portuaire et pétro-chimique en construction au sud du Tage, dont les responsables actuels se demandent bien comment ils pourront l'utiliser — même réduit — lorsqu'il sera terminé. A part quelques grandes entreprises, l'industrie portugaise s'est donc limitée à transformer au bénéfice de l'étranger des produits peu vendables sur place.

La bourgeoisie groggy, pas k.o.

Il n'est pas étonnant que, sous le prétexte de « la crise », les firmes étrangères aient brutalement stoppé, dès l'année dernière, tout investissement. A partir du moment où les avantages économiques n'étaient plus évidents — les salaires ayant été augmentés et la répression ayant disparu — et où les inconvénients politiques étaient certains, ceux qui faisaient tourner « l'économie » ont cessé de jouer le jeu. Il y a, au Portugal, 17 lignes de montage de voitures automobiles. Toutes étrangères, évidemment. Elles utilisent 2,5% de la main-d'œuvre. Déjà, les pièces nécessaires à la construction des véhicules n'arrivent plus. Le personnel « sait » que la fermeture est proche. Tout comme celui d'autres entreprises. Il faudra alors faire tourner la machine tout seul. Et pour soi. Mais il n'est pas facile de reconvertir des lignes de montage... Dans une usine, ouvriers et techniciens avaient proposé de fabriquer des tracteurs. La réponse est venue du ministère de l'Agriculture : « Si vous fabriquez des tracteurs, que ferons-nous des ouvriers agricoles qui se retrouveront chômeurs ? » Les ouvriers et les techniciens ont repris leurs études.

Les premières décisions gouvernementales ont visé à maintenir le niveau de l'emploi. Ce qui est difficile. Au secrétariat d'Etat à l'Emigration, un chiffre est donné aux journalistes : « En 1974, il y a eu une baisse de



LA VICTOIRE DE LA GAUCHE



Queue pour voter dans un village.

45% des candidats à l'émigration ». A cela il faut ajouter les « rapatriés » des ex-colonies et les militaires démobilisés. « Et nous n'avons avec tout cela que 250 000 chômeurs. C'est presque un miracle », explique un adjoint du Premier ministre. « Pour colmater les brèches on a fait du Keynes » : souriant, ce jeune économiste marxiste aligne les chiffres. « On a investi dans le bâtiment. Dans les travaux publics. On a mis dans la balance des millions d'escudos. Pour construire des écoles, des H.l.m., pour assainir le Sud. Ce n'est peut-être pas la solution, mais cela absorbe des chômeurs, le bâtiment pouvant servir de secteur entraînant. Et comme, de surcroît, il n'y avait plus d'hôtels à construire... » Pourtant, même dans le bâtiment, cela ne va pas très fort. Jusqu'au 11 mars, la bourgeoisie était peut-être groggy, mais pas k.o. Les banques ont donc aidé à freiner l'activité. Plus d'investissement. Moins de crédit.

La vague de nationalisations qui est intervenue a limité le pouvoir des anciennes classes dirigeantes. Mais seulement limité. Et les problèmes demeurent, car l'économie ne peut pas fonctionner telle qu'elle est. A moins de « manger » toutes les réserves du Portugal. Et, après, attendre la faillite. Ce jugement commence à être partagé par un certain nombre de responsables. L'un d'entre eux m'expliquait : « Il faut faire se rencontrer les initiatives du gouvernement et les initiatives de la base. En acceptant les conflits que cela suppose ». Mais cela suppose aussi laisser aux masses une marge d'initiative importante, favoriser la décentralisation contre la centralisation, le contrôle de la gestion, ou la gestion, selon les cas. La « grande bataille de la production » annoncée par Vasco Goncalves, le Premier ministre, implique des choix politiques. Des choix portant sur la structure du pouvoir. Sur la définition de ce que sera le « socialisme à la portugaise ». Débat difficile que la campagne électorale qui vient de se dérouler n'a abordé qu'en filigrane. Qu'il s'agisse du P.s., du P.c. ou des groupes de l'ultra-gauche, du socialisme et de la liberté, de l'unité syndicale ou des conseils de travailleurs, des fermes d'Etat ou des petites coopératives agricoles, derrière les slogans, les affiches, les badges, il y avait ce qui demain va « diviser », au bon sens du terme, la classe ouvrière et la paysannerie portugaises.

Bien sûr, des mesures seront prises pour limiter les importations, par exemple sur les produits de luxe. Cela pèsera peu sur l'emploi, mais aura une importance politique. Bien sûr, un contrôle des prix efficace sur les produits de première nécessité sera mis en place. De la même manière, le gouvernement tentera de limiter les marges bénéficiaires des intermédiaires ou de réduire les circuits de distribution. Mais chaque mesure soulève un problème souvent plus épineux que celui devant être résolu. L'agriculture, par exemple : la production, on l'a vu, est insuffisante ; comment faire pour la développer, vite, au moindre coût ? Toutes les organisations ne donnent pas la même réponse. Pour Antonio Lopes Cardoso, membre du secrétariat du P.s.: « A court terme, élever le prix à la production des produits agricoles de base. Aucune autre mesure ne peut produire d'effet rapide, c'est-à-dire permettre d'intensifier la production, dans le cadre des structures actuelles. Bien sûr, l'Etat devra prendre en charge cette augmentation pour éviter une augmentation

Béja: 80% pour la gauche

Béja couronne de ses maisons blanches l'une de ces collines qui font de l'Alentejo, au sud-est de Lisbonne, une vaste étendue d'ondulations douces, mais autour des quelques demeures à étages du centre, il n'y a que de petites maisons basses, soigneusement chaulées, d'où suinte pourtant la misère sèche des pays du Sud. Aux portes de ces maigres faubourgs, la fausse opulence des terres à céréales masque la terrible réalité du latifundium. Ici, la propriété agricole se mesure en dizaines de milliers d'hectares ; des milliers d'ouvriers agricoles se demandent chaque année s'ils pourront trouver suffisamment de travail pour survivre.

Ce prolétariat agricole est depuis longtemps conscient, fier de ses luttes et de ses martyrs. Il y a encore quinze jours, le Parti communiste était considéré ici comme la seule force politique active. En juin 1974, six militants de la région, pour la plupart anciens camarades de combat des communistes dans la clandestinité, rejoignaient les rangs du P.s. et demandaient à Antonio Lopes-Cardoso de les aider dans leur travail politique. Antonio est lié à Béja par des souvenirs anciens. Comme un certain nombre de leaders à qui les militaires ont, le 25 Avril, rouvert les portes de la vie publique, il avait participé en 1962 à la tentative manquée contre une des casernes de la ville. Il conduit aujourd'hui la liste des candidats socialistes du district à l'Assemblée constituante.

Au siège du P.s., toute la soirée du vendredi, toute la nuit, des ouvriers agricoles, des employés et leur famille viendront suivre les résultats à la télévision. Dans une pièce voisine, les Jeunesses socialistes ont improvisé une buvette rudimentaire où le Portugal ne cessera d'être reconstruit. Au secrétariat, le minutieux décompte des voix ne pourra être entrepris que grâce à la collaboration des délégués du Parti à chaque section de vote, puisque l'administration du district ne doit pas le fournir.

Passé 23 h, les premiers messagers accourus des bureaux les plus proches viennent communiquer les résultats qu'ils ont obtenus. Il est bien difficile d'évoquer sans faire sourire la fierté recueillie avec laquelle ces hommes graves remettaient aux candidats qu'ils avaient eux-mêmes choisis pour les présenter au suffrage populaire, les résultats de la première consultation nationale libre depuis 50 ans. Il est encore plus difficile, pour qui les a vus, pour qui leur a parlé, d'admettre qu'on puisse classer la liberté politique au rang des libertés bourgeoises.

Vers minuit, la chose est sûre : dans le district, le taux de participation au scrutin atteint quelque 92 % des électeurs inscrits ; le P.c. et le P.s. se partagent 80 % des suffrages exprimés. Les militants, lorsqu'ils décrochent le téléphone, ne demandent même plus le nombre de bulletins blancs : c'est inutile. A minuit trente, les résultats définitifs de certains « concelhos » apparaissent : avantages au P.c. à Castro Verde, avantage au P.s. à Moura (« Moura é nossa », Moura est nôtre, crie la foule massée à l'extérieur), avec, toujours, un écart maximum de quelques centaines de voix. Aucun résultat ne parvient de Vidigueira, située dans une zone de vignobles. « Les résultats sont bons, annonce un militant qui en revient, puisque le padre a déjà largement célébré la victoire ». Lui qui était censé téléphoner les résultats du scrutin... Etrange pays que cet Alentejo où il arrive que le curé d'un village soit militant du P.s.

Au petit jour seulement on saura que les socialistes ont eu 38 % des suffrages exprimés, les communistes 42 % ; il y aura trois députés socialistes et trois députés communistes pour les six sièges à pourvoir.

Samedi matin, une assistance serrée continue, devant la télévision, à réagir à chaque déclaration politique. Le voilà bien, ce Portugal « dépolitisé », qui a suivi avec assiduité tous les meetings, toutes les « sessions d'éclaircissement », où des femmes tout de noir vêtues ont osé, dès les premiers jours de mai 1974, monter sur les estrades improvisées pour stigmatiser la guerre coloniale ; où, dans des salles de spectacle rustiques, des ouvriers agricoles se levaient, le chapeau immuablement planté sur le crâne, pour demander à l'orateur venu de Lisbonne ce qu'il entendait exactement par « dictature du prolétariat ».

Pendant toute la campagne, ces hommes et ces femmes n'ont pas eu peur d'exercer leur liberté, refusant cependant toute contrainte, toute intimidation. Aujourd'hui, aucun d'eux ne voit dans cette journée électorale autre chose que le début d'une période de transformation profonde de la société portugaise ; et tous savent bien que le P.s. ne réalisera pas seul l'immense travail politique nécessaire. Saluant « les électeurs du district de Béja qui ont voté en masse pour les partis des classes travailleuses », le communiqué des candidats socialistes traduit leur exigence en se terminant par ces mots : « En avant pour la construction du socialisme dans la liberté. Vive l'unité de la classe ouvrière. Vive le Portugal ».

DANIELE ET MICHEL GERVAIS





Réunion du Conseil de la Révolution.

des prix à la consommation. Ensuite, remettre en cause les circuits actuels de distribution, les remplacer par de petits circuits coopératifs. Car, s'il faut réduire le nombre d'intermédiaires, il faut éviter de détruire les canaux de distribution afin d'éviter les pénuries localisées. Enfin, appliquer rapidement la réforme agraire dans les périmètres irrigués, afin d'obtenir un changement du système de production dans ces périmètres ». Cela semble simple. Mais suppose un choix politique difficile, car certains rétorquent qu'ainsi on va structurer, solidifier une paysannerie moyenne qui, à terme, s'opposera au socialisme. Et ils proposent de jouer la carte de l'industrialisation de l'agriculture à partir des grands domaines nationalisés. Pour efficace que cela puisse paraître, l'Histoire a montré que les délais de mise en place sont longs. Et parfois douloureux. Le débat est de taille !

L'importance d'un tel choix explique peut-être qu'il ait fallu attendre un an pour qu'une loi sur le fermage proposée par le P.s. soit promulguée... Pourtant une modification des termes du fermage permet, sans frais pour la collectivité, d'accroître la production, les rendements. Et, faut-il l'écrire, accessoirement, élever le niveau de vie des « petits paysans » portugais. C'est dire les problèmes que peut poser la définition d'une nouvelle politique économique. Sans même qu'il soit question dans tout cela de modifier soit les rapports au sein de l'alliance, soit le programme situé entre les partis de la coalition et le M.f.a.

D'autant que le M.f.a., s'il est souvent« impénétrable », n'est pas la structure idéologiquement homogène que l'on a parfois dépeint. Pour lui, ces élections sont aussi une victoire. Une triple victoire : sur l'Armée tout d'abord, car le M.f.a. n'est pas, ou n'était pas, toute l'Armée. Sur lui-même, aussi. Et vis-à-vis des observateurs étrangers. Il a prouvé qu'il avait su tenir — certes aidé par d'autres — ses promesses d'avril 1974. Pourtant, depuis cette date, il a bien changé. Et cette évolution n'a aucune raison de se figer aujourd'hui. Bien au contraire.

« Il existe chez nous une frange de sans-parti importante. Des hommes encore influencés par aucun parti, qui ne veulent pas être seuls au pouvoir, mais qui ne veulent pas non plus d'une alliance privilégiée impliquant un modèle déjà défini. Une fois les élections passées, ils vont devoir choisir ». Le major qui parle sourit. Pourtant, il vient de parler du délabrement de l'appareil d'Etat, de la réorganisation nécessaire de l'Armée. Des crises qui peuvent surgir, de l'agressivité qui, parfois, dépasse la nécessaire compétition entre les partis. La veille, la Fédération de Lisbonne du P.s. avait édité un tract sur « l'information ». Dans le « Diaro de Noticias », un des grands quotidiens du matin de la capitale, 43,9 % de la surface consacrée à la politique était réservée au P.c., 14,3% au P.s., 13,4% au P.p.d.... Le lendemain, à Béja, Alvaro Cunhal allait accuser le P.s. d'être un des animateurs de la campagne anticommuniste... Le major parlait des crises à venir. Des évolutions possibles du M.f.a. Du Tiers-Monde, dont on parle tant ici. Et des crédits ou des marchés qu'il faudra bien trouver. Car, là aussi, les problèmes sont « épineux ». Le Portugal réalise plus de 40 % de ses échanges avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la R.f.a. C'est-à-dire avec ce qui symbolise l'impérialisme. Difficile chemin que d'aller vers le socialisme tout en dépendant économiquement de l'ennemi. Une des clés des évolutions possibles est là. Le choix des partenaires va peser lourd.



Liesse à Lisbonne dans la nuit des élections.

La gauche, majoritaire dans le pays, le M.f.a. plus légitime que jamais peuvent aujourd'hui poursuivre le défrichement de « la voie portugaise ». Avec le peuple. Car ce qui est frappant, dans ce petit pays du bout de l'Europe, c'est de retrouver dans le langage d'aujourd'hui tous les débats qui, depuis un siècle, traversent le mouvement ouvrier. Depuis le rôle de l'Etat jusqu'à celui des conseils de travailleurs, en passant par la définition de la liberté. Et, dans le M.f.a., les tenants d'un « socialisme communautaire non marxiste » se retrouvent avec des « utopistes », des « marxistes » ou tout simplement des officiers qui ont « inventé le mouvement en marchant », ceux qui les premiers se sont « défiés » des partis politiques. Leur passé, leur attachement à l'Armée, la joie de la légitimité ont pu les pousser à « ne pas comprendre » les hésitations des politiques, de ceux qui avaient à construire une organisation, à tenir avec le peuple un autre dialogue, celui qui se mène dans les usines et dans les quartiers et qui est sensiblement différent de celui qui se mène dans une caserne, fût-elle une caserne portugaise. Et le dialogue et le débat ne sont pas finis.

« Celui qui n'est pas avec nous est contre nous. Voilà le slogan à banir ». Au Rossio, la place de Lisbonne où tout semble commencer et finir, les militants de tous les partis et de tous les groupes discutent. Sans animosité. A Belem, le patron d'un minuscule restaurant où les ouvriers du quartier viennent manger avait tapissé ses murs d'affiches du P.s. Les dîneurs ont à la boutonnière des insignes du P.c. ou du P.s. Ils discutent. Gravement. Béja : le candidat socialiste qui m'a conduit dans un village me quitte : « Tout à l'heure, il y a ici une grande manifestation de travailleurs agricoles organisée par le P.c. Il faut y aller ».

C'est cela aussi, le Portugal. La différence entre les partis de gauche, la compétition ont parfois reflété, au niveau des états majors, une tension qui n'est pas spécifiquement portugaise. A la base, rien n'est cassé. Pas même fêlé. C'est là que réside l'espoir que les 85 autres minutes de la « partie » dont parlait l'amiral Coutinho se déroulent sans accroc, et que le match, si match il y a, soit gagné.

GUY PERRIMOND

FAIRE AVANCER L'UNION

Samedi et dimanche, à l'hôtel Méridien, se tient la Convention nationale du Parti socialiste sur les relations P.s.-P.c. Décidée il y a plusieurs mois déjà et confirmée lors du congrès de Pau, cette Convention, à laquelle assistera un représentant de chaque fédération départementale, doit avoir essentiellement le caractère d'une réunion de discussion et de formation entre militants socialistes. Elle n'a nullement pour objet de modifier la ligne du Parti, qui a été normalement fixée par le dernier congrès.

C'est bien ce qui ressort du rapport préparatoire établi sous la responsabilité de Lionel Jospin et qui résulte des travaux de la commission préparatoire désignée à cet effet. Adopté à l'unanimité des membres de la commission, ce rapport, que Jospin accompagnera d'une présentation orale tenant compte des derniers développements de l'actualité, constitue une étude sérieuse d'un problème qui se pose depuis plus d'un demi-siècle au sein du mouvement ouvrier français.

La première partie du document s'efforce, en remontant à 1920, de retracer la dimension historique et idéologique dans les rapports entre socialistes et communistes. Elle en rappelle les grandes étapes et énumère les divergences constantes : la conception du parti, la nature des régimes d'Europe de l'Est, la définition de la classe exploitée sous le capitalisme, la définition des voies de passage au socialisme, le respect de la démocratie et des libertés dans la transition.

Le rapport évoque ensuite, dans une seconde partie, les aspects actuels des relations entre les deux partis en étudiant successivement leurs places respectives en France et les mutations récentes à ce sujet et, d'autre part, la question du degré de solidarité de la politique du P.c.f. par rapport à celle de l'Union soviétique.

La troisième partie, enfin, s'ouvre sur l'avenir en posant la question de savoir comment on peut « faire avancer la gauche ». C'est évidemment la plus actuelle et celle qui doit donner tout son sens à cette Convention. Voici le texte de cette troisième partie.

« Puisque l'évolution du Parti socialiste, son acceptation sans défaillance de la stratégie unitaire n'on pu empêcher cette « crise » dans les relations entre partis de gauche de survenir, du fait du P.c.f., c'est sans doute qu'il convient d'être plus net et d'apporter des précisions sur un certain nombre de points. Par exemple sur la pratique de l'union, sur le programme commun ou encore sur la transition au socialisme. Alors pourra sans doute s'effectuer une véritable relance unitaire.

La pratique de l'union

« La controverse engagée par le P.c.f. remet en pleine lumière deux problèmes qui résultent logiquement d'une stratégie unitaire : celui du rapport entre autonomie et unité des partis ; celui des critères d'une pratique unitaire correcte.

« a) L'autonomie des partenaires et l'union de la gauche.

« Pour des raisons historiques doctrinales, sociologiques même (au sens de la sociologie des organisations), l'autonomie des partis de l'union de la gauche est un fait. C'est dans l'existence même de formations politiques différentes que prend racine la nécessité de l'union. A l'inverse l'affirmation trop exclusive des positions de parti risque de priver l'union proclamée de tout contenu réel.

« Ce rapport autonomie-union est parfois mal perçu par les militants parce que l'action commune efface les différences. Les difficultés mêmes rencontrées pour parvenir à un compromis politique (par exemple pour la rédaction de certains chapitres du programme commun de gouvernement) tendent, au moins pour un temps, à inciter chaque signataire à s'en tenir strictement au texte. Surtout le combat contre le même adversaire (c'était le cas aux législatives de 1973 et plus encore dans la dernière campagne présidentielle) met au premier plan ce qui unit les combattants du même camp et au second plan ce qui les distingue ou pourrait les séparer.

« Mais la lutte contre le capitalisme ne connaît pas que des temps forts. Quand l'action commune se relâche, objectivement parce que les échéances normales (ou apparentes) sont passées et donc redeviennent plus lointaines, subjectivement parce que l'un des partenaires en décide ainsi par son comportement, alors le relief se marque de nouveau : les différences resurgissent.

« Ceci n'a pas forcément que des inconvénients. L'union n'est pas l'unanimisme. Pour beaucoup de militants qui ont rejoint le Parti socialiste (et peut-être aussi le Parti communiste) dans des combats unitaires, la révélation qu'il existe des divergences, des physionomies différentes, des qualités et des défauts politiques spécifiques de ces deux partis, est une utile leçon de clarification politique. Le Parti socialiste se doit d'affirmer sa propre personnalité.

« Mais l'accentuation du caractère autonome d'un ou de tous les partenaires de la gauche présente aussi des risques. Chaque parti vient de loin et a ses anciennes tentations (accommodements avec le centre et confusion théorique pour le P.s., isolement et sectarisme pour le P.c.). Le risque est donc que l'affirmation excessive des personnalités, le développement des positions politiques traditionnelles à chaque parti (lesquelles n'avaient pas été intégralement reprises dans le compromis programmatique de 1972) fassent du programme commun un texte constamment interprété, soit par une « lecture » socialiste, soit par une « lecture » communiste, et donc plus rituel que politiquement réel. C'est la crédibilité de l'union qui est dès lors en jeu.

« La fidélité aux contrats politiques signés (qu'ils soient programmatiques ou d'une autre nature), la loyauté par rapport aux engagements pris devant les militants de chaque parti, les travailleurs et l'opinion doivent permettre de poser correctement le problème des rapports entre autonomie des partis et l'union de la gauche.

« b) L'union de la gauche suppose des règles de comportement unitaire.

« Relancer ou simplement préserver l'action unitaire suppose de clarifier les problèmes de la pratique et de la méthode unitaire. Sur ce plan, beaucoup dépend de nous-mêmes.

« Définir, en période de tension, les conditions minima d'un comportement satisfaisant pour les deux partenaires est à la fois plus nécessaire et plus malaisé. Ouvrir une discussion sur les éléments immédiats du contentieux peut, nous l'avons dit, envenimer plus que clarifier le débat.

« Mais peut-être serait-il plus réaliste de définir quelques grands principes d'action auxquels chaque parti déciderait de se tenir.

« On pourrait d'abord envisager que chaque parti annonce à l'avance — lorsque cela est possible — ses thèmes d'action en précisant ceux qu'il entend mener en son nom et ceux qu'il serait prêt à développer conjointement avec ses partenaires.

« Ensuite, s'il existe des raisons de croire que sur des problèmes majeurs les analyses ou prises de position risquent de diverger gravement, les partenaires pourraient s'engager à en débattre dans un délai raisonnablement bref dans le cadre du Comité de liaison des partis de gauche.

« Chaque parti devrait aussi s'engager à ne pas attaquer les responsables de l'autre parti, à ne pas s'immiscer dans sa vie interne et à être solidaire de celui-ci lorsqu'il est l'objet d'attaques de la part du pouvoir, à supposer bien entendu que ces attaques ne traduisent pas purement et simplement une manœuvre contre l'autre parti.

« Une commission d'arbitrage pourrait être créée dans le cadre du Comité de liaison de la gauche. Elle serait saisie de tous les conflits risquant de surgir entre les militants et les organisations des deux partis.

Convention sur les relations P.s.-P.c.

« Ce « code de bonne conduite » entre partenaires suppose naturellement que soit réaffirmée, en des termes actuels, la fidélité au programme commun de gouvernement.

La gauche et le programme commun

« Cet acte fondamental, le programme commun de la gauche a été établi en juin et juillet 1972. Il contient l'ensemble des mesures que les trois partis de la gauche s'ils l'emportaient se sont engagés à mettre en œuvre dans un délai de cinq ans.

« Il définit les transformations de structures politiques, économiques et sociales qui expriment une stratégie de transition amorçant le passage à une société socialiste.

« Les transformations de structures contenues dans le programme commun de la gauche restent aujourd'hui aussi impérieuses qu'en 1972 et même davantage encore, ainsi que le démontre la crise actuelle. Ces dispositions doivent donc être maintenues, voire élargies, et les modalités devront être étudiées avec beaucoup de soin par les trois partis.

« Sur d'autres points la situation de 1972 a été modifiée : majorité à 18 ans, avortement, divorce, etc. Les actualisations nécessaires ne paraissent pas soulever de difficultés.

« Le programme commun de la gauche contient également des mesures sur le montant des revenus, des prestations, des revendications immédiates. Leurs modalités, taux, échelonnements par exemple ne dépendront pas de la seule volonté du gouvernement mais aussi de la situation économique et sociale au moment de l'accession de la gauche au pouvoir. Sur ces points, une mise à jour devra fixer les objectifs, les priorités et les règles de répartition des richesses nationales.

« On sent bien la nécessité d'un débat approfondi au sein de la gauche sur la crise du capitalisme mondial.

« Sur l'analyse des causes, les positions ne devraient pas sensiblement diverger. Le même accord est moins évident sur la possibilité de surmonter la crise dans des délais extrêmement brefs.

« La discussion sur cette question devrait être engagée dans une période de faible tension. Elle devrait être également préparée avec minutie par les experts et les responsables politiques du P.s.

« Si le fait d'avoir signé ensemble un programme de gouvernement et d'avoir respecté fidèlement un contrat politique ne suffit pas pour que le P.c.f. épargne au P.s. des mises en accusation, c'est qu'il faut aller plus loin que le programme commun et entreprendre de clarifier la question de la transition au socialisme.

La transition au socialisme

« Le débat sur la transition au socialisme touche directement au problème de l'union de la gauche. Il s'agit de savoir si et comment, dans les premières années de gouvernement de la gauche unie, la transition au socialisme sera amorcée.

« Sur ce point, les positions des deux partis divergent. Le P.s. affirme sa volonté d'amorcer la transition au socialisme dès la prise de pouvoir. Du texte de la résolution du congrès de Pau, comme de la déclaration des Assises du socialisme, on peut déduire un objectif final : la société socialiste sera une société autogestionnaire ; et une conception de la transition : dès sa venue au pouvoir, un gouvernement de la gauche unie entamera un processus qui, selon nous, devrait être ininterrompu, au cours duquel, par la combinaison de l'action gouvernementale et du mouvement des masses, les structures politiques, économiques, sociales et culturelles de notre pays seront profondément modifiées, ouvrant la voie au socialisme autogestionnaire. La transformation de l'Etat, la prise en main progressive par la collectivité des grands moyens de production, la marche du contrôle à l'autogestion dans l'entreprise comme dans le cadre de vie sont des aspects différents d'un même processus global : il s'agit de tâches à accomplir simultanément où les aspects politiques, économiques et idéologiques, l'action du gouvernement et les conquêtes des travailleurs sont inséparablement liés.

« Au terme de chaque législature, les Français sanctionneront, par le suffrage universel, l'expérience de la gauche unie.

« Les positions du P.c.f. pourraient se résumer ainsi. La victoire de la gauche unie n'ouvre pas directement le processus de transition au socialisme. Elle crée une situation de démocratie avancée qui pose seulement pour les étapes suivantes le problème de la transition, la victoire du socialisme demeurant caractérisée à la fois par la collectivisation de l'ensemble des moyens de production, par l'instauration d'un pouvoir politique de la classe ouvrière et de ses alliés, assuré de manière irréversible par son parti (le Parti communiste) et ses alliés. Jusqu'à présent les conditions de réalisation d'un tel projet n'ont jamais été réunies en France aux yeux du P.c.f. (1936, 1945, 1968) et il n'apparaît pas qu'elles doivent l'être dans un avenir prévisible. Le socialisme, tel que le mouvement actuel des masses et l'action des forces de gauche peut le faire surgir, est rejeté au nom d'une conception traditionnelle qui, par ailleurs, ignore délibérément les contradictions et les difficultés qu'ont fait apparaître toutes les expériences entreprises par les partis communistes au pouvoir.

« Cette discordance freine-t-elle le mouvement unitaire ? Sans aucun doute. Une négociation sur ce point ferait-elle progresser ce mouvement ? Il appartiendra à la Convention d'en débattre.

« En tout état de cause, il paraît nécessaire pour chaque partenaire de préciser publiquement ses objectifs à moyen terme, afin que la compatibilité et la convergence des analyses se révèlent, ou que les divergences se précisent et que, le cas échéant, une forme convenable de débat puisse s'engager. La dissimulation des finalités serait une erreur, car elle laisserait libre cours à la propagande de nos adversaires.

« Pour sa part, le P.s. ne peut que poursuivre l'approfondissement de ses réflexions et de ses propositions. Dans cette perspective, la Convention sur l'autogestion prend tout son sens, qui est de doter le Parti socialiste d'un projet d'avenir crédible et mobilisateur, éclairant sa pratique au sein de la gauche unie au pouvoir.

« Si le débat purement idéologique paraît exclu, la reprise du débat avec ses implications théoriques s'impose. Les prises de position du P.c.f. au cours des derniers mois soulèvent un certain nombre de questions évoquées dans le précédent rapport et qu'on rappellera :

« — sur les relations entre partenaires dans l'union de la gauche ;

« — sur la stratégie ;

« — sur la question de la venue au gouvernement et au pouvoir ;

« — sur l'analyse de la situation internationale.

« Ces questions seront précisément et publiquement posées lors de la Convention nationale.

« Les impératifs internes à chacun des deux partenaires risqueraient de les conduire à maintenir leurs positions et à cultiver l'ambiguïté dans leurs relations réciproques.

« Mais la polémique du P.c.f. a sérieusement entamé la crédibilité de la gauche unie. Il ne suffira pas de le taire pour ramener la confiance, car les désaccords mis en lumière pendant ces derniers mois ne s'évanouiront pas pour autant.

« Comment engager ce débat ? Par une constatation des points de désaccord ou des ambiguïtés et par une offre publique de négociation. Si l'accord peut se faire sur la liste des questions à négocier, les problèmes de procédure devraient être réglés sans mal. Il y a un précédent, celui de la négociation du programme commun. »

Banques

PRIORITE A LA SECURITE

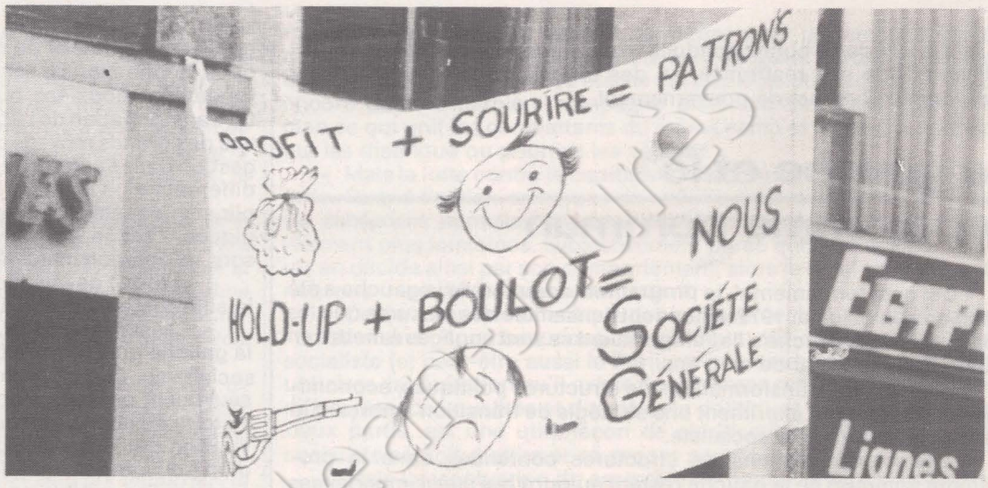
Le printemps des « cols blancs » sera-t-il chaud ? Un an très exactement après le conflit qui a mobilisé pendant deux mois les employés de banque de la France entière, on peut à nouveau se poser la question. Car si la grande grève de l'année passée (1) a été payante — globalement, elle a permis d'obtenir des augmentations de salaires de 20 à 25 % — bien des questions étaient restées en suspens. Ce sont ces problèmes qui ressurgissent aujourd'hui.

Premier sujet de mécontentement pour les employés : les conditions de travail. « Quand un jeune entre dans une banque, explique Jacques Richel, secrétaire de la Fédération des employés C.g.t., ce n'est pas parce qu'il a choisi la profession. La plupart du temps, c'est parce qu'il ne trouve rien d'autre. Très vite, il s'aperçoit que le travail est assommant, et qu'il n'a aucune possibilité de promotion. Quand on sait que les jeunes de moins de 30 ans représentent plus de 60 % du personnel, on s'explique mieux le climat de mécontentement permanent qui règne dans les banques. »

« Par ailleurs, complète Eugène Le Navenant, autre responsable C.g.t., il ne faut pas oublier que les conditions de travail avaient joué un rôle déterminant dans le déclenchement du conflit l'an passé. Et nous avons remarqué que, dans certains secteurs, les jours de vacances supplémentaires obtenus étaient une cause de grande satisfaction pour les grévistes, parfois plus que les augmentations de salaire ». L'ennui des tâches répétitives, la parcellisation du travail existent toujours. Pour ceux qui remplissent des bordereaux 8 heures par jour, 40 heures par semaine, pour ceux qui mettent les cotes sur les traites, pour ceux qui préparent le travail des ordinateurs, la grève — si elle a amélioré leur niveau de vie — n'a rien changé à leurs problèmes : ils sont et resteront à vie des O.s. en col blanc.

Baisse d'effectifs

Autre motif de mécontentement, et non le moindre : l'absence de sécurité. A l'heure actuelle, il y a trois hold-up par jour dans des établissements bancaires. Les chiffres sont édifiants : de 182 agressions dans les agences relevant de l'Association professionnelle des banques en 1970, on passe à près de 700 en 1973. Et si les employés ont réussi à imposer au patronat par leur action un minimum de mesures de sécurité, elles demeurent nettement insuffisantes. Le nombre des agressions n'augmente plus aussi rapidement à présent mais leur gravité ne cesse de croître. Lille, Clermont-Ferrand, Vitrolles, Paris, autant de villes où des employés de banques sont morts, au cours des trois dernières années, faute d'une protection suffisante. Et le nombre des blessés se multiplie. L'opinion s'émeut et s'en prend aux agresseurs, mais ne réalise pas que, derrière ces drames, il y a un patronat qui fait des économies sur les dispositifs d'alarme et sur les effectifs.



Car les effectifs restent un gros problème. Ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est, dans cette profession jusqu'alors préservée, c'est que la sécurité de l'emploi n'est plus garantie. « De 1968 à 1973, explique Jean-Pierre Moussy, secrétaire adjoint de la fédération C.f.d.t. des Banques, les effectifs ont régulièrement augmenté dans les 15 principales banques, qui emploient les trois quarts des salariés de la profession. Brusquement, en 1974, le nombre des agents recrutés a diminué de plus de la moitié, sautant de 23 220 à 9 869. Cette tendance ne fait que s'accentuer depuis le début de l'année et l'on enregistre maintenant un nombre de départs deux fois plus important que celui des engagements ». Une explication à cela : maintenant que 90 % des gens ont leur argent à la banque, les banquiers estiment qu'ils n'ont plus aucune raison de faire de la promotion à tout va. Pour une rentabilité plus grande, ils ferment les petites agences, comptant bien que leur clientèle se rabattra sur les grandes.

Il faut ajouter à cela l'apparition de licenciements à cause de l'encadrement du crédit, comme à la Banque de la construction et des travaux publics (une centaine de licenciements depuis le mois de septembre) ou à la Compagnie européenne de banque (une quarantaine de licenciés), sans parler des 300 auxiliaires mis à la porte l'an passé par la B.n.p. Une tendance qui risque de s'accentuer : les grandes banques nationalisées ont déjà dans leurs tiroirs des plans de suppressions d'emploi. Celui de la B.n.p. porte le joli nom d'« Horizon 80 ». Celui du Crédit lyonnais ne laisse pas de doute : 3 000 emplois seront supprimés d'ici à 1980. Quant aux acquis positifs de la dernière grève, ils sont chaque jour grignotés. Certes le salaire d'embauche, de moins de 1 200 F, est passé à plus de 1 400 F. Mais les prix continuent de grimper et le pouvoir d'achat, indexé sur l'indice Insee, se trouve amputé chaque jour.

Les employés de banques vont-ils accepter de voir remis en question les avantages acquis au cours de deux mois de lutte? Toutes les organisations syndicales représentées dans les banques (C.g.t., C.f.d.t., Force ouvrière, C.f.t.c. et S.n.b.) sont d'accord : il règne dans toute la profession un climat de mécontentement de plus en plus vif. La fédération C.f.d.t. des Banques n'hésitait pas, au lendemain de son congrès, le 18 avril, à envisager la possibilité d'un mouvement d'envergure nationale si la commission paritaire de mardi n'apportait pas de réponse satisfaisante aux revendications des employés. La C.g.t. et F.o., quant à elles, semblaient plus réservées sur le degré de combativité : « Bien qu'exaspérés, constate Pierre Gendre, secrétaire général du Syndicat parisien des banques F.o., les salariés semblent encore indécis ». Et pour cause : là comme ailleurs, la propagande gouvernementale sur « la crise » n'est pas sans effet. Enfin, ceux qui s'étaient lancés avec enthousiasme dans un premier conflit l'an passé connaissent maintenant la dureté du patronat qu'ils ont en face d'eux.

Mais le secteur bancaire est un secteur-clé de l'économie et le patronat, échaudé, est prêt à bien des concessions pour éviter sa paralysie comme en 1974. Ainsi, presque toutes les grèves catégorielles, telle celle des cambistes (chargés du change) de la Société générale ou celle des employés du Crédit du Nord et de l'Union parisienne, se sont terminées par la quasi-satisfaction des revendications. « Indiscutablement, dans ce secteur plus que dans aucun autre, l'action paie et les employés le savent », affirme Jean-Pierre Moussy. Sans doute tous les signes de mobilisation ne sont-ils pas réunis. « Mais après tout, constate un syndicaliste, un mois avant le début du conflit, en 1974, nul n'aurait pu dire que nous allions vers un mouvement de cette ampleur ».

CHRISTINE COTTIN

(1) Pour mieux comprendre cette grève, son contexte, la profession bancaire et ses traditions syndicales, un ouvrage très utile : « Le « Mai » des banques » réalisé par des militants C.f.d.t. et publié aux éditions Syros.

changer la vie sociale et économique

DURAFOUR FACE A LA REGIE

Grave dilemme pour le gouvernement : c'est à lui maintenant de prendre ses responsabilités dans l'affaire Renault. Un fait nouveau : l'inspecteur du travail de Boulogne-Billancourt, chargé d'examiner le cas de trois délégués syndicaux que la Régie veut licencier, s'est prononcé. Son verdict est un désaveu pur et simple de la direction de Renault : il a en effet refusé d'autoriser ces licenciements qui constituent une atteinte au droit de grève (on se souvient que ces trois délégués, ainsi que 14 travailleurs immigrés, se sont vus mettre à la porte pendant la grève pour « blocage physique » des chaînes). Devant ce refus, la direction de la Régie a porté l'affaire devant les services du ministère du Travail et, maintenant, Michel Durafour va devoir donner son avis. Situation délicate que l'on observe avec intérêt.

POUR SAUVER GAMBIN

L'entreprise Gambin s'est déclarée jeudi 17 avril en état de cessation de paiements et serait sur le point de déposer son bilan. Le sort de 600 ouvriers et d'autres entreprises régionales qui sont les sous-traitants de Gambin — comme les forges d'Alby Chéran, réduites actuellement à 3 jours de travail — est en jeu.

Mardi 15 avril, Jean-Pierre Cot, député socialiste de Savoie, a pris contact avec les responsables syndicaux et les ouvriers de Gambin, à la mairie de Viuz-en-Sallaz. Dès le lendemain, il a posé une question écrite à l'Assemblée nationale sur les conditions d'attribution du marché de l'Education nationale — injuste pour Gambin — et le rôle que n'a pas voulu jouer l'Idi pour soutenir Gambin. Lundi matin, il est intervenu au ministère de l'Industrie et a pris contact avec Maisonnat, député communiste de l'Isère, qui est venu vendredi 18 à Viuz, dans l'usine occupée par les ouvriers.

Dimanche 20 avril, les délégations syndicales des usines Gambin de Viuz et de Luzy, dans la Nièvre, ont rencontré François Mitterrand à Château-Chinon durant une heure. Le député de la Nièvre a indiqué qu'il se rendrait personnellement très tôt, lundi matin 21, auprès du ministre de l'Industrie pour le mettre en garde contre les décisions qui pourraient être prises le jour même à l'encontre de Gambin, lors de la réunion ministérielle consacrée au problème de la machine-outil.

On croit savoir en effet que deux groupes rivaux — Ernault Somua soutenu par le groupe Empain-Schneider et Ratier — se disputent la firme Gambin dont ils risqueraient de faire une simple unité de montage avec réduction draconienne de personnel.

François Mitterrand a assuré les délégués syndicaux qu'il suivrait de très près l'affaire Gambin et que Jean-Pierre Cot serait chargé d'assurer les contacts entre les ouvriers de Gambin et lui-même. Il s'est engagé à venir à Viuz lors de son voyage en Chablais, au cours duquel il prendra la parole vendredi prochain à Evian.

Le Parti socialiste s'apprête à lancer une campagne nationale de soutien matériel aux travailleurs en grève de Gambin et l'attitude des partis de gauche contraste avec le silence des élus de la majorité, qui ont jusque-là ignoré le problème Gambin.

LA SOTOMATEC VEUT VIVRE

« On fabrique, on vend, on se paie ». C'est la décision qu'ont prise les travailleurs de la Socomatec où une grève très dure se poursuit depuis le 4 avril.

La Sotomatec, située à Pézenas, est une entreprise qui fabrique du matériel électrique (chargeurs de batterie, postes de soudure) et sous-traite divers appareillages de mécanique, d'électricité et de mécano-soudure. Elle employait 76 personnes, des hommes en majorité. Le 27 mars 1975, la Socomatec est mise en liquidation de biens : difficultés financières, auxquelles semblent associées, comme d'habitude, des erreurs de gestion sur lesquelles les syndicats exigent une enquête approfondie.

Le 4 avril, les travailleurs refusent de perdre leur emploi et occupent l'usine après avoir obtenu le paiement des salaires de mars par le fonds de garantie de l'Assedic et le report des licenciemer avril. Puis, afin de se donner les moyens de poursuivre leur mouvement, ils décident de suivre l'exemple Lip. Une première vente sauvage a lieu sur le marché de Pézenas le 12 avril : elle rapporte plus d'un million d'anciens francs. Quelques jours plus tard, les grévistes décident de produire eux-mêmes des chargeurs de batterie, des postes à souder, des barbecues, etc. Un dispositif de sécurité est mis en place pour éviter toute éventuelle reprise de production sans l'accord des travailleurs.

TANNERIES : LES GREVISTES AVAIENT RAISON

Après dix mois de conflit, un protocole d'accord vient d'être signé aux Tanneries d'Annonay. Pour débloquer la situation — on se souvient que le syndic menaçait de couper l'électricité et refusait de vendre les bâtiments de l'entreprise à la Ville — une réunion a eu lieu, le 23 avril, à la préfecture de Privas. Des représentants de la municipalité, des syndicalistes, des représentants des pouvoirs publics, les administrateurs provisoires et des membres de l'Association pour la renaissance d'une tannerie à Annonay ont discuté de longues heures avant d'arriver à se mettre d'accord sur un protocole.

Ce protocole garantit les points suivants :

— une nouvelle société de tannerie sera créée, garantissant 80 à 100 emplois d'ici à la fin de 1975. Les emplois manquant — les Tanneries employaient 300 personnes — seront recherchés auprès des entreprises de la région, ou d'entreprises déjà existantes ;

— un accord de principe prévoit la vente des bâtiments à la Ville et la vente du matériel nécessaire à la nouvelle société ;

— un accord immédiat garantit la location précaire des locaux à toute société présentée par la Ville d'Annonay ;

— les syndicats s'opposent à la restitution globale du stock de peaux tant que les conditions d'un redémarrage ne seront pas réunies, mais acceptent un examen des mesures conservatoires à prendre à l'égard du stock ;

— les pouvoirs publics s'engagent à apporter une aide financière à tout projet concret et sérieusement financé.

On devrait donc assister sous peu à la constitution d'une nouvelle société : les capitaux minimum ont été déposés chez un notaire d'Annonay, et une nouvelle réunion doit avoir lieu à la préfecture le 14 mai... Tout cela démontre que les grévistes d'Annonay avaient raison d'assurer que leur entreprise était viable.

ON N'EST PAS DES BŒUFS

Décidément, l'énorme baudruche des « fabuleux » contrats avec l'Iran ne cesse de se dégonfler. S'ajoutant aux désillusions concernant le téléphone, les centrales nucléaires, l'adoption du procédé Secam de télévision, le Concorde, etc. voici que Téhéran se tourne, pour négocier l'achat de dizaines de milliers de têtes de bétail, non pas vers la France, mais vers les Etats-Unis. Peut-être les Iraniens ont-ils été refroidis par la qualité du premier envoi français : des 544 bovins reproducteurs envoyés en Iran par la société Cofranimex, une grande partie avait ou la pasteurellose, ou la brucellose. « Conséquence fâcheuse des négligences qui ont présidé à la sélection et au transport de ces bovins ? » a demandé André Boulloche au Premier ministre, le fabuleux négociateur des fabuleux contrats.

Télévision

LES SALTIMBANQUES AUX OUBLIETTES ?

Pour le président de la République qui espérait faire passer sa réforme en douceur, voici venir une bruyante rumeur : le Syndicat français des réalisateurs de télévision (C.g.t.) a rendu public, lundi dernier, son Livre blanc intitulé : « La fin des saltimbanques ? » Une rumeur étayée par preuves et exemples. Et qui démontre, une fois de plus, que rien ne va plus du côté de la télévision : 60 % des réalisateurs sont au chômage ; de nombreux projets ont été purement et simplement annulés : on tourne de moins en moins de films, de documentaires et de dramatiques ; les nouveaux producteurs ne connaissent pas leur métier (d'où viennent-ils ? qui les a choisis ?) ; le travail se fait désormais dans les pires conditions : sans matériel et sans personnel. Pendant ce temps, des millions de francs sont gaspillés et engloutis dans la « réforme » : mise en place de nouveaux organigrammes et liquidation de l'ex-O.r.t.f. Pendant ce temps, les personnels technique sont sous-employés, les studios vides et les cadres administratifs en surnombre ; pendant ce temps, Jean-Charles Edeline, P.d.g. de la Société française de production (ex-Buttes-Chaumont), envisage de lancer « sa maison » dans les films publicitaires et les longs métrages commerciaux ; pendant ce temps, les couloirs s'emplissent de mots à la résonance sinistre, en tout cas incompatibles avec la mission d'un service public : indice, force d'impact, annonce-choc, client-cible, campagne et stratégie d'attaque, matraquage, marketing... On sait à quoi cela va aboutir : de nouveaux licenciements et la privatisation d'une des chaînes. Voilà à quoi sert l'argent des contribuables : à organiser la pagaille des sociétés nationales pour mieux lui opposer, ultérieurement, la cession du service public au secteur privé comme inéluctable recours.

En attendant, le téléspectateur va pâtir : avec les nouvelles conditions de travail faites aux réalisateurs, la qualité des émissions ne peut que partir en quenouille. Les réalisateurs, par leur fonction-carrefour, sont des témoins particulièrement précieux de la dégradation actuelle. « L'Unité » a choisi, dans le Livre blanc du S.f.r.t.-C.g.t., 14 témoignages parmi la cinquantaine rassemblés par les militants syndicaux. On comprendra que, dans le contexte actuel, la prudence oblige chacun à l'anonymat.

Témoignage 1

Je suis réalisateur de télévision depuis 1949. J'ai travaillé sans interruption jusqu'en février 1974. Actuellement, je n'ai aucun travail ni aucune perspective de travail, que ce soit à la télévision ou ailleurs.

Témoignage 4

Je suis réalisateur. Je devais tourner pour une chaîne une dramatique à la fin du quatrième trimestre 1974. Le plan de travail était prêt, le devis signé, le tournage devait commencer début décembre.

Fin novembre, en raison des conflits créés par la réforme, le tournage est suspendu et reporté à une date ultérieure. Le calendrier des réformes ayant suivi son cours, le début du tournage est reporté début janvier, puis mi-janvier, pour être enfin définitivement annulé. Seule la préparation m'a été payée, moins les jours de grève.

J'ai ainsi perdu quatre mois de travail.

Témoignage 5

En juin 1970, R..., romancier connu, et moi même avions déposé un projet de dramatique que je devais réaliser. C'était pour la seconde chaîne. Je prépare. Mais il se trouve que Maurice Cazeneuve, directeur de la chaîne, « saute ». Je n'ai plus de nouvelles de la dramatique pendant un an. Le projet passe à la première chaîne, avec Roland Dordhain. Le temps de re-préparer, et Dordhain « saute » à son tour. Aucune nouvelle pendant deux ans. Jacqueline Baudrier reprend le projet pour la première chaîne. Je fais l'adaptation complète avec R... et, en octobre 1974, je reçois brusquement le feu vert, « pour tourner trois semaines après ». Je discute, car j'ai une préparation à faire. Le début de tournage est décidé pour décembre. Je fais le découpage technique, je pressens les acteurs, je repère les extérieurs, je conçois le décor de studio, je travaille avec l'assistant, le chef de production, le chef-décorateur, etc. Le décor est entièrement construit. La grève contre la réforme éclate à l'O.r.t.f. La direction décide de repousser le tournage début janvier. Je perds un certain nombre de comédiens pressentis, car ils doivent accepter d'autres propositions.

Je fais une dernière réunion de travail le 6 janvier pour démarrer le 20, car une partie de la distribution est à refaire. J'apprends alors, aussitôt après cette réunion de travail, qu'un télex est arrivé de la direction de la Société de programmes : « Après lecture continuité, nous ne sommes nullement intéressés par réalisation projet. »

J'ai donc travaillé pour rien depuis 1970. Pour rien, aussi, la construction d'un décor en studio et le travail de mes collaborateurs. Quant aux comédiens pressentis pour rien, certains ont manqué des offres de travail très importantes à cause de mon projet. Ils n'ont pas reçu la moindre indemnité.

Témoignage 14

J'étais producteur d'émissions documentaires. Cette fonction est actuellement remise en cause. Par exemple, j'avais deux projets que j'avais rédigés avec des réalisateurs et je me suis dit : ça doit intéresser X... Je cherche à joindre X... qui est responsable d'une Après-midi. On me dit qu'il ne travaille que chez lui. Je me procure son numéro personnel. Je téléphone. Quelqu'un qui n'est pas X... répond. J'explique que j'ai des projets qui pourraient intéresser X... Puis-je les déposer ou les envoyer pour que X... les lise ? L'interlocuteur me répond : « Oh non, ce n'est pas la peine, racontez-moi ça au téléphone ! » Il a fallu que je raconte en deux minutes, au téléphone, deux idées de séries d'émissions assez complexes qui avaient demandé beaucoup de travail. Le type m'a répondu : « J'en ferai part à X... » J'ai insisté pour qu'il lise. Lui m'a répondu : « Non, ce n'est pas la peine ! Si ça intéresse X..., il vous rappellera ! » J'attends toujours !

Témoigne 15

Je suis devenu réalisateur après 12 ans d'assistanat à la réalisation dans le cadre de l'ex-O.r.t.f., avec la sécurité d'emploi que cela comportait et en apprenant mon métier de réalisateur à travers l'assistanat, en étant payé au mois. Et au bout de ces 12 ans, pour être « promu » réalisateur, j'ai dû écrire une lettre de démission et mettre fin à tous les avantages acquis en 12 ans.

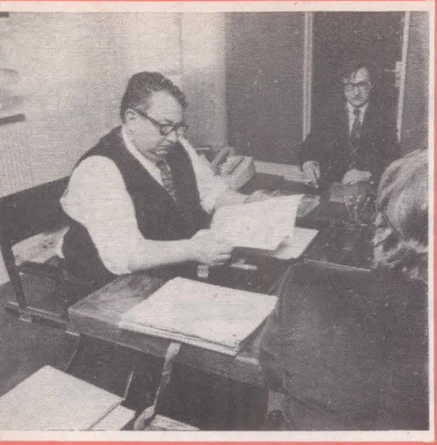
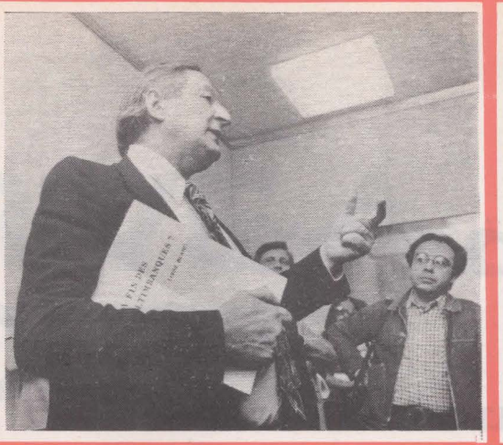
J'ai hésité un certain temps parce que cela me supprimait toute sécurité d'emploi, toute ancienneté. Je n'ai pas de fortune personnelle. J'ai fini par écrire ma lettre de démission et je me suis retrouvé réalisateur en 1972, avec un titre, mais sans travail, sans garantie d'emploi, obligé de faire les couloirs, et c'est cela qu'on appelle « une promotion ». Voilà ce qu'on appelle un Réalisateur, avec un grand R, avec le prestige attaché à cette profession, avec la responsabilité de création qu'on est obligé d'avoir. J'ai quand même travaillé régulièrement jusqu'à présent ; actuellement, je termine une émission. Après, je n'ai plus de travail. J'en cherche...

Témoignage 16

Je travaillais beaucoup pour les Informations télévisées. En 1974, je suis revenu les voir. Ils m'ont dit qu'il n'y avait plus de travail pour un réalisateur. Ils ont ajouté : « Un journaliste peut faire l'émission seul. » Ainsi ils économisent un cachet de réalisateur, sans se soucier du résultat.

Comme je travaillais surtout dans ce secteur-là et comme je ne suis pas quelqu'un de connu, depuis juillet 1974 j'ai pratiquement cessé de travailler pour l'O.r.t.f. Dans l'année 1974, j'ai gagné exactement 6 020 F nets. Il faut dire que j'ai été assistant pendant 7 ans à l'O.r.t.f., avec sécurité d'emploi.

Alors, depuis juillet 1974, j'ai essayé de gagner ma vie en distribuant des tracts pu-


Les réalisateurs avec Jean Edeline, Marcel Jullian et Jean Cazenave.

blicitaires, en faisant de la peinture en bâtiment, en faisant de la régie pour des spots publicitaires, de la bijouterie artisanale pour vendre dans les bistrots ou dans les rues. Je touche environ 700 F par mois de l'allocation publique et de la majoration départementale. Et puis, par ailleurs, je n'ai pas envie de faire autre chose que mon métier de réalisateur. A qui puis-je poser la question, sinon par l'intermédiaire de mon syndicat ?

Témoignage 17

Je prépare un documentaire de 52 minutes avec les moyens techniques d'une Société de programmes (production « légère »).

En ce qui concerne l'équipe technique, il m'a été impossible d'obtenir plus que : un opérateur à l'image, un preneur de son ; un assistant ou une script, un électricien ; un documentaliste et un monteur.

Cela signifie qu'en ce qui concerne mes moyens de tournage, je vais faire du « documentaire de création » avec les moyens du Journal télévisé, les moyens de l'information rapide.

Témoignage 21

Je suis engagé pour faire très vite, et sans assistant, la réalisation d'une séquence qui comportera de nombreux extraits de films de long métrage du commerce. Je vois les productrices responsables de la séquence. En les interrogeant, je m'aperçois alors que non seulement on m'a engagé au tout dernier moment, mais que ces personnes n'ont pas du tout réfléchi aux problèmes techniques qui se posent dans ce genre d'émissions : réduction et tirage des extraits de films, son à repiquer d'optique en magnétique, dates de liberté des copies du commerce, etc.

Elles ouvrent de grands yeux et découvrent ce genre de problèmes.

Je leur demande au moins la liste des films choisis et leurs caractéristiques techniques : 35 ou 16 mm, optique ou magnétique, etc. Elles ne savent pas... On commence à téléphoner aux distributeurs, on s'informe...

Elles ont commencé à comprendre qu'un réalisateur, c'est utile...

Témoignage 24

On me propose un documentaire filmé qui doit s'insérer dans une après-midi de télévision : quatre épisodes totalisant 45 minutes. On m'offre trois jours de préparation (il faudrait au moins trois semaines). Pas d'assistants, pas de script, pas de documentaliste, alors que, pour le même travail, il y a quelques années, je disposais d'une équipe complète. On m'offre pour le montage deux semaines et demie. Il en faudrait au minimum cinq, et encore !

Comme le montage se fera dans une certaine maison prestataire de services (c'est-à-dire un intermédiaire qui prend son bénéfice au passage), on m'explique que je serai payé moitié en honoraires, moitié en salaire. Le prestataire a donc trouvé le moyen de m'escroquer encore davantage puisque, en me payant une partie en honoraires, il évite de payer les charges sociales.

Témoignage 28

Voilà comment se passe une émission en vidéo pour ce qui me concerne.

Un enregistrement pour T.f. 1 : T.f. 1 loue aux Buttes-Chaumont un studio. Mais ce studio, je ne peux pas y faire grand-chose, sous prétexte qu'il doit servir en l'état également pour une autre émission. Je ne peux donc même pas peindre le sol ; je suis obligé de passer dans les restes d'une autre émission qui subit aussi par contrecoup ma présence, parce que quand je suis passé, j'ai abîmé forcément la peinture du sol. On me loue un studio dont je n'ai pas l'entière disposition.

Les cameramen, eux, passent leur temps à faire des émissions d'information du Journal télévisé où ils ont un plan fixe à faire, et des tribunes d'information où ils ont le même plan fixe à faire. C'est la négation même de leur métier, ils se sclérosent, ils se paralysent. Pour nous, réalisateurs, le travail s'en ressent.

Les câblistes (ceux qui assistent les cameramen) sont pris dans des sociétés d'emploi temporaire. Sur certaines émissions, il y a un seul câbliste pour plusieurs caméras. Parfois, il y a un seul câbliste pour deux émissions qui s'enregistrent en même temps sur deux plateaux différents. Et ce n'est pas fini. Ce seul câbliste, il arrive qu'on le retire du plateau pour l'envoyer décharger les camions sur le quai des meubles et accessoires. Ces gens-là font soixante heures par semaine. Quand je croise l'un d'eux sur mon plateau, j'ai l'impression de voir un « zombie ». Ils sont épuisés !

On m'a dit que c'était dû au fait que l'émission démarrait et que c'était difficile de faire autrement pour les débuts. Mais ce n'est pas tout.

J'ai des entretiens à monter. On me supprime la sténotypiste (c'est-à-dire que je n'ai pas de texte dactylographié des propos qu'ont tenus les gens interviewés — élément indispensable au réalisateur pour ce genre de travail).

Me voilà au montage. Je dois réduire 3 heures à 40 minutes sans sténo. En outre, on me réduit aussi le temps de montage. Evidemment, c'est impossible. Je dépasse. Ça fait des drames !

Témoignage 32

Pour un tournage de dix jours, la Société de programmes qui m'emploie, compte tenu des « tarifs élevés de location des studios » et de l'enveloppe budgétaire minime qui m'est allouée pour l'émission, loue à la S.f.p. ce qu'on appelle « un studio » moins coûteux. C'est un sous-sol de 50 m2 doté de piliers de ciment qui gênent les prises de vues. Pendant le tournage, nous avons dû arrêter à diverses reprises pour permettre à des camions de vidange (très bruyants) d'effectuer leur travail.

A la fin de mon tournage, j'ai constaté que deux autres studios, dans le même bâtiment, confortables, bien équipés et insonorisés, étaient restés inutilisés parce que « tarifés » trop cher.

Témoignage 33

En 1971, j'ai réalisé une dramatique d'une heure trente. Le devis était d'environ 47 millions d'anciens francs. En 1975, j'ai réalisé une dramatique du même genre, avec les mêmes moyens (à peu près le même nombre de décors, de comédiens et le même style). Mon devis s'élève à 110 millions d'anciens francs. C'est une augmentation de plus de 100 %. Même en tenant compte de la modification de la comptabilisation des moyens, ceci n'explique pas cela.

Pour que les Sociétés de programmes puissent faire le même volume de programmes, avec les mêmes moyens, il faudrait donc que leur enveloppe soit relevée au moins d'autant. Ce n'est pas le cas, loin de là.

Témoignage 38

J'étais producteur d'émissions pour la jeunesse. Une dame, qui dirige ce secteur pour une Société de programmes, m'a dit froidement : « Maintenant, une émission de 26, de 52 minutes, c'est terminé, parce que les enfants ne peuvent pas regarder un sujet plus de cinq minutes... » J'ai essayé de discuter, parce que ce genre d'affirmation est totalement contredit par mon expérience et aussi par les psychologues, les enseignants. Mais je me suis vite rendu compte qu'il s'agissait d'un choix délibéré, pas de cette dame elle-même, mais au-dessus d'elle, de faire une espèce de télévision en miettes.

Témoignage 39

Je suis réalisateur. Je crois que « l'émiettement » du programme est lié à la possible apparition dans l'avenir d'une télévision directement publicitaire. En effet, le message publicitaire ne doit pas, pour prendre toute sa force, être tué par le contexte dans lequel il s'insère. S'il survient, s'il est donné à l'intérieur d'un programme qui a du poids, il a moins d'importance que s'il est équilibré par de courts sujets. Plus les sujets seront émiettés, plus les messages publicitaires seront facilement avalés par le public.

changer la vie quotidienne

Urbanisme
DE BON CONSEIL

Vacances en Tunisie pour les personnes du troisième âge : tel était le thème du voyage d'études organisé du 18 au 22 avril par Urba-Conseil, en collaboration avec le gouvernement tunisien, à l'intention des municipalités intéressées. Lille, Saint-Brieuc, Villiers-Le-Bel, Alfortville, Saint-Jean-de-Braye, Tomblaine, Lorient, Agen, Suresnes, Sèvres, Vernouillet, Montbéliard, Mantes-La-Ville, Audincourt, Bourg-lès-Valence, Bourgoin-Jailleu, Brie-Comte-Robert. En tout une trentaine de municipalités étaient représentées par leur maire, leurs adjoints, leurs conseillers municipaux, voire leur député.

Pour Urba-Conseil, outre la prospection de la côte de Tunis à Sousse pour trouver les lieux de villégiature privilégiés pour le troisième âge, ce voyage était une occasion de faire le bilan de son activité et de placer de nouveaux jalons pour son action future. Créé sous forme de coopérative, à la fin de 1972, à l'instigation de Guy Marty, membre du comité directeur du P.s.et délégué général à la coordination, Urba-Conseil se fixait pour but de donner aux élus la possibilité de traiter leurs problèmes d'urbanisme et de développement dans les meilleures conditions, face aux promoteurs.

Des méthodes de travail qui font leurs preuves. Depuis moins de trois ans qu'il existe, le bureau Urba-Conseil compte déjà une quarantaine de communes de 6 000 à 150 000 habitants, dont de nombreuses municipalités socialistes, qui ont recours à ses services. En plus de son bureau parisien au 11, rue de Clichy (9ème), Urba-Conseil possède maintenant des bureaux à Lille et à Lyon et emploie au total une vingtaine de collaborateurs, parmi lesquels des architectes urbanistes, des économistes, des sociologues et des juristes.

Et Urba-Conseil entend bien ne pas en rester là. Ainsi, ce bureau va participer à la constitution d'une société tunisienne d'études du même type qu'Urba-Conseil, dont la majorité des capitaux sera tunisienne. La participation technique sera assurée avec le Cegos, l'un des plus importants bureaux d'études sur les plans national et international.

Autant d'initiatives prouvant qu'en matière d'urbanisme, il est possible d'arriver à des réalisations sociales que beaucoup jugent peu réalistes...

Vacances
CHEQUE-SOLEIL

Un soleil tout nu et tout sourire s'en va sur l'herbe verte. Il voyage avec des chèques-voyages. Sur fond de ciel bleu, c'est une affiche qui invite les 5 millions de salariés qui ne peuvent partir en vacances et les 5 millions d'autres salariés qui prennent des vacances réduites, à faire campagne pour les chèques-vacances. Cela à l'initiative des quatre syndicats, C.g.t., C.f.d.t., F.o. et Fen et des Associations de tourisme social. Depuis longtemps l'expérience suisse avait retenu leur attention. Dès 1939, la Caisse Suisse de voyage mettait sur pied un système coopératif pour épargner et bonifier l'épargne vacances. Les prestataires suisses, chemins de fer fédéraux, hôteliers, etc. ont adhéré à la formule, et aujourd'hui ils sont 300 000 Suisses qui bénéficient des avantages des chèques-vacances. En France, l'Union coopérative des chèques-vacances s'est créée en 1969 mais elle n'a pas encore pu décoller. Elle propose une formule approchante de celle des tickets-restaurants. Chaque mois les entreprises cèderaient à leur personnel des chèques-vacances à des prix inférieurs à leur valeur, la participation patronale représenterait environ 50 % de la valeur du chèque et ne serait pas soumise au versement des charges sociales et fiscales.

Mais le blocage s'effectue au niveau des ministères intéressés (travail, finances) et du secrétariat d'Etat au tourisme de Gérard Ducray qui retient le projet pour mieux l'adapter... et le modifier. En proposant une épargne-vacances, sans participation patronale, il invite, dans les groupes de travail, les syndicats mais aussi les « marchands » de voyage. Et recherche une solution « d'aide à la personne ». De son côté, Jean-Pierre Fourcade, lors du vote du budget annonçait qu'une telle revendication n'était pas « opportune ». Plus vraisemblablement, le ministre des Finances voyait d'un mauvais œil les sommes importantes laissées à la disposition des syndicats. Et cette année encore, les plus défavorisés des salariés tronqueront leurs vacances ou mieux, resteront chez eux.

VICTOIRE — INDIRECTE — POUR « L'UNITE »

Dans son n° 141, « l'Unité » publiait un article intitulé « La tête contre les murs » où l'on apprenait comment, en 1970, un jeune ouvrier électricien, Eric Burmann, avait été illégalement séquestré pendant 11 jours à l'hôpital psychiatrique de Tours. Burmann cherchait depuis lors à obtenir justice, mais en vain... Voici la lettre qu'il vient d'envoyer à notre journal :

« Je vous informe que, le 28 mars dernier, le juge d'instruction de Tours a procédé à l'inculpation, pour détention illégale, de M. Petitot, actuellement directeur du Centre hospitalier de Charleville et qui, à l'époque des faits, se trouvait responsable de l'hôpital psychiatrique de Tours. Je pense que le copieux article de « l'Unité » concernant cette affaire, ainsi que les démarches effectuées par M. Paul Lussault, secrétaire de la Fédération d'Indre-et-Loire du P.s., et les articles parus dans le « Combat socialiste de Touraine », ont grandement contribué à débloquer la situation. Les chances sont grandes pour que cette inculpation aboutisse à un procès, qui mette enfin en pleine lumière certaines pratiques de l'hôpital psychiatrique de Tours et amène leur disparition. »

LES VOITURES QUI VEULENT MANGER VILLENEUVE

Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, c'est une commune de 30 000 habitants, en bordure de la Seine. En face : Orly. Ici les avions rasent les pavillons de meulière. Pourtant, cette banlieue est restée « banlieusarde ». Une rue de Paris commerçante, une église classée et rénovée, un parc joli, vallonné et vert, une zone pavillonnaire serrée. Du lilas aux grilles des jardins. Et la nationale 5. La route Paris-Melun qui, en bordure de la voie ferrée, écoule difficilement son trafic.

On a donc envisagé d'améliorer la circulation et de dégager la traversée de Villeneuve. Un projet a été élaboré qui prévoit le doublement de la nationale et la mise en sens unique de la rue de Paris. Oui, mais, derrière ce « changement », comme toujours, un projet plus ambitieux se dessine. A faire les choses, autant ne pas les faire à moitié. Un « ouvrage d'art », un viaduc à 5 voies de 25 mètres de large, va donc surplomber une partie de la ville. Ce qui, loin d'améliorer la circulation, la compliquera. Or, Villeneuve ne veut pas d'embouteillages nouveaux. Qui dit viaduc dit aussi expropriations, nuisances, pollution de l'œil et de l'air, destruction d'une zone verte. Pour l'association S.o.s. Villeneuve-Saint-Georges, le projet ne tient pas debout. C'est si vrai que le sous-préfet, le maire réactionnaire et les représentants de l'Equipement du Val-de-Marne étaient bien en peine, lors d'une réunion publique, d'expliquer la cohérence du projet. Mais ils ont montré à la population que l'abaissement de la N 5 n'était qu'un premier pas vers la construction du viaduc.

Aujourd'hui, Villeneuve attend le résultat de l'enquête d'utilité publique. Un Villeneuve prêt à se défendre.

Téléphone

LE PRIVÉ A L'ECOUTE

Avec 4,2 milliards de rallonge pour les investissements téléphoniques en 1975 et 1976, Valéry Giscard d'Estaing estime qu'il permettra l'installation de 900 000 lignes supplémentaires d'ici à la fin de 1977. Tout porte à croire que ces « estimations » du chef de l'Etat pèchent par optimisme. C'est d'ailleurs une de ses vieilles manies auxquelles nous sommes habitués, principalement en matière d'inflation. On ne peut cependant s'empêcher de constater que cet « effort », y compris dans l'hypothèse présidentielle, reste notoirement insuffisant pour atteindre l'objectif timide des 12 millions de lignes retenu par l'administration pour 1978.

La France, en effet, a aujourd'hui un peu plus de 6 300 000 abonnés. Le gouvernement pense réaliser au total 3 600 000 lignes d'ici à 1977. Le pays compterait donc au total près de 10 millions de lignes à cette époque, grâce à un effort dont on se complaît en haut lieu à souligner le caractère exceptionnel. On voit mal dans ces conditions comment l'administration — dont l'objectif initial était l'installation de 1,1 million de lignes en 1977 — pourrait, au terme de ce coup de pouce privilégié, réussir l'exploit d'installer 2 millions de lignes au cours de la seule année 1978. Ainsi la promesse d'Hubert Germain, ancien ministre des P.t.t., qui s'était engagé à porter le nombre d'abonnés principaux à 12 millions à la fin de 1978, n'aura-t-elle pas plus d'effet que celle d'un de ses prédécesseurs au ministère de l'avenue de Ségur, Robert Galley, qui avait promis en son temps un écoulement normal du trafic téléphonique pour 1974 !

"Dégager des profits"

A l'évidence, le choix que vient de faire le gouvernement ne suffira pas à satisfaire les besoins du 1,2 million de demandeurs actuellement inscrits, qui attendent leur raccordement depuis parfois plus de 2 ans. Sans même parler des demandeurs potentiels non recensés...

Pourquoi l'hypothèse de 900 000 lignes supplémentaires officiellement avancée grâce à la rallonge de 4,2 milliards est-elle optimiste ? Il faut, pour en juger, se reporter au rapport présenté l'an dernier à l'Assemblée nationale par le député U.d.r. Roger Corrèze, au nom de la commission parlementaire de contrôle du téléphone. Favorable dans sa composition à l'actuelle majorité, ladite commission ne peut être soupçonnée du moindre excès de langage ou de sévérité. Entre autres choses, elle s'est attachée à calculer le coût moyen d'une ligne nouvelle, qu'elle a très modestement évalué, l'an passé, à 8 500 F. Sans même tenir compte de la très forte inflation qui oblige pourtant à réviser nettement ce chiffre en hausse, une simple multiplication fait apparaître qu'il en coûterait 7,65 milliards pour les 900 000 lignes annoncées... et non pas 4,2. Que dit également ce rapport ? On lit, page 152 : « Le redressement de la situation du téléphone en France n'est pas seulement un problème de crédits. En effet, il faut que l'industrie soit en mesure d'honorer les commandes qui lui sont passées et que la direction générale des Télécommunications dispose des moyens, notamment en personnels de conception et d'exploitation, pour les utiliser dans les meilleures conditions d'efficacité. Malgré l'augmentation de la productivité, c'est plus de 15 000 agents qu'il faut recruter et former lorsqu'on installe un million de lignes nouvelles. D'une manière générale, le budget de fonctionnement devra croître à un rythme compatible avec l'utilisation optimale des crédits d'investissements. »

Pour s'en tenir à ces estimations, ce sont donc 13 500 agents qu'il faudrait recruter et former à l'aide d'un gonflement adéquat du budget de fonctionnement des Télécommunications. Or, rien de tel n'est prévu. Personne n'a annoncé le moindre recrutement. Aymar Achille-Fould, le secrétaire d'Etat aux P.t.t., s'est contenté de dire que les mesures en faveur du téléphone devraient permettre la création de 30 000 à 40 000 emplois dans l'industrie des télécommunications et chez ses sous-traitants. Encore ces évaluations semblent-elles, une fois de plus, très optimistes. Le 14 février dernier, Jean-Marie Archange, président du Syndicat (patronal) des industries téléphoniques et télégraphiques (S.i.t.t.), a en effet déclaré que les usines de ce secteur ne tournaient qu'à 70 % de leur capacité de production. Cette industrie, qui emploie 65 500 personnes et a réalisé plus de 6 milliards de chiffre d'affaires en 1974, sera la principale bénéficiaire des mesures décidées par Giscard d'Estaing. Celui-ci souhaitait en effet voir se développer les exportations qui, dans ce secteur, n'ont pas dépassé 15 % l'an dernier. Archange n'a-t-il pas expliqué que, pour permettre au S.i.t.t. d'accroître ses exportations, il fallait que les pouvoirs publics lui « permettent de dégager suffisamment de profits en France pour autofinancer les investissements nécessaires à la réalisation des commandes à l'exportation » ?

Si l'augmentation du volume des commandes de l'administration a bien pour but de permettre au S.i.t.t. — c'est-à-dire principalement à la C.g.c.t. et à L.m.t., filiales du trust multinational I.t.t., ainsi qu'à la C.g.e. et à sa filiale C.i.t.-Alcatal — de réaliser cette opération, rien ne permet de dire qu'il s'ensuivra des dizaines de milliers de créations d'emplois dans ce secteur qui tournait au ralenti. Tout au plus les sous-traitants qui avaient débauché du personnel pourront-ils le reprendre. Par ailleurs, aucun choix n'a été fait pour privilégier la technique française, mise au point par le Centre national d'études des télécommunications — qui connaît une crise grave — et réalisée industriellement par la C.i.t.-Alcatel, en face de la technique américaine des centraux à commutation semi-électronique. Comme dans le domaine de l'électronique, il s'agit d'une nouvelle démission du Pouvoir dont les conséquences pourraient s'avérer très dangereuses.

L'absence de toute mesure de nature à réduire la pénurie d'effectifs des télécommunications en cadres et techniciens a, d'autre part, été relevée avec inquiétude par les syndicats. La Fédération nationale des télécommunications émet de ce fait les plus →



Louis Mexandeau: "Réfléchir sur Ecole, éducation et autogestion"

Réforme Haby morte ou pas morte ? A l'heure actuelle, nul n'en sait rien, pas même l'intéressé. Reçu le 24 avril par le président de la République, il n'a été ni vraiment appuyé ni formellement découragé. De la sorte, tout le monde est dans l'expectative. Y compris, d'une certaine façon, l'opposition syndicale et politique au projet. Certains en sont à se demander s'ils ne luttent pas contre un fantôme, et une telle conjoncture explique — au moins partiellement — l'échec du rassemblement lycéen de Vincennes lors du dernier week-end. Comment, dans ces conditions, mener la lutte sur le terrain scolaire, alors que, réforme ou pas réforme, le système d'éducation français s'enfonce par pans entiers dans la déliquescence ? C'est ce que nous avons demandé à Louis Mexandeau, conseiller général et député du Calvados, délégué national du P.s. à l'Education nationale.

L'UNITE : La réforme Haby, lancée à grand fracas au mois de février, semble décidément marquer le pas. Pensez-vous qu'il s'agit d'un recul tactique ou d'un repli plus fondamental ? Valéry Giscard d'Estaing a-t-il une stratégie de rechange ?

LOUIS MEXANDEAU : En effet, le projet de « modernisation du système éducatif » semble, pour l'instant, sinon abandonné, du moins reporté à plus tard. Il ne sera en tout cas pas discuté pendant l'actuelle session du Parlement. Ce repli est dû, bien sûr, à la campagne d'opposition qui a été menée, sous des formes diverses, par les syndicats enseignants, par les partis de gauche — dont le Parti socialiste — par bien d'autres organisations intéressées par les problèmes scolaires, par les lycéens et par les collégiens du technique, enfin.

Mais ce n'est peut-être pas la seule raison. Le projet Haby a le grave défaut de s'articuler sur le contexte social, économique et politique d'une façon telle qu'il en révèle nettement les tares : inégalité d'accession des enfants à une formation sérieuse et à la culture selon leur origine sociale, autoritarisme et participation illusoire dans les établissements, atteintes répétées au service public d'éducation, inféodation croissante aux impératifs des principaux trusts... Sous son mince vernis moderniste, ce projet constitue un aveu un peu trop voyant en un temps où le Pouvoir s'acharne à se donner un masque libéral. La multitude des oppositions a clairement mis cela en lumière. Dès lors, à la trappe ! Mais il n'est pas sûr que ce soit définitivement. En fait, deux attitudes sont possibles, pour le gouvernement et le président de la République qui, au-delà de M. René Haby, se sont engagés. L'une est d'abandonner purement et simplement le projet, d'abord en le renvoyant, puis en amenant l'actuel ministre à démissionner. L'autre est de le morceler : une grande loi-cadre à l'automne, vague à souhait, puis des trains de mesures réglementaires qui aboutiraient finalement au même résultat, mais auraient, espère-t-on, l'avantage de tourner la vigilance des associations de parents d'élèves, des syndicats, des partis, des élèves, en profitant d'une relative démobilisation de l'opinion.

Mais si M. Giscard d'Estaing et son ministre ont fait ce dernier calcul, mieux vaut leur dire qu'ils se trompent, que nous sommes avertis, conscients de l'enjeu et prêts à la riposte. Nous ne les laisserons pas entamer leur opération sans réagir. Déjà, et malgré l'attentisme actuel du Pouvoir, parce que de graves problèmes se posent en deça et par delà le projet Haby, les organisations démocratiques et les syndicats préparent, dans le cadre du Comité national d'action laïque, une riposte unitaire. Il s'agira, le 24 mai, d'une grande manifestation contre la politique scolaire du Pouvoir. Pour nous, socialistes, ce n'est pas là une fin en elle-même, mais le début de toute une série d'actions. Car il est vrai qu'un des rôles des élucubrations ministérielles reste aussi de détourner l'attention de l'opinion, tandis que se dégrade continuellement le service public d'éducation. C'est bien dans cette optique que le Parti socialiste a riposté à M. Haby en publiant « dix propositions immédiates » qui ont eu un retentissement certain dans les milieux qui s'intéressent à l'école. Philosophie optionnelle ou obligatoire, en première ou en terminale, deux heures ou deux heures et demie d'histoire par semaine : ce ne sont sûrement pas des questions négligeables. Mais, au-delà, il y a ces milliers, ces dizaines de milliers de jeunes rejetés du système scolaire sans aucune formation véritable, ces élèves issus en général des milieux les plus humbles. Ces élèves dont le développement scolaire est un impératif national qui réclame des moyens. On nous les refuse. Il nous faut les obtenir dans un prochain collectif budgétaire (1), comme celui que revendiquent le Syndicat national des instituteurs et d'autres organisations syndicales.

— Bien entendu ! Mais au-delà ? Beaucoup de gens reprochent au Parti socialiste de ne pas avoir de « projet éducatif ». Pensez-vous que ce reproche est justifié ?

— Certainement pas. Disons, en tout cas, qu'il l'est de moins en moins. Il n'est pas juste d'affirmer que le Parti socialiste n'a pas de réponse globale en matière éducative. Son programme « Changer la vie », le programme commun de gouvernement qu'il a signé avec ses partenaires de la gauche, apportent aux problèmes de l'Ecole un certain nombre de réponses de fond qui demeurent valables pour l'essentiel — même si elles demandent à être adaptées et enrichies en fonction des évolutions intervenues depuis trois ans. D'un autre côté, le Parti socialiste s'attache à mettre en avant un certain nombre de propositions immédiates, réalisables dans le contexte social actuel, sur des terrains urgents et concrets sur lesquels le Pouvoir ne peut pas ruser. C'est le sens à donner aux « dix propositions » que j'évoquais à l'instant. Sur le long terme comme sur le court, nous sommes donc parés et nous le serons de plus en plus.

Reste le moyen terme : comment atteindre les objectifs visés par les programmes qui nous engagent, à partir de la situation actuelle. Ce ne sont pas des questions simples. Présentement, l'Ecole est à la fois au service du peuple et au service de la grande bourgeoisie qui l'opprime. Elle est donc bourrée de contradictions. Mais celles-ci seront encore plus importantes quand nous engagerons le combat pour la faire passer entièrement au service du peuple. Nous ne pourrons pas alors nous contenter de formules vagues ni de déclarations de principe généreuses. C'est pourquoi, dans les différents domaines éducatifs, il nous faut des projets clairs et précis, qui servent à la fois de référence doctrinale aux socialistes et de base à leurs propositions législatives. Ce n'est pas que les travaux soient inexistants. Depuis deux ans, maintes réflexions ont été menées, notamment par une commission spécialisée. Les discussions ont gagné en sérieux et en profondeur. Dans quelques domaines, nous serons incessamment à même de publier des textes précis. Dans le délai, je pense, d'un an, nous serons assez avancés pour que l'ensemble de nos travaux puisse constituer un projet éducatif socialiste global. Parallèlement, après la Convention de juin sur l'autogestion, nous réfléchirons — nous avons déjà commencé — sur les rapports entre Ecole, éducation et autogestion.

Ce sont là des tâches importantes auxquelles il convient d'associer tout le Parti. Il faut que tous ceux qui, en son sein, sont intéressés par l'éducation militent pour ses idées. C'est dans cette optique qu'aura lieu, le 11 mai, une journée nationale des enseignants socialistes. Non pas que nous pensions que l'éducation soit l'affaire des seuls enseignants, ou que les enseignants socialistes n'aient à se préoccuper que des problèmes éducatifs. Ce serait une totale et très grave erreur. Il reste que les deux sont liés. Nous entendons être parmi les meilleurs artisans d'une présence militante de la gauche sur le terrain éducatif. Cette journée doit y contribuer.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE MOULINS

(1) On appelle collectif budgétaire (exactement « loi de finances rectificative ») une loi qui modifie le budget voté en cours d'exécution.

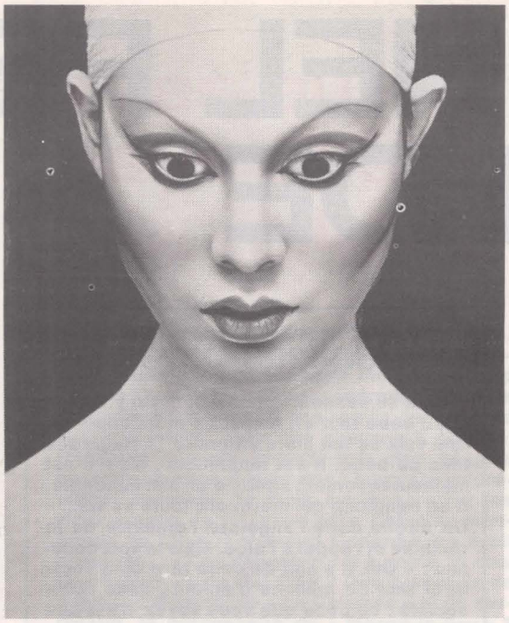
→

expresses réserves quant à la réalisation effective des mesures supplémentaires annoncées. On peut donc se demander si l'administration ne risque pas de se trouver dans l'incapacité d'atteindre l'objectif annoncé à grand bruit. Ce qui serait une manière subtile de lui mettre un beau scandale sur le dos en la rendant responsable du gaspillage des crédits d'investissements et du mécontentement des usagers. Cette hypothèse n'est pas absurde, si l'on songe qu'elle permettrait d'ouvrir la voie à une « réorganisation » des P.t.t. favorisant le démantèlement des Télécommunications — au profit du privé. L'administration ne conserverait alors que l'exploitation et l'entretien du réseau, tandis que la recherche, l'ingénierie et les études économiques seraient privatisées. Cela pourrait d'ailleurs commencer avec les 900 000 lignes supplémentaires pour lesquelles l'administration ne dispose pas du personnel nécessaire.

La décision du gouvernement, prise en fonction des seuls désirs exprimés par les industriels, pourrait donc bien dissimuler, à terme, un autre cadeau de taille au privé. Pour le reste, faute de l'enveloppe de 18 milliards pour 1975 que réclamait le rapport Corrèze — elle atteindra 14,5 milliards — il ne sera pas possible de mener la politique de développement du téléphone dont a besoin le pays. Pourtant, notait ce rapport, « les moyens techniques et financiers pour la mettre en œuvre existent ». Il est vrai qu'il ajoutait : « Pour la faire prévaloir, il faut une volonté politique » !

On ne peut enfin s'empêcher de penser que le recours aux sociétés de financement du téléphone et au marché financier pour recueillir les 4,2 milliards renchérira considérablement le coût des réalisations projetées. Il eût été possible et préférable d'assurer en partie ce financement à l'aide des fonds déposés aux Chèques postaux. Là encore, le Pouvoir n'a pas voulu.

JEAN-LOUP REVERIER



Geisha d'hier pour des produits de beauté d'aujourd'hui.

La Fnac expose 35 photos de Hideki Fujii

HIDEKI Fujii est à l'image du Japon d'aujourd'hui. Fasciné par une culture nationale et habité par les préoccupations de l'Occident.

Et cela sous-tend toute une recherche photographique, au confluent des attitudes les plus modernes et des plus anciennes traditions.

La mode et la publicité ?... Non seulement Fujii ne les refuse pas, mais il s'y consacre. En les recolorant toutefois d'érotisme étrange, de rigueur froide et de tout ce qui habite l'âme japonaise.

Les 35 photos que présente la Fnac ont ainsi le double attrait de l'art et de la découverte d'un Japon appliqué à vivre avec son temps.

Quand le Japon découvre la pub

Photographe publicitaire et photographe de mode, Hideki Fujii a vu son talent deux fois consacré par les très officiels « Asahi Newspaper Prize » et « Mainichi Newspaper Prize ». Mais sa popularité, au Japon, est grande aussi dans les milieux les plus variés.

Et ses photos acceptent effectivement les règles de forme et de composition des beaux-arts japonais. Aucune compromission. Simplement, l'art a changé d'objet - pour devenir fonctionnel au temps des mass-media, et vendeur au temps de la consommation.

Ainsi, des Gaulois et des Romains naquit une civilisation gallo-romaine. Et c'est ce qu'exprime la photo de Fujii - mais avec un talent qui, lui aussi, mérite d'être découvert.

La technique parfaite aboutit en effet à une délicatesse de texture qui ne néglige aucun détail. Avec une sensibilité que, selon la sienne propre, on sentira froide ou chaleureuse - comme peut l'être, au Japon, une fête populaire.

Ici, on pourrait parler de 35 estampes irréprochables. Moderne expression d'un pays voué depuis toujours à la rigueur des formes.

du mardi 22 avril au samedi 17 mai

Fnac-Châtelet - 6, boulevard de Sébastopol, Paris 4e

(du mardi au samedi, de 10 h à 19 h ; nocturne le mercredi jusqu'à 21 h)

Collection Jean-Jaurès

L'ETERNEL FEMININ EN SOLDE

En France, 42 % des pharmaciens, 29 % des dentistes, 22 % des médecins, 10 % des avocats sont des femmes. Sans compter les élues, les P.d.g., etc. Et pourtant, en 1975, les publicitaires continuent de donner de la famme une image « modèle 1900 ».

Tenez : prenons, pour la même semaine, quelques journaux féminins ou familiaux. Double page couleur et double titre interrogatif : « Fleur bleue, ou ange bleu ? ». Dans l'un et l'autre cas, en robe à petits volants naïfs ou en décolleté et boa, il s'agit pour ces deux femmes de séduire... et de faire vendre deux paires de chaussures aux noms évocateurs : « les nanas » et « les gambettes ».

Faut-il se réjouir que certains mots aient désormais franchi le mur de la clandestinité ? Pas si vite. Au-dessus de l'image de ce jeune couple qui se regarde tendrement, les yeux dans les yeux, ne lit-on pas en effet : « La pilule donne parfois des rondeurs. Triumph fait des dessous pour les effacer » ? On ne saurait affirmer que cette publicité fasse vendre un panty de plus à son fabricant, mais on peut être sûr — hélas ! — qu'elle ira grossir le lot de préjugés qu'ont encore certaines à l'égard de cette méthode contraceptive.

« L'éternel féminin » a décidément la vie dure. Partout et toujours, au fil des pages, le même souci, le même objectif pour la femme : séduire. Et, pour attraper l'homme dans ses filets, il faut être jeune, mince, belle et sans odeur. On ne lésine pas ici sur le poids de l'argument : tel produit « estompe la marque des années », tel autre révèle le secret « pour rester jeune malgré les années qui passent... » Cette autre publicité interroge sournoisement : « Préférez-vous qu'on lise votre âge sur votre visage ou seulement sur votre carte d'identité ? » Le « stick paupières anti-rides » nous permet — quel bonheur ! — de rire à volonté... Et ce déodorant de rester fraîche 24 heures sur 24...

Femme-potiche et femme-bonniche

Bien sûr, à nous de savoir choisir le soutien-gorge « le plus féminin », le fromage « allégé » (« La forme. Pas les formes ») et la cigarette X, « bien trop raffinée pour une main d'homme ». Si, malgré tout le grand jeu, il arrivait qu'une infime partie de notre pouvoir de séduction fiche bêtement le camp, il nous resterait tout de même un second grand rôle à jouer : après la femme-potiche, la femme-bonniche. La voici, un vague tricot entre les doigts, qui papote avec une voisine (« Il n'y a pas qu'Arthur Martin pour dire du bien d'Arthur Martin »). La voici qui, avec « Mamie Nova », fait de bons desserts, la voici qui lave la lessive de sa petite famille dans le courant d'une onde pure et un flot de bonne humeur — si elle a une machine à laver, ce n'est bien entendu que pour consacrer davantage de temps à sa maisonnée !

L'homme, lui, ne met jamais les pieds à la cuisine... publicitairement parlant. S'il consent à illustrer les vertus d'un produit détergent (Lavax) c'est, allongé sur le soi, pour constater du doigt sa propreté et son brillant. Qu'il puisse avoir un balai à la main n'a jamais effleuré le cerveau d'un expert en publicité ! S'il vante la saveur du Roquefort, c'est en complet de fil-à-fil gris, celui-là même qu'il met au bureau. Et s'il manifeste l'extrême obligeance de faire la vaisselle, c'est toujours aux côtés d'un lave-vaisselle. Son grand rôle à lui ? C'est l'homme à l'auto. Pour 16 690 F, il permet aux siens « d'échapper à la grisaille » en 7 Cv. Et il peut « devenir tout de suite le conducteur qu'il a toujours voulu être »... en B.m.w. 1502.

Et que faites-vous, monsieur, pour avoir de belles mains ?

— Rien.

Publicité payée

Cela se passe à la télévision. On y voit un beau bébé tout en fossettes et en sourires. Une voix se fait alors entendre : « Regardez bien ce bébé. Il est magnifique. Mais il est malheureusement atteint d'un mal incurable, d'un handicap qui marquera toute sa vie... » On attend dans l'angoisse l'annonce de la maladie et l'appel à l'aide. Mais la voix continue : « Oui, il s'agit de cette tare dont souffrent tant de millions d'enfants dans notre société : ce bébé que vous voyez, c'est une fille... ».

C'était à la télévision américaine et il s'agissait d'une publicité payée par le Mouvement féministe.

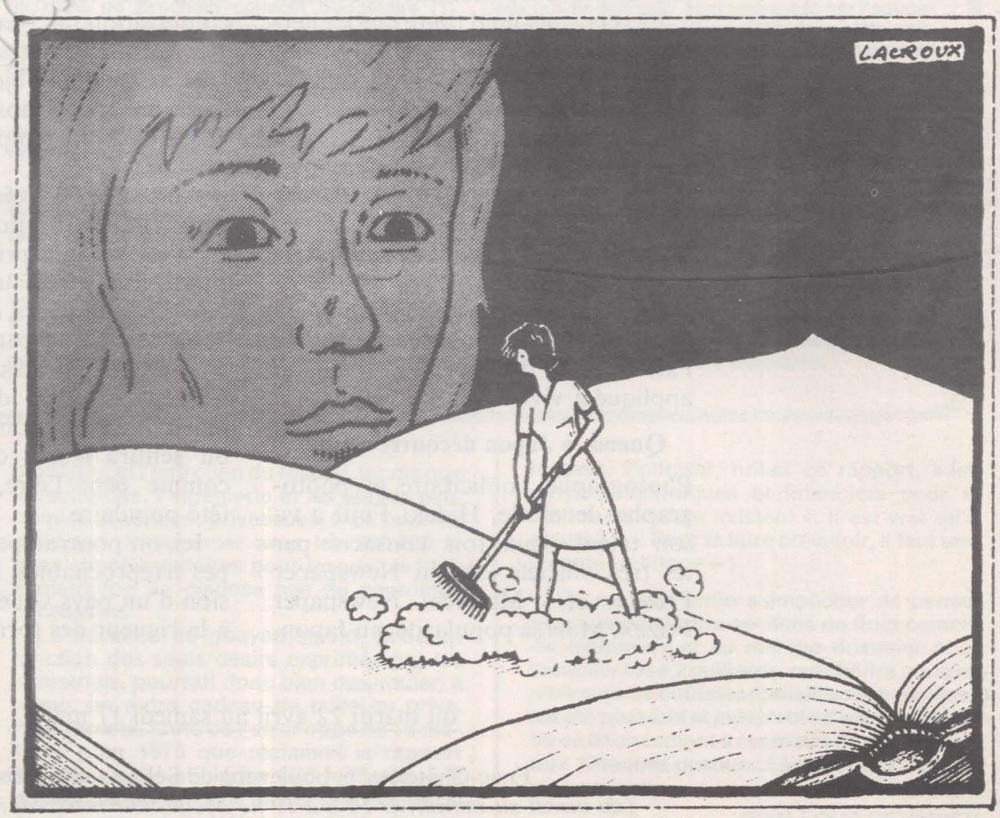
Les pleurs d'Elsa -

Non, « l'année de la femme » ne semble pas encore avoir beaucoup modifié l'image de marque de la femme.

Françoise Giroud, au secrétariat d'Etat à la Condition féminine, a certes demandé aux publicitaires de ne pas contribuer à entretenir cette image-là. Le Bureau de vérification de la publicité a même publié un texte demandant à ses adhérents de « respecter la dignité de la femme ». « La publicité, peut-on lire, doit éviter toute utilisation abusive ou systématique de la femme pour des produits ou services qui peuvent être utilisés ou consommés indifféremment par des hommes ou par des femmes. »

Il s'agit encore de « ne pas réduire le rôle de la femme à l'entretien du foyer et à des tâches purement ménagères en méconnaissance de ses aptitudes et de ses aspirations »... Qui vivra, verra.

Pour extirper les racines du mal à son origine, et toujours à la demande de Mme Gi-



roud, les manuels scolaires du secteur primaire (dans les académies de Paris et de Nantes) ont été passés au crible : quelle image de la femme y est offerte aux enfants ? Rien ne l'illustre mieux que cet extrait d'un livre de lecture : « Elsa épousa un jeune homme qui l'aimait et s'en alla vivre avec lui, loin de ses bons parents. Il y avait quantité de choses à faire dans sa maison, mais elle ne savait pas comment s'y prendre. Le mari d'Elsa n'était pas content, car le dîner n'était jamais prêt à l'heure et la maison tout en désordre. Elsa pleura parce qu'elle aurait voulu voir son mari content. Un bon vieillard mit des fées dans ses doigts. Alors, elle sut tout faire, pâtisserie et ménage. Le mari d'Elsa en fut si fier qu'il disait partout : « Ma grand'mère et ma mère étaient bonnes ménagères, mais ma femme les surpasse... »

Bas de laine et broderie

Fénelon figure à juste titre dans les morceaux choisis d'auteurs (« Le français par le français ») mais le portrait d'Antiope (extrait de « Télémaque ») qu'on y propose n'est pas non plus très propice à sortir la femme de l'orbite des fourneaux : « Antiope sera mon épouse, confie Télémaque à Mentor. Ce qui me touche en elle, c'est son silence, sa retraite, son travail assidu, son industrie pour les ouvrages de laine et de broderie, son application à conduire toute la maison de son père... »

Inutile de préciser qu'à la suite des histoires d'Elsa et d'Antiope, des générations d'écoliers sont intimement persuadés que toutes les filles se doivent avant tout d'être épouses, servantes et mères. Dans cette iconographie réactionnaire, rien n'existe que le milieu familial clos. Les réalités sociales, connaît pas. La vie urbaine, connaît pas. Les travailleurs, connaît pas... Le reste à l'avenant.

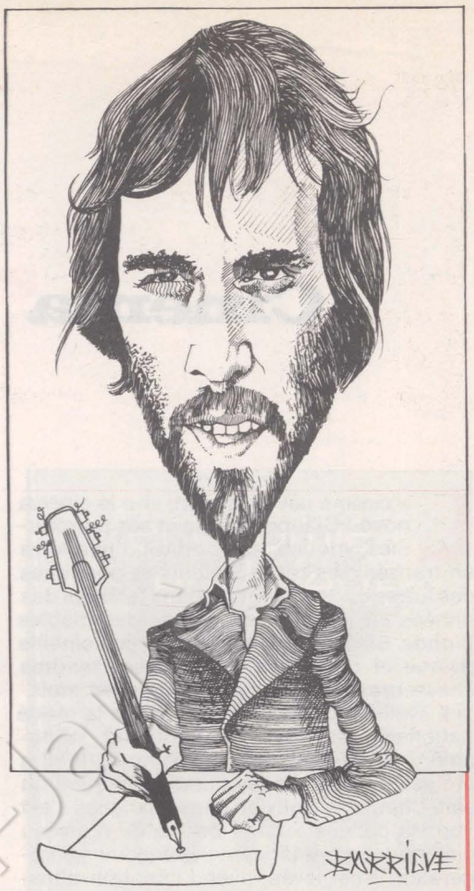
La récente étude de l'Institut national de recherche et de documentation pédagogique (I.n.r.d.p.) donnera-t-elle l'idée à quelque éditeur de renouveler son stock de livres de français, de lecture et de grammaire, de dépoussiérer enfin ces images sublimées et anachroniques ? Ce qu'elle y perdrait en « naturelle modestie », la condition féminine le gagnerait, en revanche, en véracité. A quel bambin peut-on encore faire croire que maman est « fragile » alors qu'elle travaille huit heures par jour au dehors et quelques heures de plus à la maison ?

Il n'y a plus qu'André Malraux pour affirmer à haute voix, s'adressant aux femmes : « Dès que vous vous installez sur le piédestal de l'Eternel féminin, nous marchons tous comme un seul homme »...

Beaucoup préfèrent aujourd'hui marcher elles-mêmes. Et les mass-media — presse, publicité ou édition — ne devraient peut-être pas perdre trop de temps à les rattraper.

FLORENCE THOMAS

Yves au pays des merveilles...



Vous marchiez Juliet au bord de l'eau »... Au milieu des tubes insipides et des produits éphémères, cette mélodie a surgi comme la mémoire d'une génération. Dans la léthargie pépiphérique des radios gangrénées par la publicité, enfin une chanson à écouter. Dans les bals du samedi soir, des couples presqu'enfantins se sont mis à bercer leurs premières caresses de mots sybillins : « Sur les vieux écrans de 68 / Vous étiez Chinoise mangeuse de frites / Ferdinand Godard vous avait alpaguée... » Ces danseurs ont à peine 16 ans. Que savent-ils de Mai 1968 ? Que savent-ils de Jean-Luc Godard, de « La Chinoise » et de Ferdinand, le personnage de « Pierrot-le-Fou » ?

Yves Simon essaie de comprendre : « Cette chanson est un collage personnel d'abord. J'y mélange mes propres obsessions : Lewis Caroll, 1968, Godard, Hollywood et des images qui sont des bribes volées à « L'arrache-cœur » de Boris Vian. Si mes paroles ont ensuite dérapé au point de retenir l'attention des autres, c'est sans doute qu'ils sont les fruits de notre inconscient collectif. » Mais comment avoir réussi à pirater les ondes au point d'y supplanter parfois les roucoulades de Mireille Mathieu et les vociférations fascisantes de Michel Sardou ? « Il ne faut pas oublier que les programmateurs et ceux qui détiennent les leviers de commande des émissions de radio aujourd'hui ont eu 18 ans avec les Beaties et 25 ans en Mai 1968. « Au pays des merveilles de Juliet » n'est pas sans rapport avec leur adolescence. On échappe difficilement aux souvenirs de sa jeunesse... »

« Sur la voie ferrée / De Nancy à Vittel / Mon père travaillait / Il rêvait de l'Orient de la Perse / En serrant les éclisses des traverses. » Dès 14 ans, Yves Simon, fils de cheminot, se laisse prendre au monde du spectacle : théâtre en amateur à Contrexéville ; et aussi un peu de guitare électrique dans un orchestre. Etudiant à Nancy, il s'inscrit au conservatoire d'art dramatique. Il débarque à Paris pour entrer à l'Idhec : « Je voulais devenir réalisateur de films. Mais je me suis vite aperçu que faire du cinéma à 20 ans, c'est surtout un exercice de style économique et mondain. Faire un film, c'est devenu monter un coup, monter une affaire et, pour y parvenir, « magouiller ». J'ai fui ces combines et je me suis tourné vers la chanson. Pour être chanteur comme je l'entends, il faut être à la fois musicien, comédien et écrivain. »

L'écrivain domine en lui. L'écrivain qui, après avoir signé « Les jours en couleurs » (Grasset) et « L'homme arc-en-ciel » (Grasset), vient de publier « Transit-Express » (Grasset). L'écrivain qui se nourrit de la vie même d'Yves Simon. Ses nouvelles chansons — « Manhattan », « J'ai rêvé New York » — sont les traces de ses voyages outre-Atlantique : « Je chante ce monde qui m'a fait rompre avec une certaine culture, une certaine mentalité. »

Un écrivain lucide : « Un livre ne provoque pas d'écho immédiat comme une chanson. Au premier abord l'impact d'un bouquin peut paraître moins fort que celui d'un disque. Mais un livre marque un temps pour respirer, pour revenir sur soi, pour rêver, pour être entre parenthèses. Un livre, c'est une pause. Nous vivons encore dans la galaxie de Gutenberg. Le livre est encore un merveilleux instrument de communication. »

Yves Simon parle en connaissance de cause : c'est parce que Georges Brassens avait lu ses deux premiers livres qu'il l'a pris avec lui pour son spectacle de Bobino en 1973. C'est pour la même raison qu'il a pu enregistrer « Les gauloises bleues » et « Au pays des merveilles de Juliet » (R.c.a. Victor 440 761) : Pathé-Marconi, C.b.s. et Polydor l'avaient poliment jeté dehors, mais chez R.c.a. on connaissait ses romans...

Quand on a écouté ses chansons, quand on a lu ses livres, un climat commun se dégage : rêves et réflexions s'entrelacent au hasard des rues, des balades, des voyages et des séjours. Quand on se laisse prendre au piège musical de « Rue de la Huchette », « Les héros Barbès », « Les bateaux du métro », ou encore « Paris 75 », on se dit qu'on a déjà lu ailleurs ce plaidoyer pour une ville, dans un livre signé Yves Simon et bourré de photographies. « C'est vrai, avoue-t-il, j'ai écrit « Bagdad-sur-Seine » pour dire mon amour de Paris. Mais aussi pour crier « Alerte ! » Paris est la seule grande ville du monde où il n'existe pas un plan d'urbanisme. La spéculation et les promoteurs y règnent en sauvages. C'est grave. Car, en tuant l'urbanisme d'une ville, on tue la vie quotidienne de ses habitants. » Changer Paris, peut-être, mais pas n'importe comment, pas seulement pour remplir les poches de quelques margoulins. »

Yves Simon reçoit beaucoup de lettres. « Dans le fond, dit-il, un chanteur, c'est cela : une boite postale. Quand je chante, quand j'écris, je ne fais qu'ajouter de l'information à l'information. Pendant des années, j'ai été rédacteur à « Actuel » : un bon endroit pour prendre le pouls de la jeunesse, pour se rendre compte qu'elle se cherche une identité et des interlocuteurs. C'est encore vrai : tous ceux qui m'écrivent commencent à me parler de « Juliet » puis dévient sur « Regarde-moi », cette chanson dont je voudrais qu'elle soit une manière de changer notre façon de tendre la main. »

« Regarde-moi dans la peau, dit la chanson / et fais pas gaffe si je tremble / C'est pas l'alcool / ni l'herbe de Colombie / c'est juste la peur / la peur de tous ces mecs qui t'écoutent / qui te fichent / qui te traquent. » Pour cette jeunesse qui en a marre de tomber de Marcellin en Poniatowski, pour cette jeunesse à qui des aînés déçus parlent du « rêve collectif mort en juin 68 », pour cette révolte qui gronde et qui ne sait pas encore très bien à quel combat se vouer, Yves Simon est un miroir sans tain où elle reconnaît sa propre image. Car, pour ces jeunes de Lyon et de Sarcelles, de Saint-Etienne et de Nanterre qui ont fait le succès de la récente tournée d'Yves Simon, pour ceux qui viennent de remplir la salle du Théâtre de la Ville, à Paris, pendant 15 jours, vivre « au pays des merveilles de Juliet » n'est qu'une façon de fuir le pays des mirages de Giscard.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Cinéma

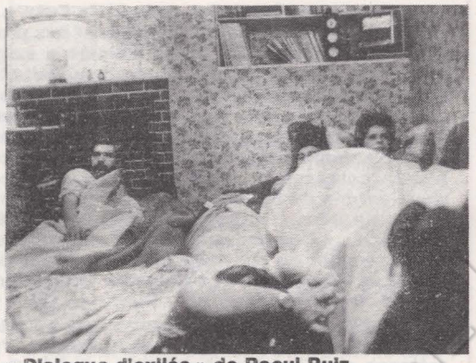
CAMERA AU POING

Le cinéma novo est mort, vive le cinéma novo ! Glauber Rocha et ses paroxysmes lyriques, son portrait d'une terre en transes, ses récits violents et poétiques des luttes qui opposèrent, dans le Brésil des années 60, des dieux noirs et des diables blonds. Bien sûr. Et Ruy Guerra, son cinéma épique et cruel, ses fusils et ses tendres chasseurs... Mais le cinéma novo est mort.

Il avait su, certes, s'approcher de la réalité nationale des pays du continent latino-américain. Depuis, Allende a triomphé et a été assassiné dans les conditions que l'on sait. Depuis, le Bolivien Jorge Sanjines s'est imposé comme le chef de file du nouveau cinéma latino-américain ; une nouvelle génération s'est levée, avec l'intention d'instaurer un cinéma plus proche des réalités sociales en s'engageant plus franchement dans la lutte contre l'impérialisme, en annonçant la libération de tout un peuple au sein d'une culture qui lui est propre. La vraie révélation de ces dernières années, ce n'est pas « Cris et chuchotements » d'un Bergman dont on connaît déjà le génie, ni « Amarcord » d'un Fellini visionnaire et nostalgique, mais la rigueur, la vérité, la volonté de ce cinéma qui nous vient du Chili, de Bolivie, de Cuba, œuvres pour la plupart collectives qui témoignent du courage du peuple et racontent les mémoires du sous-développement. Révélation teintée d'amertume : ces films, qui ne trouvaient guère de distributeurs, se vendirent tout à coup à la pelle quand l'actualité braqua ses phares sur le palais de la Moneda et quand le sang d'Allende tacha les mains de Pinochet. Aujourd'hui, encore, alors que le grand film de Jorge Sanjines « L'ennemi principal » est toujours visible sur nos écrans, le hasard et la nécessité commerciale viennent replacer le Chili au centre de l'actualité cinématographique.

D'abord avec un film diffusé par l'unité cinéma Unicité — l'homologue pour le P.c.f. d'Unitélédis pour le P.s. — réalisé par deux cinéastes de la R.d.a. : Heynowski et Scheumann, qui sont parvenus à s'introduire dans les états-majors contre-révolutionnaires entre le printemps 1973 et le printemps 1974. « La guerre des momies » est un documentaire de dénonciations. La technique utilisée vise plus à démontrer la vérité d'une lutte des classes et d'un marxisme en marche qu'à s'attendrir sur des images émouvantes et à retracer un historique de l'Unité populaire.

« Un événement s'étalant sur un siècle avec une conclusion aussi tragique que dans le cas du Chili ne doit pas être interrogé de manière seulement émotionnelle, mais aussi analytique, s'expliquent Heynowski et Scheumann. Les hommes du monde entier veulent savoir : comment cela a-t-il pu se produire ? Quelles forces étaient à l'œuvre ? Dans quelles coordonnées se situent l'événement ? Nous croyons que les films sur le Chili qu'on nous montre aujourd'hui doivent poser ces questions... »



« Dialogue d'exilés » de Raoul Ruiz.

La vraie révélation de ces dernières années, ce n'est pas « Cris et chuchotements », ni « Amarcord », mais la rigueur, la vérité de ce cinéma qui nous vient du Chili, de Bolivie, de Cuba.

C'est ainsi qu'Heynowski et Scheumann dénoncent violemment l'I.t.t. et les trusts américains dont le but était de conduire le Chili au chaos économique par tous les moyens possibles : terreur, sabotage, boycottage, embargo. C'est ainsi que, plutôt que des images de la manifestation des dames aux casseroles, ils ramènent dans leurs bagages des interviews-pirates : tel représentant d'un syndicat censé défendre les revendications des mineurs, ou tel délégué d'un patronat de choc déclarant : « Il est temps d'en revenir à certaines valeurs de la hiérarchie de l'ordre ancien » ou avouant sa participation au complot fasciste. C'est ainsi qu'ils ont filmé à Hambourg, dans les entrepôts de la Nord Deutsche Affinerie R.g., du cuivre brut chilien d'une valeur de 12 millions de marks, destiné à être transformé en cuivre pur mais « bloqué » sur décision provisoire et déclaré « propriété fiduciaire ». « La victoire de l'Unité populaire en 1970 et la riposte fasciste de 1973 doivent être comprises comme expression de la lutte des classes fondamentales ; ici, la classe ouvrière, là l'oligarchie, pour sa participation étroitement liée aux puissants groupes monopolistes étrangers », affirment les auteurs. « La guerre des momies » est un film didactique destiné à démontrer les mécanismes de la préparation et l'exécution du putsch du 11 septembre et à mettre en lumière la lutte de classes que le peuple chilien a du mener à la fois à l'échelle nationale et internationale. Dans un avenir proche nous sera présenté le second film d'Heynowski et Scheumann : « J'étais, je suis, je serai », qui montre les traitements infligés par les sbires de la junte aux démocrates internés dans les camps de concentration.

A sa manière, « Le chacal de Nahueltoro » est aussi un témoignage sur le Chili des « momies », ces propriétaires et serviteurs intéressés du capital. Ce film du Chilien Miguel Littin — tiré d'un fait divers — sorti au Chili en 1970 sous Allende et interdit depuis, se déroule au temps de l'« ordre ancien » : un ivrogne misérable, hébergé par une veuve, mère de six enfants, avait tué la femme et sa progéniture dans une crise de désespoir, le jour où il avait appris qu'ils étaient expulsés de leur logis par le propriétaire. « Pour qu'ils n'aient pas à souffrir », avait-il avoué à son procès. En prison, grâce aux bons conseils de l'aumônier, il était devenu un autre homme...

« L'artiste doit contribuer à donner une identité au peuple auquel il appartient », disait Littin au moment du tournage de ce film. Déjà, trois ans avant son magnifique « La terre promise », dont il ignore cette fois le lyrisme au profit d'une sécheresse néo-réaliste, Littin utilisa la même méthode : son film est l'aboutissement d'une enquête approfondie auprès des témoins de l'événement dans le village natal du « Chacal », et dans la prison où il fut détenu. Littin reste très proche de la réalité, étudie comment le condamné fut soumis à l'exploitation forcenée de ses employeurs depuis que, âgé de 8 ans, il a dû partir sur les routes pour gagner sa vie. Il accuse : la réalité sociale, l'idéologie dominante, et le cynisme du pouvoir qui ne pense à rééduquer le criminel qu'en prison, et selon ses propres principes, au moment où on va le tuer, parce qu'il a désobéi au code de système bourgeois. « Je suis intéressé par la difficulté de mourir aussi bien que par la difficulté de vivre, dit Littin. Dans quelle mesure un fermier de Nahueltoro est-il vivant ? Je veux dire vivant au sens où nous l'entendons : avec des droits élémentaires, une maison, l'éducation, la littérature, l'amour... Le piège de l'impérialisme et du capitalisme est de maintenir les gens assujettis, si misérables qu'ils ne sont plus des êtres humains, mais des objets. »

Avec « Dialogue d'exilés », Raoul Ruiz, qui est l'une des personnalités les plus éminentes du cinéma chilien, mais dont les films n'ont malheureusement pas été distribués en France, refuse lui aussi qu'on verse des larmes de crocodile. Tourné au début de l'année 1974 à Paris, son film est plus qu'un film sur la condition des exilés chiliens en France. Il accuse à sa manière , au fil des discussions, on parle d'erreurs commises par l'Unité populaire, des difficultés que ressentent les militants réfugiés à s'adapter à leur nouvelle vie, à continuer à combattre le fascisme, à lutter contre les hâbleurs, les profiteurs et les mystificateurs.

JEAN-LUC DOUIN

LA VOIX ABJECTE

Livres

Ce n'est pas sans dégoût que l'on fréquente le discours du Maréchal. Mais, plutôt que de se boucher les oreilles, Gérard Miller a voulu écouter « la voix abjecte » et la faire entendre à d'autres. Car si un jour elle devait recommencer à parler haut, il vaut mieux, pour la faire taire, connaître son histoire.

« Mon cher maréchal Pétain, c'est aujourd'hui la saint Philippe et je t'envoie... »

De nombreux Français d'une génération ont passé une bonne part de leur temps scolaire à écrire des lettres à Pétain. Pour la fête de Jeanne d'Arc, pour la fête du Travail, pour l'anniversaire du vainqueur de Verdun. Les gamins d'alors y gagnaient des biscuits vitaminés.

Du 17 juin 1940 au 6 juin 1944, la France et les Français ont baigné dans un discours et dans un univers de signes qui s'organisait tout autour d'un homme. Ses yeux étaient les plus bleus, son regard le plus perçant, sa sagesse la plus profonde, sa bonté la plus généreuse, son sacrifice le plus grand. Il avait fait don de sa personne. Les Français se devaient de lui faire don de leur travail et de leur esprit.

Les historiens français n'aiment guère Vichy et son Maréchal. Il a fallu un universitaire américain, Ronald Paxton, pour qu'enfin soit écrite en 1973 un début de l'histoire du royaume du maréchal (« Histoire de Vichy », éditions du Seuil). Pendant ce temps, les éditeurs français nous abreuvent de souvenirs, de témoignages et de plaidoyers pro domo.

Le projet de Gérard Miller est de restituer le discours réel de la France du Maréchal. Celui qu'entendait la majorité des Français : ceux qui ont attendu en ne faisant rien. Ni le bien ni le mal.

Au début était la débâcle. Les Français sur les routes, les colonels et les généraux sur les Pyrénées et les gouvernements de la IIIe République sur les places de Bordeaux. Tout foutait le camp. Il ne restait qu'une parole : celle du Maréchal. « En ce sens, l'armistice fonde le pouvoir pétainiste. Il fait la preuve dans la population que la débâcle est finie, qu'il y a un gouvernement digne de ce nom, puisqu'il signe et qu'il est reconnu par les vainqueurs. » Et Gérard Miller de continuer : « L'assurance sans réplique du Maréchal contraste avec le désarroi de la masse... avec Pétain la certitude gouverne. »

La déroute, le discours du Maréchal va l'expliquer, simplement, car la raison suffisante est son fort. Il parle quand tous se taisent. Les francs-maçons, les Juifs, la IIIe République, le désordre de la démocratie, l'esprit de jouissance, les grèves, les syndicats, voilà les causes qui ont, selon lui, conduit la France à la défaite.

L'idéologie pétainiste a un axiome de base : chaque Français est coupable. Le Maréchal le sait, il doit leur montrer la voie de la rénovation, de la révolution nationale. L'expiation est une spécialité de l'Eglise : celle-ci sera à l'aise dans le royaume du Maréchal. Et quand les Français ne comprennent pas suffisamment ce que veut Pétain, il a cette phrase révélatrice, digne d'un mauvais Evangile : « Aujourd'hui, c'est de vous-même que je veux vous sauver » (message du 12 août 1941).

Rien d'étonnant, alors, si la propagande de Vichy présente le Maréchal comme une victime expiatoire. « Le discours pétainiste confirme, à chaque difficulté qu'il rencontre à se faire obéir, que le Maréchal, lui, s'est offert en holocauste. Heureux le pays dont le prince est un sacrifié ! L'autorité de Pétain n'a d'autre ressort ici que celui du prêtre : le pouvoir est la monnaie du renoncement ; la privation volontaire, le don de soi donnent droit de décider... Voilà pourquoi Pétain répète à satiété que le temps des souffrances ne fait que commencer. Ce qui pour un autre régime signerait son échec, devient dans le contexte de ce discours une méthode de gouvernement. » Ainsi voit-on un Pierre Taittinger dédier son livre, « Les leçons d'une défaite », « au maréchal Pétain qui s'est sacrifié pour permettre, nouveau Christ, la rédemption de la France vaincue. »

A partir de ce schéma de base, l'iconographie du Maréchal peut se développer allègrement. Il est, tour à tour, papa gâteau et père Fouettard. On le voit partout, tel une icône : il est photographié, peint, gravé. Il est partout. Il visite les écoles, embrasse les écoliers, décore les anciens combattants, rencontre les évêques, donne l'accolade aux mères de famille méritantes, félicite les ouvriers, encourage les paysans, prononce des phrases définitives. C'est ainsi que deux fois par mois, le jeudi, il reçoit à l'hôtel du Parc, à Vichy, quelques Français. Tous et chacun, en théorie. Tel un Louis XIV ou un saint Louis recevant ses sujets et acceptant les témoignages de leur foi. La presse collaborationniste lui décerne les titres enviés de premier boulanger de France, de premier pompier de France, de premier cantonnier de France. « Il a toutes les qualités de son peuple. »

Bien entendu, à l'esprit de sacrifice, il faut ajouter la trilogie Travail, Famille, Patrie. Sur →

économie en liberté

Jacques ATTALI

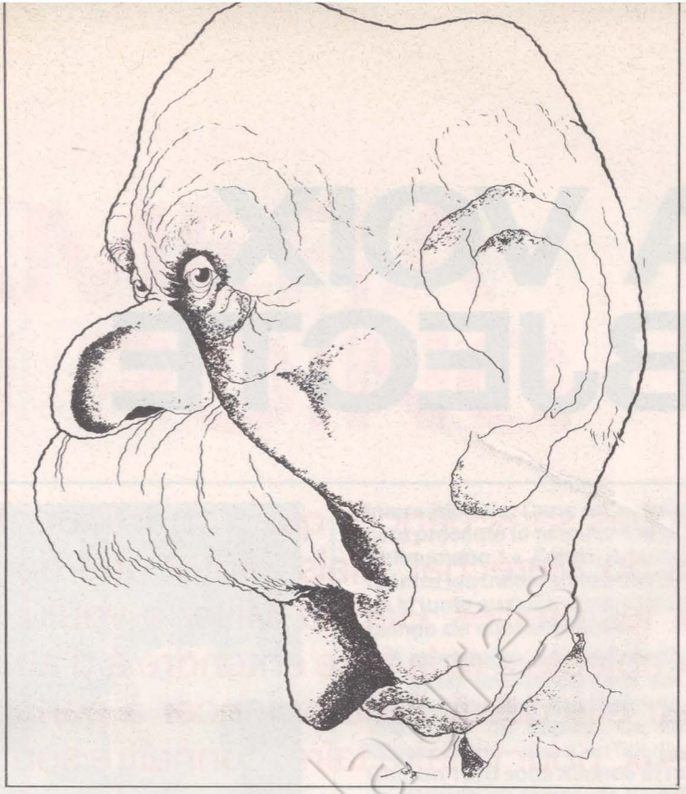
la parole et l'outil

L'erre nouvelle
•
Le champ du signe
•
Energie et information
•
La répression du nouvel ordre
•
L'a-croissance implosive
•
Le nouvel ordre par le bruit
•
Réévaluer l'homme
•
Les outils relationnels
•
L'homme communiquant
•
La diversité égalitaire
•
La société autonome
•
La dynamique des auto-ré-organisations
•
L'auto-ré-organisation par l'anti-organisation
•
Le temps de la parole

Un volume de 248 pages
35 F
•
Dans la même collection
J. ATTALI et M. GUILLAUME
l'anti-économique
J. HALLAK
à qui profite l'école ?
P. DOCKÈS
l'internationale du capital
B. ROSIER
croissance et crise capitalistes

puf

ARL



ce thème le répertoire du Maréchal est inépuisable. Il défend la veuve et l'orphelin, l'ancien combattant et le mutilé, le paysan et l'honnête artisan. De cette communauté ne sont exclus que les prisonniers. Mais le Maréchal s'en occupe.

Au positif de ce discours répond le négatif, l'anti-France... La France aux Français. Le Maréchal a nommé le bien et localisé le mal. « Il y a d'abord les étrangers, métèques et réfugiés. Il y a ensuite les francs-maçons, maîtres déchus de la IIIe République. Il y a enfin les communistes et les gaullistes, manipulés de l'extérieur. » Gérard Miller écrit à ce sujet : « Dans le discours pétainiste, les étrangers sont simplement des sortes de virus. Leur recrudescence a été signalée depuis une dizaine d'années : mineurs polonais dans le Nord, ouvriers agricoles italiens dans le Sud, exilés politiques espagnols, réfugiés juifs d'Autriche et d'Allemagne. C'est pour le pays une peste insidieuse. C'est une armée sans uniforme, une Ve colonne spontanée, qui mène une guérilla morale. » A partir de là, tout sera possible : les déportations, les tortures, les fusillades, la Milice, les gestapistes français et ces sections spéciales dont le cinéaste Costa Gavras raconte l'histoire dans un film qui vient de sortir **(voir le précédent numéro de l'« l'Unité »)**.

Ce discours, les Français l'ont entendu pendant quatre ans. Chaque jour, la presse crache. Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand. Vichy n'est que révolution de bénitier. Marcel Déat, pantin dérisoire, se prend pour le Führer. Les patrons n'ont plus à craindre les syndicats. Pétain et Pierre Laval livrent les enfants juifs aux Allemands, les communistes espagnols au Caudillo Franco. Les policiers cherchent et torturent les Résistants. Les juges croulent sous les dossiers et envoient à la guillotine les métèques. Tels sont les résultats du discours du Maréchal.

Pour expliquer les raisons qui l'ont poussé à écrire son livre, Gérard Miller écrit : « Ce n'est pas sans dégoût que j'ai fréquenté ce discours. Mais, plutôt que de me boucher les oreilles, j'ai voulu écouter la voix abjecte qui a charmé les Français pendant de si longs mois et j'ai voulu la faire entendre à d'autres. Si elle devait un jour recommencer à parler haut, il vaut mieux, pour la faire taire, connaître son histoire. » Cette conclusion doit aussi être la nôtre.

NICOLAS BRIMO

« Les pousse-au-jouir du maréchal Pétain », par Gérard Miller, aux Editions du Seuil.

La France de Brasillach

Philippe Ganier-Raymond a eu une excellente idée : rassembler dans un livre, « Une certaine France » (éditions Balland), quelques-uns des meilleurs textes antisémites parus sous l'occupation.

Le projet de Philippe Ganier-Raymond est clair. Il souhaite que la droite regarde en face ce qu'elle a osé écrire de 1940 à 1944. « Gens de droite, vous n'êtes pas innocents. Vous-mêmes, vos pères, ont commis des crimes inexpiables. Voici ce que vous avez fait, ce que vous avez dit, ce que vous avez pensé, pendant quatre ans. Ceci n'est pas une anthologie. A peine un éventail, tout juste entr'ouvert, de ce dont vous êtes capables quand on vous laisse la bride sur le cou. Restez à droite, mais qu'on le sache : vous êtes des assassins et de la pire espèce : des assassins par procuration. Des lâches. »

A l'heure où certains tentent de le réhabiliter, nous avons choisi dans le livre de Philippe Ganier-Raymond un texte de Robert Brasillach écrit à l'occasion du procès de Riom.

« Mon procès est celui de la République », a dit justement Léon Blum. M. Georges Suarez, dans un de ses remarquables éditoriaux du journal « Aujourd'hui », cite une lettre de Léon Blum, adressée de Bourrassol, le 20 octobre 1941, aux juges de la Cour suprême. L'affreux Juif y écrivait : « Mon procès est celui de la République et je suis fier de le soutenir. » Voilà un beau pavé de l'ours dans la mare démocratique où pataugent tant de canards. Car cet aveu nous est révélé à l'instant précis où la conjuration antifasciste dont nous parlions la semaine dernière prend une audace de plus en plus suffocante. A l'instant précis où les collaborateurs du Juif commencent à traiter publiquement d'hitléro-fascistes, comme aux bons temps du Front populaire, ceux qui sont coupables de partager sur la démocratie les avis de MM. Hitler, Mussolini, Salazar, Franco, sans parler de ces autres « vendus » que furent dans le passé Balzac, Baudelaire, Edgar Poe, Bonard et saint Louis. A l'instant enfin où Stavisky trouve des défenseurs, et les fusilleurs du 6 Février des amis et des souteneurs. Tout est dans l'ordre. Qui défend Blum défend la République, qui défend la République défend Blum (...).

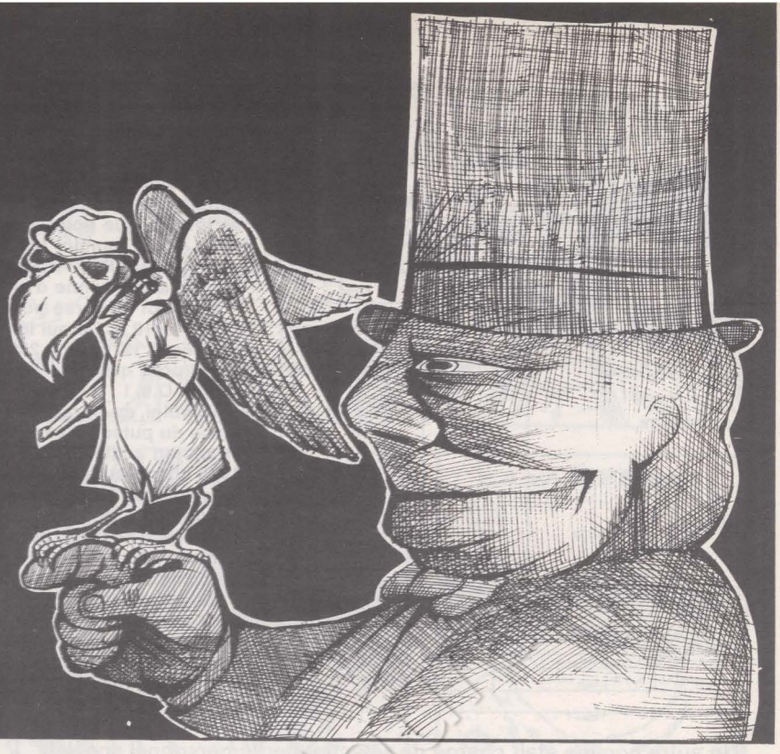
Le Juif est malin, pour une fois. Le Juif a d'ailleurs presque toujours été malin dans ce domaine. Il sait très bien qu'en liant son sort à celui du régime, il va se susciter aussitôt des défenseurs, qui auraient peut-être rechigné par pudeur à se battre en son nom, mais qui ne peuvent refuser une identification aussi évidente. Ceux qui, à l'époque, parlaient sur « le fascisme et les moyens de le prévenir », les penseurs dont le marxisme imprégnait fortement les cellules cérébro-spinaliennes, les complices des assassins de Février dont le dos cuit encore de frottées trop peu décisives, les précurseurs et les aminches de Pierre Cot, les amateurs d'urnes et de bulletins, les antifascistes et les philosémites de toujours quels que soient leurs déguisements, ils sont là, au moment où s'annonce le procès de Riom, et la coïncidence est au moins troublante. Ils brandissent leurs foudres sur les militaires, et nous n'avons pas envie de défendre les gâteux d'état-major, les matamores d'Ecole de guerre et la flagrante imbécillité de ceux qui avaient en charge la force armée de notre pays. Seulement, au-delà des militaires, il y avait les dirigeants, et rien ne peut faire que ces dirigeants ne soient les serviteurs de la République et du Juif.

Soyez honnêtes, messieurs ! Vous avez reproché — avec raison — au Second Empire d'avoir amené le désastre de 1870. Quelles qu'aient pu être les circonstances atténuantes qu'ils aient pu avoir, vous avez d'abord tenu pour coupables l'Empereur et même l'Impératrice. C'est l'avantage des régimes personnels, ils montrent à la foule des responsables. Aussi Maurras avançait-il que la royauté était tempérée par le régicide. La démocratie essaie toujours de s'échapper par quelque biais : ce n'est pas juste, car la démocratie porte des noms. Ces noms sont aujourd'hui ceux de Daladier, de Blum et quelques autres. S'il y avait eu un roi avec un beau numéro, il n'y aurait pas assez de cris sur lui. Marianne, il faut payer !

Si le procès de Blum est le procès de la République, il faut en convenir franchement et désavouer à la fois l'un et l'autre. Toutes ces vieilleries, auxquelles on a honte de s'attarder, ne doivent plus encombrer notre chemin. Sous d'extravagants prétextes de technicité, on fait appel, à Vichy ou ailleurs, à des hommes tarés et d'ailleurs ignares, qui n'ont jamais fait preuve que de leur ignorance. En haut comme en bas, dans les hauts postes comme dans les petits, dans le légalisme comme dans l'opposition, on veut sauver les pantins et les pitres. On garde les professeurs d'Université gaullistes, on réserve la place aux Juifs, on fait parler un Maurice Bourdet à la Radio nationale, on emploie des créatures de Mandel et des rescapés du Front populaire. A tout péché miséricorde ? Certes. Encore faut-il qu'il y ait repentir. Partout se trame le vaste complot antifasciste dont les ficelles sont à Londres, à Moscou et à Jérusalem. Nous ne nous laisserons pas berner par ces gens-là. Nulle part.

Aurait-on vu certains capituler, les journalistes traiter, il y a quinze jours encore, Roosevelt de héros, les évêques marier le goupillon et le sécateur, les mercantis trafiquer avec les communistes des lots d'explosifs du Génie et de l'Intendance, si la Révolution nationale était faite et si l'on ne brimait pas ceux qui veulent la faire ? Verrait-on la jeunesse mortellement déçue, et peut-être à jamais déçue, si les démocrates-chrétiens et les surréalistes n'avaient pas été chargés officiellement de la régir ? Y aurait-il aujourd'hui un seul Français molesté à Alger si l'on avait fait savoir que, pour un cheveu arraché à un nationaliste, dix Juifs seraient abattus sur la côte d'Azur ? Le temps des négociations est passé. Le temps des conciliations est mort. Le temps des conciliateurs aussi. Nous sommes dans le temps des chefs.

LES TRUANDS DU PATRONAT



II. Matraquez... nous ferons le reste

Dimanche 12 mai : la campagne électorale présidentielle bat son plein. A Montceau-les-Mines, en Saône-et-Loire, sous un chapiteau loué pour la circonstance, Valéry Giscard d'Estaing tient meeting. Il est 18 h 45 : la foule s'éloigne et regagne les sorties.

Soudain un photographe de l'agence Aigles, Michel Horiol, est attrapé par la manche. Deux autres inconnus se jettent sur lui. Des coups de poing et de matraques partent. Son appareil photo est détruit. Atteint à la tempe et sur le corps, assommé par les coups qu'il a reçus, Horiol tombe à terre — les policiers le conduiront, quelques minutes plus tard, à l'hôpital. Dans la salle, d'autres incidents ont déjà eu lieu ; le service d'ordre, très musclé, a déjà passé à tabac sept jeunes militants de gauche, coupables de remarques impertinentes (1).

Pour ces exploits une société d'intérimaires, la Siter, recevra 5 000 F. C'est elle qui, ce jour-là, a fourni les hommes du service d'ordre giscardien. Son adresse : 20, rue Creuzet, à Lyon. Un jeu d'écritures comptables permettra de faire apparaître cette somme sur les comptes de la société comme une quelconque prestation de service.

Cette petite opération est une des activités parmi beaucoup d'autres d'une société parfaitement légale, installée en plein Paris. La Société industrielle de travaux d'études et de régie (Siter) est officiellement domiciliée au 116 de la rue de Courcelles, dans le 17e arrondissement. Elle est inscrite au registre du commerce sous le numéro 73 B 7. Elle dispose d'une filiale à Lyon, dont nous avons déjà parlé, sous la même étiquette. D'une filiale en Allemagne installée à Francfort-sur-le-Mein au 50 de la Bornheimer Landstrasse. D'autres sociétés lui sont associées : une firme de travail intérimaire, Itel, dont les bureaux se trouvent au 36 de la rue Hermel dans le 18e arrondissement, une firme de nettoyage de bureaux, Unic, elle aussi domiciliée en Allemagne. A la tête de ce petit groupe, un homme d'une cinquantaine d'années, ancien rugbyman, cinquantaine avenante et accent méridional : Albert Gaillard. C'est lui qui a traité avec les responsables giscardiens le petit marché de Montceau-les-Mines.

L'aventure de ces sociétés a commencé 4 ans plus tôt. Très précisément le 28 septembre 1971. Cinq personnes ont, ce jour-là, rendez-vous à l'hôtel Sofitel à Paris. Autour de la table, il y a Jacques Simakis, secrétaire général de la C.f.t., Armand Claude, responsable de la fédération nationale des Métaux C.f.t., Marcel Michaut, futur secrétaire du syndicat C.f.t. Berliet, Paul Bréjeon, directeur du personnel des usines Berliet, le responsable de la C.f.t. chez Citroën, Blanc, et Paul Berliet en personne.

Ces cinq hommes vont créer le syndicat C.f.t.-Berliet. Le vendredi suivant les promoteurs de l'opération se retrouvent au siège de la société Berliet, quai Claude-Bernard, à Lyon. Paul Berliet a pris sa décision. Il a déjà dit à son directeur du personnel en parlant des gens de la C.f.t. : « M. Bréjeon, vous avez carte blanche, vous leur donnez l'argent dont ils ont besoin, et s'ils ont besoin de locaux, il faut leur en donner. »

Neuf mois plus tôt, le 5 janvier 1970, la maison Peugeot a précédé Paul Berliet sur cette voie. Ce jour-là, Henri Destais, directeur général du personnel de Peugeot, qui sera rapidement remplacé à ce poste par le général Feuvrier, a rencontré dans un café parisien, le Royal-Trévise, Michel Delfau, futur patron d'une petite agence d'intérim, la Nota. Cette société ne sera officiellement créée que le 9 avril 1970, lorsque Peugeot lui aura versé ses premiers fonds. Le 29 mai de la même année, Delfau, qui a compris que Peugeot était une belle affaire, dépose au registre du commerce les statuts d'une autre société, elle aussi d'intérim, la Compagnie européenne d'organisation (C.e.o.).

Dans ces deux affaires, le schéma est le même : un patron décide d'engager des ouvriers spéciaux pour faire régner l'ordre dans ses ateliers. Il s'adresse à des sociétés d'intérim et combine l'action de celles-ci avec celle des gens de la C.f.t.

Le premier convoi fourni par l'agence Nota pour Peugeot quitte Paris le 12 janvier 1970. Peu à peu, plus de 200 mercenaires gagnent Montbéliard. La grande majorité d'entre eux sont recrutés à travers une association de nostalgiques des guerres perdues, l'Association des anciens combattants de l'Union française, dirigée par le général Salan.

Leurs fonctions : moucharder dans les ateliers, repérer les syndicalistes, faire les renseignements généraux de l'usine et se tenir prêts à intervenir à la moindre menace de grève. D'ailleurs, Peugeot a pris ses précautions : les contrats que ces ouvriers très spéciaux signent avec l'agence Nota sont précis. Ainsi celui de Robert Polet-Dousset, embauché le 20 avril 1970 à Sochaux. Il comporte cette clause particulière : « En cas de grève du personnel de la société Peugeot, le personnel Nota pourra être occupé par la société Peugeot à des travaux divers à l'intérieur de l'usine. Les intérimaires du personnel Nota qui suivront une grève seront renvoyés immédiatement sans indemnité ni remboursement de frais de transport. » Cette clause a le mérite de la clarté.

Paul Berliet, lui aussi, a cherché une solution à base d'intérim. La C.f.t., c'est bien, mais ce n'est pas assez. En septembre 1972, la société Berliet se décide à faire appel à Gaillard, grand spécialiste des coups tordus. Officiellement, sa société, la Siter, et ses filiales s'occupent de fournitures de pièces détachées automobiles. En fait, elles deviendront vite les officines de recrutement de mercenaires pour les patrons de la grande industrie. En 1973, le directeur du personnel de Berliet, Paul Bréjeon, accompagné de Marcel Michaut, secrétaire général de la C.f.t.-Berliet, rencontre Gaillard. L'accord se réalise vite. Michaut le décrira plus tard ainsi : « Le recrutement du personnel Berliet devait se faire de la façon suivante : il était demandé à Berliet de faire entrer le maximum de personnes dans l'usine. Nous étions allés jusqu'au chiffre de 700. Le chef du bureau d'embauche Berliet était chargé d'exécuter les commandes de la Siter, sans trop chercher à comprendre. Il fallait qu'il prenne les gens que je lui envoyais et que la Siter avait embauchés. Il fallait créer les postes de travail pour eux, si nécessaire ». →

3 250 F POUR UN O.S....

AUTOMOBILES PEUGEOT
USINES DE SOCHAUX — DÉCOMPTE DE SALAIRE

NOM ET PRÉNOM	Catég. Prof.		DATE mois an	N° Embauche	Usine	Equipe
TOMBINI PAUL	S2		04/70	0091234	61	328

MAJORATIONS

Heures payées	H. jours fériés	H. paternité	IC	H. à 25 %	H. à 50 %	H. à 70 %	Heures à 35 %	Heures à 40 %
245,81		230,75	26	21,00	15,75		5,25	,75

LIBELLÉ	Prélevé déduit	Nombre d'heures ou Nbre jours	TAUX	GAINS	RETENUES
TRAVAIL	1000	245,81	4,9200	1.209,39	*
PRIME DE QUINZAINE				52,00	*
PRIME EXCEP.15 FRS				60,00	*
PRIME TRANSPORT		26,00	1,1500	29,90	
PR.COMPLEM.TRANSPORT		26,00	0,4500	11,70	*
DOUBLAGE		32,50	0,2273	7,32	*
PANIERS DE JOUR		4,00	2,3300	9,32	
AVANCE S PAIE					50,00
IND OCCUPATION					163,00

RETENUES DIVERSES

Acomptes 1er Quin.	SECURITE SOCIALE	Fonds de chômage	C.I.R.S.I.C.	SOCIETE MUTUALISTE	CAISSE CHEQUES	Monnaie antérieure	
500,00	87,12	1,07	21,44	11,30	1,25	6,14	622,27

Ce règlement ne tient pas compte de l'acompte forfaitaire (base 1181, pour adultes) précédemment versé et qui est reporté à valoir sur les travaux en cours.
Le montant soumis aux A.S. est obtenu en additionnant les gains 5 entiers et en retranchant les retenues à entiers.

Gains soumis *	Mens. hor.	N° allocataire	Monnaie à reporter	NET A PAYER	TOTAL DES +	TOTAL DES —
1.340,31	5,272	1000	0,40	550,00	1.395,67	835,27

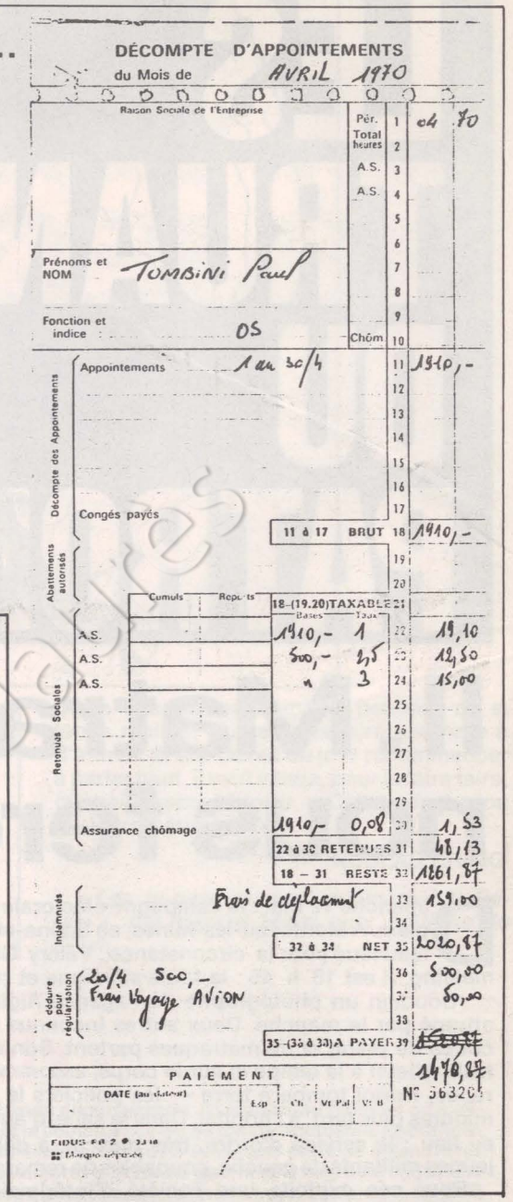
Fac-similé des deux feuilles de paie d'un mercenaire Peugeot, Paul Tombini. On constatera à sa lecture que pour le même mois, celui d'avril 1970, Paul Tombini touche deux salaires : l'un des automobiles Peugeot, l'autre de la « Compagnie européenne d'organisation ».

Peugeot lui verse pour son mois 1 340 F et la C.e.o. 1 910 F. Ce qui lui donne un salaire total, pour avril 1970, de 3 250 F. C'est vraiment bien payé, pour quelqu'un qui est théoriquement un simple O.s. !

Tombini, ex-parachutiste du « fameux » fer de lance du putsch d'avril 1961 à Alger, le 1er Rep, et ancien activiste de l'O.a.s., engagé en mars 1970 chez Peugeot. Il est interpellé à plusieurs reprises par la police, puis arrêté pour vol et condamné à deux mois de prison.

Peugeot ne lui en tient pas rigueur et l'engage une nouvelle fois, en avril 1973, pour faire partie du commando de Saint-Etienne.

Lors d'une perquisition à son domicile, près de Sochaux, les policiers découvriront dans le courrier de Tombini une circulaire du Sac en date du 6 juin 1969, signée par Jacques Foccart, patron du Service d'action civique.


DÉCOMPTE D'APPOINTEMENTS
du Mois de AVRIL 1970
Raison Sociale de l'Entreprise
Prénoms et NOM : TOMBINI Paul
Fonction et indice : OS
Appointements 1 au 30/4 — 1910,-
Congés payés
11 à 17 BRUT 1910,-
Cumuls — Bases — Taux
A.S. 1910,- 1 — 19,10
A.S. 500,- 2,5 — 12,50
A.S. " 3 — 15,00
Assurance chômage 1910,- 0,08 — 1,53
22 à 30 RETENUES 48,13
18 - 31 RESTE 1861,87
Frais de déplacement 159,00
32 à 34 NET 2020,87
20/4 Frais Voyage AVION 500,- — 500,00 — 80,00
35-(36 à 38) A PAYER 1470,87
PAIEMENT
DATE (au dateur) | Esp | Ch | Vt Pal | Vt B
N° 56320

Un autre homme était chargé de sélectionner le personnel spécial fourni par la Siter, qui faisait alors passer des petites annonces dans les journaux. Il s'agissait d'Alain Cypriano. Un curieux personnage : il circulait à travers toute la France, multipliait les contacts avec les responsables de la C.f.t. et entretenait les meilleures relations avec plusieurs membres de la direction de Peugeot — comme on se retrouve...

D'ailleurs, l'opération Peugeot et l'opération Berliet ont de nombreux points communs. Le principe de facturation des intérimaires-barbouzes est exactement le même dans les deux cas. Chez Peugeot, par exemple, un premier salaire était très officiellement versé par la société des automobiles Peugeot. Un second salaire était versé pour la même période par l'Agence d'intérim Nota. Ainsi l'ouvrier spécial pouvait-il encaisser en fin de mois plus de 3 000 F pour un simple travail d'O.s. **(voir fac-similés ci-contre des bulletins de paie, établis en avril 1970 selon ce principe).** D'autre part, Peugeot acceptait que Nota lui facture un nombre d'intérimaires supérieur à la réalité. Ainsi, la firme d'intérim et Peugeot pouvaient effectuer en toute légalité des transferts de fonds d'une comptabilité à l'autre.

Le même système fonctionnait chez Berliet. Exemple : la facture n° 235 établie par la société Siter en date du 16 avril 1973 pour des travaux « exécutés selon votre demande dans vos ateliers pour la semaine du 2.4 au 7.4.1973 ». Les heures d'O.s. étaient facturées à un tarif supérieur à la normale. Ce qui permettait là encore de sortir des fonds, sous des apparences comptables tout à fait normales.

Berliet et Peugeot ne sont pas des cas isolés. Un exemple : ce qui se passe à la même période dans la région de Saint-Etienne. Après Mai 1968, cette région est devenue une véritable terre d'accueil pour les soldats perdus et les anciens légionnaires à la recherche d'emplois. L'entreprise métallurgique Furnon, installée à L'Horne, près de Saint-Chamond, commence la première à engager un grand nombre d'anciens de la Légion. Avec eux, peu de risques de grève...

En 1969, la société des Bennes Marrel se trouve confrontée à une longue série de grèves-bouchons. Son directeur, le baron d'Assignies, réagit selon la méthode employée, plus tard, par Peugeot et Berliet. Pour embaucher des mercenaires, il s'adresse d'abord à une société d'études : la Sedos, dont le directeur, Beaudonnat, est justement un ancien de la Légion.

Entrée des légionnaires

Dans le même temps, Beaudonnat devient conseiller social auprès de la direction des Bennes Marrel. Puis il crée, avec l'aide des dirigeants de l'entreprise Furnon, une nouvelle société, la Soric. Domiciliation officielle : au siège même des usines Furnon. Les premiers mercenaires arrivent aussitôt. Le recrutement se fait par l'entremise d'un certain Bernard — un pseudonyme, sans aucun doute — au centre de repos de la Légion à La Ciotat. Ces ouvriers très spéciaux intéressent de nombreux patrons de la région. Très vite, la demande dépasse l'offre.

Durant trois ans, ces sociétés fonctionnent à plein. Les travaux et les méthodes des hommes qu'elles fournissent sont identiques à celles employées chez Berliet ou Peugeot. Il n'y manque même pas les attaques de grévistes à la méthode commando. Comme le 17 avril 1973 aux établissements Jacquemard, à Saint-Etienne. Cette fois, la fabrication ne se fait plus sur les intérimaires, mais sur de pseudo-travaux d'études facturés par les deux sociétés-écrans.

Il existe en France près de 900 entreprises de travail temporaire, soit 2 000 établissements en 1973. La grande majorité d'entre elles respectent scrupuleusement les dispositions légales. Mais le fait est là : quelques entreprises d'intérim ont permis à la grande industrie de se donner les moyens d'embaucher en toute légalité des mercenaires, des briseurs de grève et des « jaunes ». La législation trop lâche ne permet pas encore de lutter contre cette forme moderne d'officines.

A chaque fois qu'une grande entreprise a fait appel aux services de ces sociétés, la police était au courant. A chaque fois, les syndicats ont écrit des lettres au ministère du Travail. A chaque fois, quelques articles sont parus dans les journaux, où l'on décrivait leurs méthodes. Jamais la moindre autorité gouvernementale n'a founi la moindre explication sur l'impunité dont jouissent ces sociétés et les grands patrons qui les financent. Même quand, comme chez Peugeot, ces ouvriers spéciaux faisaient des heures supplémentaires dans le racket et le hold-up.

Le recours à ces pratiques chez Berliet ou chez Peugeot ne doit rien au hasard. Nous n'avons pas à faire ici à un quelconque chef de petite entreprise affolé par la soudaine création d'une section syndicale C.g.t. ou C.f.d.t., mais à des grands du patronat. Leurs méthodes n'ont rien d'artisanal. Il ne s'agit pas de petits patrons qui engagent, dans les bars mal famés de leur ville, quelques gros bras pour passer à tabac un syndicaliste récalcitrant. Ce sont des décisions d'états-majors mûrement réfléchies qui ont amené Peugeot ou Berliet à se doter, à travers des sociétés d'intérim, de moyens « modernes » pour que l'ordre règne dans leur usine.

Berliet comme Peugeot, c'est d'abord des traditions. Là comme ici, on est patron de père en fils. Et rien ne vient briser les certitudes d'un paternalisme solidement chevillé à l'esprit de la maison. Agé de 57 ans, Paul Berliet est P.d.g. de son entreprise depuis 1950. Toute sa carrière, il l'a faite dans l'usine de son père. C'est un homme d'un autre temps. Sa devise pourrait être : « Travail, famille, province ». Berliet, c'est un curieux mélange. On y mêle bizarrement le goût du tapage et la discré-

INTERIM CHOC COMMANDO







tion. Les syndicats n'ont pas bonne réputation à la direction. Il faut abattre ces empêcheurs de tourner en rond. Et puis, Paul Berliet n'aime pas la gauche. Arrêté en septembre 1944 avec ses trois frères, il rejoint en prison son père jugé pour avoir fait tourner ses machines pendant l'Occupation. Il lui faudra attendre 1947 pour retrouver ce qu'il appelle fièrement ses usines. Des souvenirs qui ne s'oublient pas.

Paternalisme musclé

Peugeot, c'est un peu la même chose. Depuis toujours, au pays de Montbéliard, la direction pratique le paternalisme, musclé ou aimable, selon les périodes. Mais jamais elle n'a pu abaissé sérieusement l'influence des syndicats. Près de 7 ouvriers sur 10 votent pour la C.g.t. ou la C.f.d.t. aux élections professionnelles. Et ce résultat obsède depuis longtemps la direction du personnel de Peugeot. Les grèves y sont toujours violentes : en Mai 1968, les C.r.s. ont laissé ici deux cadavres d'ouvriers et deux infirmes. Peugeot, c'est aussi une famille. Depuis 1885, les prénoms ont changé, mais le nom demeure. Les organigrammes successifs des quelque 40 sociétés qui composent l'empire Peugeot en France le prouvent. Jamais la famille n'a cédé une parcelle de son pouvoir. Ce sont les maîtres et ils veulent qu'on les respecte. Les Peugeot, comme Paul Berliet, n'aiment pas étaler leur fortune. De leur argent, ils doivent sans doute faire bon usage, puisqu'on ignore lequel. Ici, pas la moindre trace de doute. D'autant que les pratiques de ces firmes sont assurées d'une totale impunité.

Aujourd'hui, Peugeot et Berliet ont dû mettre en sommeil leurs ouvriers spéciaux. Ils avaient fait trop de bêtises. Bon nombre d'entre eux se sont retrouvés en prison pour des délits divers. Et les révélations de la C.g.t. sur ces pratiques et ces mœurs ont sérieusement limité le nombre des vocations de mercenaires.

Toujours est-il qu'actuellement aucun mode de contrôle sérieux n'existe sur les sociétés d'intérim. Ce que Berliet et Peugeot ont fait peut très bien recommencer ailleurs. Et si le secret en la matière n'est jamais garanti, du moins les autorités de ce régime ne font-elles rien pour empêcher ces pratiques.

Actuellement, quelques spécialistes de ces opérations mercenaires se sont remis au travail. Ils ont un plan subtil. Au centre de ces éventuelles opérations, la firme d'intérim qui a fourni à Peugeot des mercenaires pour ses usines et des hommes pour le commando qui attaqua, à Saint-Etienne, les grévistes de l'usine Peugeot (1) : la Nota.

Son P.d.g., Delfau, rêve de régionaliser ses activités selon le principe suivant : un délégué de Nota par groupe de départements recruterait localement quelques dizaines de collaborateurs musclés. Ces gens accepteraient, en échange de primes importantes, d'être occasionnellement mobilisés pour des actions ponctuelles lorsqu'une grève éclaterait quelque part. Avantage de cette formule : elle permettrait une relative discrétion dans le recrutement et l'emploi de commando. Elle éviterait, comme c'était le cas chez Peugeot que l'arrivée en force de 200 gros bras dans une usine ne soit trop remarquée par les syndicalistes et, éventuellement par les journalistes.

L'ensemble serait alors financé par un groupe de chefs d'entreprise qui verserait, chacun, leur cotisation à une société-écran. On éviterait ainsi que les fiches de paie au nom d'une société soient directement fournies à des mercenaires.

Enfin, une partie de l'opération pourrait se réaliser en collaboration avec certains dirigeants de la C.f.t. Autre point fort de ce système : il permettrait,en période de campagne électorale, de fournir aux candidats de droite des colleurs d'affiches bien armés pour ce travail. Là encore, la facturation se ferait à travers les sociétés-écran.

Tel est le système que certains grands du patronat projettent de mettre en place dans ce pays. D'autres pensent à des solutions encore plus élaborées. Au niveau de certaines fédérations patronales, comme l'Union des industries métallurgiques et minières, ce sont des procédés devant lesquels on ne reculerait probablement pas.

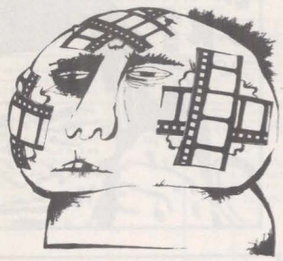
L'utilisation de milices patronales n'est pas une nouveauté. Ce qui est nouveau, c'est l'impunité dont jouissent depuis 4 ans les entreprises qui y ont recours. Il est vrai que les promoteurs des sociétés d'intérim qui permettent ces pratiques ont eu l'intelligence de fournir quelques gaillards musclés au candidat Valéry Giscard d'Estaing. Le service de la grande industrie et celui de la droite vont toujours de pair.

Même les truands l'ont compris.

NICOLAS BRIMO
(A suivre)

1) Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Marco Ferreri : Le harem.**

Sur les rapports entre hommes et femmes — à travers l'histoire d'un harem « à l'envers » et autour de Carrol Baker, l'ex-« Baby Doll » — un inédit de Ferreri ancien de 8 ans. Fascinant malgré les bizarreries de sa construction.

*** Thomas Koefer : La mort du directeur du cirque de puces.**

Sous le chapiteau d'un cirque, un bonimenteur anarchiste anime un spectacle de puces savantes. Un hélicoptère vient déverser un jet d'insecticide : les puces meurent. Le vieux directeur monte un nouveau spectacle, subventionné par un économiste fasciste... avant de s'inoculer le bacille de la peste. Cette parabole politique, austère et inspirée de Brecht et d'Artaud, n'est pas sans intérêt, même si elle manque un peu de clarté. Et elle annonce l'arrivée du cinéma suisse allemand.

*** Herbert Ross : Funny lady.**

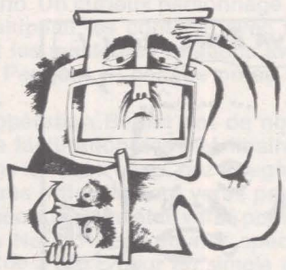
Après « Funny girl », la suite des amours et de la carrière de Fanny Brice, toujours interprétée par Barbara Streisand. Devenue star des années 30, elle épouse un auteur de chansons dont elle se lasse... Chorégraphe, Herbert Ross tente de faire oublier Esther Williams et les grandioses comédies musicales d'antan. Raté.

*** Mauro Bolognini : La grande bourgeoise.**

Comment, à Bologne au début du siècle, une famille de la haute bourgeoisie médicale se trouva mêlée à une affaire criminelle aux rebondissements politiques. Une photographie magnifique, des gazes vaporeuses et de trop belles images, comme disent les détracteurs (nombreux) de ce cinéaste « maudit ». Mais même si Bolognini n'est qu'un petit maître, faut-il le bouder ?

*** Liliane de Kermadec : Aloïse.**

Internée dans un hôpital psychiatrique où elle devait finir ses jours, Aloïse se mit à peindre de remarquables compositions. L'histoire vraie d'un désespoir et un réquisitoire contre les sociétés figées et l'indifférence. Hallucinante interprétation de Delphine Seyrig.



Télévision

VENDREDI 2 MAI

« Les notables » : à Sablé (Sarthe), du conseil municipal au Rotary-Club... (21 h 30, F.r. 3).

Michel Butor, Guy Hermier, André Guillou, Jacques Médecin, le secrétaire d'Etat Paul Granet, etc. au spécial-Apostrophes sur l'édition (21 h 40, A 2).

Adapté du chef-d'œuvre d'Oscar Wilde par Albert Lewin, « Le portrait de Dorian Gray » (22 h 50, A 2).

« Portée sociale du chômage partiel », avec Jacques Delors (12 h 05, France-Culture).

SAMEDI 3

Goscinny, père d'Astérix, aux Après-midi de Michel Lancelot (14 h 05, A 2) et dans un reportage tourné par Claude de Givray (22 h 30, A 2).

Variations sur l'imposture en amour : « La bien-aimée », une dramatique réalisée par Jacques Doniol-Valcroze, avec Michèle Morgan (20 h 30, F.r.3).

Le monde concentrationnaire, « un système économique », par Jorge Semprun (17 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 4

Péripéties télégraphiques dans l'Amérique de 1861, racontées avec maestria par Fritz Lang : « Les pionniers de la Western Union » (14 h 30, A 2).

L'invasion des pétroliers au pays des Cajuns : « La Louisiane », un reportage-chronique de Fléouter et Manthoulis (17 h 20, T.f. 1).

Portrait de la dynastie-symbole du capitalisme, les Rockefeller (20 h, F.r. 3).

« Le plus sauvage d'entre tous », avec Paul Newman : l'Ouest désenchanté, vu par le cinéaste Martin Ritt (20 h 35, T.f. 1).

Raymond Aron au magazine Questionnaire (22 h 35, T.f. 1).

LUNDI 5

La naissance du « style Bresson » et d'un autre cinéma français : « Les dames du bois de Boulogne » (20 h 35, T.f. 1).

Un « hymne à l'effort » qui esquive toute question sur les conditions de travail et les problèmes quotidiens des travailleurs : « Ceux du ballast » (21 h 35, A 2).

Disques

*** Louise Forestier : Le réel à Ti-Guy (L'escargot ESC 321).**

Elle se définit elle-même : « Je chante en joual... Je chante en québecois ». Des ballades et des refrains qui font penser à ceux de Vignault. Le Québec avait déjà Pauline Julien. Il a maintenant Louise Forestier.

*** Robert Charlebois : Je rêve à Rio (Barclay 90031).**

On a l'impression que Charlebois s'essoufle, s'ennuie à force de chanter. Reste une certaine « conscience » du Québec et deux merveilleux textes de René Ducharme.

*** Gilles Elbaz : Les quatre éléments (Alvarès C 456) ; Soleil (Alvarès C 473).**

Il fait lyrisme de tout mot. Les pieds de nez qu'il fait au vocabulaire et les entourloupettes qu'il joue à la musique ne cessent de surprendre. Il est certainement, dans la « jeune génération » des chanteurs, au nombre de ceux qui ont le plus grand pouvoir de renouvellement.

*** Steve Waring : La chanson des grenouilles (Chant du monde 45-1200) ; Les grenouilles (Chant du monde LDX 74393) ; La baleine bleue, avec Roger Mason (Chant du monde LDX 74530).**

Les plus surprenants parmi les disques qu'on puisse offrir aux enfants actuellement : des jeux, des refrains, des rondes, de quoi faire des instruments de musique. « La baleine bleue » a fort justement obtenu le diplôme Loisirs-Jeunes.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie F.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie culturelle

Livres
GUEULES NOIRES

Etre mineur : profession ou esclavage ? « La mine tue autant que les galères ». La formule, volontairement polémique et exagérée, n'est pourtant pas totalement dépourvue de vérité : la mine tue encore parce que la direction des Charbonnages est plus préoccupée de rentabilité que de sécurité. Et les mineurs qui ne meurent pas accidentellement disparaissent relativement jeunes, la retraite à peine atteinte, emportés par le fléau du métier : la silicose. On a appris à l'opinion à admirer ces « princes de la classe ouvrière », à applaudir leur dignité dans le malheur. Du mineur, on a fait un mythe et, de ses drames, une habitude nationale. Le procédé est commode et sert de masque à la réalité. Une question s'impose, qu'il faut faire éclater au grand jour : les conditions de vie et de travail des mineurs ont-elles réellement progressé depuis le début du siècle ? Trois photographes, pudiquement cachés derrière le pseudonyme collectif de Pol Gornek, ont tenté de lever le voile : ils ont interviewé, ils ont photographié. En Angleterre, dans le Nord et en Lorraine. Leur livre, « Les gueules noires », constitue un document unique, parfois maladroit, mais toujours juste.

On peut discuter les leçons politiques qu'ils en tirent. On ne peut pas discuter la véracité de leur contribution. Ils ont photographié les corons, le fond, la crasse, les grèves, les fêtes. Ils n'ont pas photographié la peur ni le danger ; ce sont cependant les deux principaux personnages de ce livre. Ils se sont édités eux-mêmes... sinon, n'importe quelle maison d'édition en aurait fait un volume luxueux et hors de prix. Ils se sont distribués eux-mêmes : dans les librairies du Nord et de Lorraine, à la Fnac, dans une trentaine de librairies « progressistes » à Paris. Par correspondance, on peut commander « Les gueules noires » à « Politique-Hebdo » (14-16 rue des Petits-Hôtels, Paris, 10e). « Le métier de mineur est dégueulasse », écrit un enfant au début de sa rédaction. Plus jamais ça ! conclut le livre de Pol Gornek.

Action culturelle
ACTION-DANSE 75

Le Théâtre des Deux-Portes, pour la seconde année consécutive, accueille « Action-Danse », un ensemble de manifestations qui font pleins feux sur l'art chorégraphique — ce qui est rare dans les établissements culturels subventionnés, excepté le cas de deux ou trois troupes prestigieuses. Après avoir présenté pendant deux semaines « Mime et polyrythmie », un spectacle du mime Joël, Action-Danse programme jusqu'au 16 mai « Danse classique du Sud de l'Inde » avec la danseuse Maitreyi. Puis, du 20 au 31 mai, le Ballet-théâtre Kodia mettra à l'affiche ses « Danses africaines ». Les trois spectacles sont complétés par des stages, des ateliers d'initiation, des rencontres et des expositions en relation avec les différentes formes de culture abordées. En outre, les enfants peuvent assister à des séances de spectacle-animation sur le thème « Rythme et mouvement ». Enfin, chaque jeudi et vendredi soir, depuis le 15 avril et jusqu'au 31 mai, de jeunes chorégraphes présentent leur travail sur la scène du Théâtre des Deux-Portes. On ne peut que regretter le caractère éphémère de ces activités : le ministre de la Culture entretient des corps de ballets prestigieux, mais élitaires ; à quand un statut de permanence pour Action-Danse ? A quand des dizaines d'événements similaires à travers le pays ?

HORS-LA-LOI A PERPETUITE

Maurice Maschino est un homme déchiré. Sa vie et ses choix expliquent cette douleur difficile à extirper. En 1950, à 19 ans, ce Parisien s'en va enseigner au Maghreb. Il y découvre le colonialisme et en tire les conclusions qui s'imposent : quand, en 1957, il est appelé en Algérie, il préfère l'insoumission ; il passe en Tunisie, devient collaborateur de la presse du F.l.n. écrit dans « les Temps modernes » et expliquera dans deux livres aussitôt saisis (« Le refus » et « L'engagement ») « comment un jeune homme rangé devient un hors-la-loi ». En 1962, il croit atteindre enfin la sortie du tunnel : il s'installe dans une Algérie indépendante, prend la nationalité algérienne et épouse une Algérienne, Fadéla M'Rabet. La désillusion viendra bientôt : la révolution algérienne ne va pas jusqu'au bout des espoirs semés ; Fadéla M'Rabet dénonce, dans « La femme algérienne » et « Les Algériennes » (Maspéro), la condition féminine en Algérie où, estime-t-elle, le socialisme ne parvient pas à chasser les effets rétrogrades de l'Islam. En 1971, Maschino revient en France et signe « L'Algérie des illusions » (Robert Laffont) : « Révolution avortée ou confisquée ? », se demande-t-il.

Aujourd'hui, avec « Le reflux » (Pierre-Jean Oswald éditeur), Maschino se penche sur la difficile réintégration de l'enfant prodigue. « Roman », dit le livre. « Autoportrait », peut répondre le lecteur. Livre amer. Ce reflux est-il repli ou défaite ? Maschino, depuis un quart de siècle, « en a pris plein la gueule » et se demande si cela a servi à quelque chose, s'il faut continuer, si ce qui n'a pas été possible au Maghreb peut le devenir en France.. L'ouvrage n'est ni péremptoire ni doctrinal. Il se veut seulement itinéraire : un long chemin, une longue patience, avec ses heures de fièvre, avec ses incertitudes et ses découragements.

CUBA SI !

Tout savoir sur un pays, tout en dire en 275 pages est impossible. André Carrel et Georges Fournial le savent bien. En signant « Cuba socialiste de A à Z » (Editions sociales), ils ne prétendent pas à présenter une encyclopédie exhaustive. Ils sont simplement allés à l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur le socialisme à Cuba — et que la presse occidentale bien-pensante et bien-anticommuniste tait à longueur de colonnes ! Le kaléidoscope commence par Agrumes et se termine par Zébu.

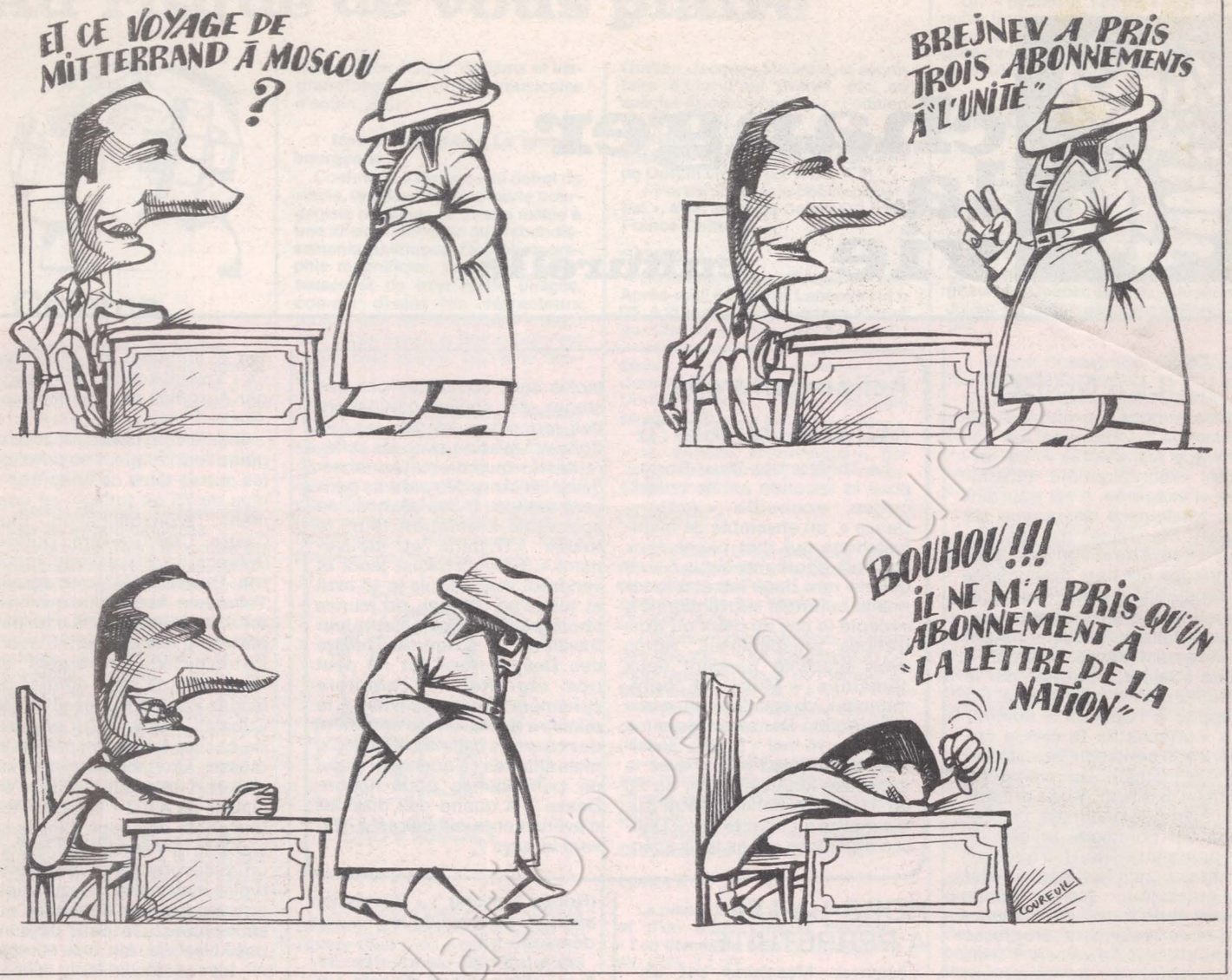
Rien à voir, pourtant, avec un guide touristique. Les principales autres têtes de chapitres — plus de 75 au total — se nomment : Alphabétisation, Fidel Castro, Che Guevara, Culture, Démocratie, Playa Giron, Industrie, Ouvriers, Réforme agraire, Tabac, etc. Autant dire que l'Histoire, la vie et le travail d'un peuple y sont mis en avant d'abord. Le ton du livre s'en ressent : aucune volonté de « donner des leçons » ou de « conseiller » les Cubains ; aucun désir non plus de cacher les problèmes et de dresser un tableau systématiquement idyllique. « Cuba socialiste de A à Z » est avant tout une photo en coupe dans le socialisme à l'état d'édification : on y découvre des problèmes réglés mais aussi des questions en suspens, des difficultés non surmontées. Ce petit pays n'a peut-être pas fait des miracles — les obstacles sont encore trop grands — mais il a peu à peu rendu la liberté, la dignité et la joie à son peuple. Ce n'est pas une mince victoire, vu l'environnement hostile qu'entretiennent autour de lui les Etats-Unis. C'est ce dont Carrel et Fournial ont méticuleusement rendu compte.

J.-P.L.

Musique
LE DISCOURS DE PORTAL

Pour le jazz comme pour tout, il y a la « grande » actualité — et l'autre. L'événement ce mois-ci, était-ce Ray Charles à la salle Pleyel, ou Michel Portal dans les Maisons de la Culture ? On peut s'en faire une idée en revivant par l'oreille le concert du jeune saxo-clarinettiste français à Châteauvallon (Michel Portal Unit, Chant du monde 74.526). Remarquable notamment par le discours des percussions, par l'utilisation instrumentale de la voix de Tamia, ou par la façon dont le trompettiste-violoniste Bernard Vitet s'envole avec Portal : il n'est pas vrai que seules les anches ont des ailes...

S.R.



A CHAQUE LECTEUR SON ABONNE

Nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance que revêt, pour un journal comme le nôtre, la progression régulière du nombre de ses abonnés. C'est parce que nos appels ont été entendus que nous avons pu atteindre en 1974 notre équilibre financier, ce qui ne constitue pas un mince résultat lorsqu'on connaît les difficultés auxquelles doit faire face à l'heure actuelle l'ensemble de la presse, y compris les plus grands journaux.

Mais nos ambitions ne s'arrêtent pas là. Nous voulons progresser encore et, pour cela, gagner des milliers de nouveaux abonnés. C'est pourquoi nous venons de lancer une nouvelle grande campagne d'abonnements spéciaux à laquelle nous demandons à chacun de nos abonnés, à chacun de nos lecteurs de participer directement.

Vous connaissez tous un parent, un ami, un sympathisant qui pourrait être intéressé par « l'Unité », qui l'a vu ou entendu citer à la télévision, à la radio ou dans la presse écrite, mais qui n'a pas encore eu le journal entre les mains. Donnez lui l'occasion de le lire vraiment en souscrivant pour lui un abonnement spécial à 50 francs qui lui permettra de recevoir « l'Unité » pendant 20 semaines. Si, comme nous l'espérons, ce délai lui a permis d'apprécier le journal, il se réabonnera lui-même à la date d'échéance. Vous aurez été en quelque sorte son parrain. Vous aurez ainsi apporté une nouvelle contribution au développement de l'hebdomadaire du Parti socialiste et aidé du même coup le Parti lui-même, qui a besoin d'un moyen d'expression de plus en plus puissant.

Cette campagne spéciale « un nouvel abonné pour chaque lecteur » va durer un mois. N'attendez pas pour y participer, en remplissant le bulletin ci-contre et en le retournant avec un chèque 41, boulevard Magenta, 75010 Paris. Merci à tous.

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL

Je soussigné .....

.....

abonné ☐

lecteur au numéro de « l'Unité » ☐

désire souscrire un abonnement spécial

à 50 francs pour 20 semaines au nom de :

.....

.....

.....

Je vous adresse ci-joint

un chèque bancaire ☐

un chèque postal ☐

ou virement au C.c.p. « l'Unité » 303.49.80 La Source. ☐

Date et signature

Le bulletin d'abonnement normal est en page 30.

Fondation Jean-Jaurès